S'inscrire dans l'histoire des hommes

Jean-Jacques Mauriat
président du Cghml

Lorsque la France est entrée dans le temps de la commémoration de la tragédie de la première guerre mondiale, le Cghml a décidé de proposer à ses adhérents et partenaires d'inscrire son action généalogique et historique dans cette démarche. Nous avions en tête le propos de Bernard Maris[1], alors conseiller scientifique à la Mission du Centenaire, selon lequel *la commémoration de 1914 doit avoir une fonction généalogique et pédagogique*.
Répondant à notre proposition, nos adhérents nous ont déposé des lettres, des cartes postales, des carnets de guerre, des photos souvenirs, des fiches matricules, des livrets militaires témoignages toujours cruels, parfois chanceux des tragédies vécues par leurs ancêtres mobilisés dans ce terrible conflit.
Nous devons remercier chacun et chacune d'entre eux qui, par leur acceptation de partager l'intime, nous ont permis d'essayer de comprendre la souffrance vécue par les Limousins. Avec des mots quelquefois maladroits, d'une écriture pas toujours maitrisée, les poilus et leur famille ont dit le malheur de la guerre.
Il en est ainsi de Jean Couturier qui le 10 décembre 14, épuisé par tant de malheur, blessé, malade a écrit dans son carnet sa satisfaction d'être hospitalisé... *Toujours ici. Je me suis levé hier et je me suis un peu enrhumé, c'est pourquoi je reste au lit. Aujourd'hui je voudrais que ça dure longtemps.*
Après ces mots Jean Couturier n'a plus repris le crayon. Il est mort le 23 février 1915 à l'hôpital où il voulait demeurer pour ne pas retrouver l'enfer.
Chacun de ces témoignages, chacune de ces souffrances raisonne en nous comme la voix d'un parent. Les uns, vivant au front à en mourir, les autres pleurant à l'arrière espérant l'hypothètique retour d'un être cher. Acceptant de se battre parfois jusqu'à la résignation, les hommes survivants, blessés, prisonniers, fusillés se sont donnés à la France. Arqueboutées sur l'ouvrage poursuivant une tâche nécessaire, les femmes ont répondu à l'appel d'être debout! C'est l'accumulation de ces parcours qui construit notre récit historique.
Établissant les généalogies des poilus morts pour la France, nous avons retrouvé des parentèles qui nous ont permis de comprendre ou éclairer des souffrances oubliées de nos propres familles. Il nous fallait rassembler cette matière au-delà des articles publiés dans la revue *D'onte ses* du Cghml entre 2014 et 2019, dans une synthèse qui en présente la richesse et la force.
Avec la complicité de l'historien Philippe Grandcoing, nous avons tenté d'aider à insérer les souffrances individuelles des Limousins, dans le contexte du drame qui était celui de la France. Le journaliste, attaché à la vie des gens, et l'historien ont construit un récit historique des Limousins pendant la guerre. À l'instar de François Furet, historien journaliste, nous avions *la nécessité d'interpréter les événements historiques dans la sphère des réalités politiques, là où la volonté et l'imagination des hommes s'empêtrent dans le filet des contraintes journalières*[2].

Ces *Mémoires de guerre des Limousins*, sont le fruit d'une volonté, celle d'inscrire dans l'histoire des hommes, les parcours des fils et filles du Limousin. L'ouvrage a reçu le soutien de la Mission nationale du Centenaire.

1 Économiste journaliste, assassiné à Paris le 7 janvier 2015.
2 Mona Ozouf, « Préface » à François Furet, *Un itinéraire intellectuel : l'historien journaliste de France observateur au Nouvel Observateur,* édition établie par Mona Ozouf, Calmann-Lévy, 1999.

Quand l'histoire des gens rencontre l'histoire collective

Philippe Grandcoing

Est-il encore possible d'écrire sur 14-18 ? En cette fin du cycle de commémorations du centenaire de la Grande Guerre la question peut légitimement se poser au regard de l'immensité de la production éditoriale traitant du sujet. A l'heure où Histoire et Mémoire tendent parfois à se confondre ou, pis encore, à s'affronter, il peut paraître vain de vouloir apporter une pierre supplémentaire à l'édifice de la connaissance de ce conflit qui vit l'Europe – et le reste du monde dans une moindre mesure – basculer dans la modernité tragique du XXe siècle.
Pourtant, écrire sur la Première Guerre mondiale c'est répondre à une demande sociale. L'événement suscite de plus en plus d'interrogations et de curiosités au fur et à mesure qu'il s'éloigne de nous, au point d'en devenir désincarné. La mort du dernier poilu en 2008 a fait prendre conscience que le temps des témoins était irrémédiablement clos et qu'il fallait désormais ne compter que sur les documents laissés par ceux qui avaient vécu la guerre dans leur chair et leur esprit. L'entrée dans un nouveau siècle et, dix ans plus tôt, la fin de l'URSS elle-même enfantée par le premier conflit mondial avaient déjà questionné sur les traces laissées par la guerre dans les corps, les mémoires familiales, les inconscients collectifs et les paysages. L'heure était à l'analyse de l'événement fondateur d'un « court » XXe siècle, s'étendant de 1914 à 1989. Le mémorial de Péronne et de nombreux travaux d'historiens sont nés de ces interrogations fécondes. Ils ont fait surgir une histoire de la souffrance, du deuil, de la violence, de la sexualité, une histoire d'hommes et de femmes, redonnant chair à un conflit qui était en train d'être lentement et surement occulté par la mémoire hypertrophiée de la Seconde Guerre mondiale. Ils ont redonné leur place aux troupes coloniales, aux enfants, aux prisonniers de guerre, aux fusillés pour l'exemple, aux réfugiés, aux mutins, aux gueules cassées et aux animaux, à tous ceux qui n'avaient pas trouvé leur place dans la mémoire combattante cristallisée autours des dizaines de milliers de monuments aux morts.

En 2014, le succès de la Grande Collecte a montré que non seulement les Français s'intéressaient à la Grande Guerre mais également qu'ils étaient prêts à confier aux services des archives des millions de documents relevant de la sphère de l'intime – photographies, correspondances, souvenirs - afin qu'ils soient numérisés et conservés. L'opération a aussi permis de prendre conscience, s'il en était encore besoin, que la guerre avait conduit au front des millions d'hommes alphabétisés à un moment où la photographie se démocratisait et que l'industrialisation permettait la fabrication en grande série d'objets évoquant la guerre, sans compter tout l'artisanat des tranchées. Ces vestiges matériels du conflit restent omniprésents un siècle plus tard. Il suffit pour s'en convaincre d'arpenter brocantes ou vides-greniers. Leur banalité rappelle que la guerre fut une expérience collective majeure et presque universelle puisque les huit millions de combattants métropolitains représentent les trois quarts de la population masculine française âgée de 20 à 55 ans.

Face à de tels chiffres l'historien peut être pris de vertige. Comment rendre compte, dans l'infinie variété des expériences individuelles, de ce que fut la Grande Guerre sans trahir l'exigence de la méthode historique et sans perdre le sens global de l'événement ? C'est le défi qu'a souhaité relever le Cghml en publiant *Mémoires de guerre des Limousins*. Pour ce

faire, l'ouvrage combine les deux approches théorisées de façon imagée par Emmanuel Le Roy Ladurie, celle du « parachutiste » et celle du « chasseur de truffes ». Des articles prennent de la hauteur, pour filer la métaphore, et exposent le contexte général de la guerre ou traitent d'un thème particulier dans sa globalité. D'autres parlent d'expériences singulières, individuelles ou collectives, au plus près du terrain. C'est là que l'on trouve des « pépites », des documents rares, des témoignages exceptionnels, qui donnent à l'Histoire toute sa dimension de reconstitution d'expériences sensibles. Bien évidemment, « pépites » et « truffes » ne rendent pas compte de l'intégralité du terrain d'où elles ont été extraites et le risque est de biaiser le regard porté sur le passé en n'en retenant que quelques aspects singuliers. *Mémoires de guerre des Limousins* a cherché à éviter cet écueil par la recontextualisation des destins et des événements évoqués. D'où le choix d'une organisation thématique permettant de confronter non pas la « grande » et la « petite » histoire, mais l'histoire individuelle et l'histoire collective. Les enchâssements ainsi opérés doivent permettre au lecteur de saisir toute la complexité et la diversité de l'expérience de guerre vécue par les populations limousines, depuis la déclaration de guerre d'août 1914 jusqu'au retour des hommes durant l'année 1919.

C'est pour cela que le pluriel prend tout son sens pour le titre. L'ambition de l'ouvrage est en effet de montrer que, au-delà de la guerre des tranchées – qui fut effectivement une réalité pour la majorité des poilus – 14-18 ne saurait se résumer à cela. D'où l'importance de la présence dans le livre de récits de vie, de témoignages, évoquant d'autres fronts (l'Italie, les Balkans, les Dardanelles), d'autres armes (l'aviation, la marine), émanant aussi bien d'officiers que de soldats, de civils que militaires. D'où, aussi, l'intérêt de montrer que la guerre fut un moment de formidable brassage de populations, d'ouvertures vers d'autres horizons géographiques et culturels. C'est également en ce sens que le conflit fut mondial. Il fit surgir dans le quotidien des Limousins des contrées dont il n'avait pas ou peu conscience. Le poilu cantonné à Salonique, le Limougeaud qui voit passer en gare les troupes hindoues du roi Georges V, le marin naviguant en Méditerranée, l'infirmière de Brive soignant des tirailleurs sénégalais, l'habitant de La Courtine côtoyant des internés austro-hongrois ou des soldats russes, ont eu, chacun à leur manière, cette expérience de la mondialisation générée par la guerre. Bien évidemment, il ne saurait être question de prétendre à l'exhaustivité. Une vie et des dizaines de volumes n'y suffiraient pas. Mais si le lecteur, une fois l'ouvrage refermé, a découvert que 14-18 ne pouvait se résumer ni aux ouvrages généraux traitant du sujet ni aux souvenirs transmis dans le cadre familial, alors le pari du Cghml aura été gagné.

Tous ces récits de vie, tous ces moments banals ou extraordinaires posent aussi une ultime question : et après ? En filigrane, Mémoires de guerre des Limousins interroge l'entre-deux-guerres. La région, l'une des plus touchées par le conflit au regard de la proportion population/nombre de morts, a été profondément bouleversée par la guerre et ses suites. Les monuments aux morts rappellent l'importance de la saignée démographique qui accélère la dépopulation de certaines zones. Et il est difficile d'imaginer que ceux qui sont revenus ont repris leur vie comme avant. La montée du pacifisme, l'ancrage à gauche d'une grande partie des campagnes, mais aussi la multiplication des signes de modernité au cœur de la ruralité sont autant d'indices de changements collectifs. Il reste à les étudier au sein des familles et dans les trajectoires des individus.

*
* *

Première partie
Vivre et mourir au front



Pièce d'artillerie allemande à l'origine du déluge de feu qui submergea les régiments limousins à leur arrivée aux frontières: elle porte gravée sur le canon « Furtchlos und trew » (intrépide et fidèle), la devise des armées du Wurttemberg. Elle est actuellement exposée derrière la mairie de Guèret. photo jjm

1914 Le grand massacre des régiments limousins

Philippe Grandcoing

Une armée de conscription enracinée dans ses terroirs

La plupart des hommes qui partirent à l'été 1914 étaient soit des réservistes, soit des appelés effectuant trois ans de service militaire. En effet, suite à la défaite de 1870, la République avait voulu relever un double défi : d'une part, forger un outil militaire capable, le jour venu, de battre l'Allemagne et, d'autre part, de rapprocher l'armée de la Nation.

Le service militaire universel apparut alors comme la réponse la plus appropriée, même si, initialement, l'opinion publique y était hostile. La réforme militaire de 1872 instaura un système de tirage au sort et permit, par un ensemble de dispositifs, aux enfants de la bourgeoisie de ne pas faire leur service ou d'en diminuer la durée. La loi de juillet 1889 fut un premier pas vers le service militaire obligatoire. Elle supprima nombre d'exemptions tout en maintenant le système du tirage au sort. Les « *bons numéros* » devaient six mois de service, les autres trois ans. Une fois le service achevé, les conscrits étaient versés dans la réserve d'active pour une durée de sept ans, puis dans la territoriale pour quinze ans. Suite à l'affaire Dreyfus, la gauche souhaita républicaniser l'armée. Par la loi du 21 mars 1905, le service militaire devint vraiment universel, avec la suppression du tirage au sort et l'uniformisation de la durée du service à deux ans. Mais, du fait du déclin démographique de la France, cette durée fut prolongée en 1913 d'un an, non sans débats politiques et tensions dans les casernes. La durée de service dans la réserve d'active fut alors portée à onze ans et à quatorze dans la territoriale. Au total, un jeune homme reconnu « *bon pour le service* » par le conseil de révision (en moyenne entre deux tiers et trois quarts d'une classe d'âge) était susceptible de se retrouver sous les drapeaux jusqu'à l'âge de quarante-huit ans[1].

La réforme de 1889 avait aussi organisé le recrutement des régiments sur une base régionale. En effet, la rapidité avec laquelle l'armée pouvait mobiliser ses réservistes devait être une des clefs de la victoire future. Il fallait donc que les hommes puissent rapidement gagner la caserne le jour de la mobilisation générale. L'enracinement géographique des régiments facilitait également l'organisation des périodes d'exercice pour les réservistes et permettait de tisser des liens étroits entre une ville et « *son* » régiment. Le vaste mouvement de construction de casernes dans le dernier tiers du XIXe siècle témoigne des liens nouveaux qui se nouent entre l'armée et la population. Désormais, même s'ils sont privés du droit de vote, les militaires sont insérés dans le tissu social urbain. Les mess, les cercles militaires, les guérites peintes en tricolore mais aussi les fanfares militaires et les uniformes voyants rappellent au quotidien cette forte présence militaire[2]. La dimension régionale de la nouvelle organisation militaire permet aussi de donner plus de cohésion aux régiments et de faciliter le recrutement d'officiers de réserve. Il y a là une véritable entreprise d'acclimatation de la société civile à l'armée, qui doit permettre, entre autres, de faire accepter à la population le service militaire. Celui-ci ne doit donc plus être synonyme de déracinement.

Il ne faut toutefois pas parler de recrutement exclusivement local. Les études réalisées pour le Midi languedocien montrent que les conscrits sont incorporés dans tous les régiments stationnant dans la XVIe région militaire de Montpellier et non pas seulement dans celui se

1 Jean-Charles Jauffret, *« L'épée »*, in *Histoire militaire de la France*, t. 3, De 1870 à 1940, PUF, 1992, p. 3-28.
2 Voir sur ces points Raoul Girardet, *La Société militaire en France de 1815 à nos jours*, Perrin, 1998.



Concours de gymnastique du 12e corps d'Armée de la ville de Brive en 1897. La troupe est omniprésente au sein de la population. Exposition: *Été 14, les derniers jours de l'ancien monde* Bnf, site François-Mitterrand, Paris. photo jjm

situant au plus près de leur domicile. Et, plus une arme demande des compétences techniques et des aptitudes physiques particulières, plus sa zone de recrutement est étendue[3]. Aussi, le service militaire est-il tout de même synonyme d'une rupture géographique, en particulier pour les ruraux. Dans la plupart des cas, les jeunes paysans partent pour de longs mois dans une localité qu'ils ne connaissent guère, voire qui leur est totalement inconnue. C'est l'occasion pour eux de découvrir un autre monde, celui de l'armée et de la ville. Ils s'y frottent à d'autres modes de pensée, à d'autres gestes et savoirs techniques, à d'autres habitudes alimentaires, même si la caserne n'est guère le lieu d'un brassage géographique à l'échelle de tout le pays[4]. Aussi, l'historien Eugen Weber voit-il dans la caserne l'une des trois principales causes – avec l'école et le chemin de fer – de la *fin des terroirs*[5].

L'armée des Limousins

Le Limousin dépend quant à lui de la XIIe région militaire (Haute-Vienne, Creuse, Corrèze, Charente et Dordogne), où stationne le 12e corps d'armée – environ 45 000 hommes – dont

3 Jules Maurin, Armée, guerre, société : soldats languedociens (1889-1919), Publications de la Sorbonne, 1982
4 Odile Roynette, *Bon pour le service. L'expérience de la caserne à la fin du XIXe siècle en France*, Belin, 2000.
5 Eugen Weber, *La Fin des terroirs. La modernisation de la France rurale, 1870-1914,* Fayard, 1983.



Les artilleurs manoeuvrent avec difficultés chevaux inadaptés à la charge, soldats sans expérience. collection jjm

le quartier général est installé à Limoges. Il est composé de deux divisions d'infanterie, d'une brigade de cavalerie, d'une brigade d'artillerie (encasernée à Angoulême) et d'un escadron du train des équipages. La Haute-Vienne abrite une grande partie des régiments limousins : le 63e RI à Limoges et Saint-Yrieix, le 78e RI à Limoges (et Guéret), le 138e RI à Bellac et Magnac-Laval, le 20e Dragons, le 21e Chasseurs à cheval et le 12e escadron du train à Limoges pour l'armée d'active. S'y ajoutent une brigade d'infanterie de réserve composée du 263e RI (Limoges), du 278e et du 338e RI (Magnac-Laval) ainsi que deux régiments d'infanterie territoriale, le 89e dont le centre de mobilisation est à Limoges et le 90e basé à Magnac-Laval. La Corrèze abrite quant à elle le 100e RI à Tulle et le 126e RI à Brive. L'immense majorité des conscrits limousins reste donc dans la région, mais une fraction du contingent est encasernée à Angoulême, Périgueux ou Bergerac.

Le dispositif a été prioritairement organisé en fonction des lignes de chemin de fer, d'où l'importance du nœud ferroviaire de Limoges. Mais il a aussi été tenu compte de l'intérêt économique que représente la présence de l'armée pour une localité. C'est ainsi que Magnac-Laval s'est vu doté d'une importante caserne, grâce, entre autres, à la générosité et à l'activisme politique du comte de Couronnel, propriétaire du château de la Ménagerie. Construite sur un terrain donné par l'héritier des Montmorency-Laval, elle induisait de relier par le rail Magnac-Laval à Limoges. En 1908 c'est chose faite, grâce à l'achèvement du barreau Le Dorat-Magnac-Laval.
Evoquant le rôle de son père dans cette entreprise, Marguerite de Couronnel écrit ainsi : « *par ce fait, l'idée de la Patrie se montra plus vivante aux populations […]. Le bourg devint bientôt une petite ville et connut la prospérité* »[6].
Région majoritairement rurale, le Limousin envoie prioritairement ses conscrits vers l'infanterie, là où les critères physiques et intellectuels sont les moins sélectifs. Aussi l'expérience de la caserne, mais aussi des premiers mois de la guerre fut-elle majoritairement celle des gros bataillons de fantassins chargeant baïonnette au canon ou se déployant en tirailleurs. Les armes « *savantes* », artillerie et génie, recrutent plutôt parmi les jeunes urbains nantis

6 Marguerite de Couronnel, *Notes intimes d'un gentilhomme recueillies par sa fille*, 1909, p. 247. Sur le comte de Couronnel, voir Philippe Grandcoing, *Les demeures de la distinction,* Pulim, 1999, p. 155-158.

d'un bagage scolaire plus important ou d'une pratique professionnelle plus technique. Mais l'omniprésence des chevaux, dans l'artillerie, la cavalerie et le train des équipages, fait que les ruraux sont également recherchés dans toutes les armes.

La plupart de ces hommes, tous nés après 1870, sont passés par le moule de l'école obligatoire instaurée par les lois Ferry. Comme l'enseignement privé catholique pour les garçons est très peu présent dans la région, ils ont été dans leur immense majorité formés par les hussards noirs de la République. Sur les bancs de la communale, ils ont appris à compter, à lire et à écrire. Ils connaissent l'histoire et la géographie du pays, grâce notamment au livre de lecture *Le Tour de France par deux enfants*. Ils ont reçu des cours de morale et d'éducation civique. Ils ont aussi appris à aimer la France par l'attachement à la petite patrie, leur terroir familier, celui de leurs ancêtres et de leur vie quotidienne[7]. Disposent-ils pour autant tous d'un même bagage culturel et intellectuel ? Sans doute que non, mais l'école républicaine a contribué à forger un sentiment d'appartenance commun à une patrie. Ils sont aussi pour la plupart capables d'entretenir une correspondance régulière, voire de tenir un journal.
Les carnets d'Honoré-Jean Champcommunal, fils de paysan de Saint-Sylvestre parti à la guerre nanti de son seul certificat d'études, sont à ce titre un extraordinaire témoignage de ce que l'école de la Troisième République était en capacité d'apprendre aux enfants[8].

Les déconvenues de l'entrée en guerre

L'ordre de mobilisation générale fut affiché le 1er août 1914 dans toutes les communes, au son du tocsin. Bien plus que la déclaration de guerre, il marqua l'entrée dans le conflit. Pour des dizaines de milliers de Limousins, il signifiait l'obligation de se rendre dans le centre de mobilisation dont ils dépendaient. Versés dans les dépôts des régiments, ils furent équipés et amalgamés aux soldats effectuant leur service. Puis les régiments embarquèrent dans les gares en direction de la frontière du nord-est.

L'état-major avait en effet tiré les leçons de la défaite de 1870. Il avait compris que dans la guerre moderne la victoire dépendait de la capacité à faire rapidement converger de grandes masses d'hommes vers le lieu de la bataille décisive. Pour ce faire, il fallait utiliser au mieux les capacités qu'offrait le chemin de fer. Les plans de mobilisation reposaient donc sur une organisation minutieuse, qu'il fallait respecter scrupuleusement, si bien qu'on a pu parler de « *guerre des horaires de chemin de fer* » à propos des premiers événements d'août 1914. En quelques jours, 7 000 trains transportent vers les frontières du nord-est des centaines de milliers d'hommes[9]. Mais, si les généraux avaient intégré à leur stratégie la modernité ferroviaire, en revanche, ils n'avaient pas tenu compte de la nouvelle capacité destructrice des armes à feu à longue portée et à cadence de tir rapide, ou du moins l'avaient-ils largement sous-estimée. En effet, depuis les années 1890 et l'alliance avec la Russie, la stratégie de l'armée française reposait sur l'offensive. Dominés par l'héritage de la pensée napoléonienne, convaincus que l'élan et la bravoure caractérisaient la mentalité française, persuadés que face au feu, seul le mouvement en avant combat l'effet délétère de la peur, les stratèges ont théorisé le dogme de l'offensive à outrance. L'infanterie, formée en gros bataillons, devra marcher sur l'ennemi et enfoncer ses positions. D'où des choix d'équipements qui se révéleront plus ou moins adaptés à la guerre moderne : artillerie mobile à grande vitesse de tir (le canon de 75), long fusil équipé d'une baïonnette (le Lebel), pantalon rouge symbole de cet esprit offensif. En revanche, les armes propres à une guerre défensive ou de position (artillerie

7 Jean-François Chanet, *L'école républicaine et les petites patries*, Aubier, 1996.

8 Honoré-Jean Champcommunal, *Carnets de campagne,* Culture & Patrimoine en Limousin, 2014.

9 John Keegan, *La Première Guerre mondiale*, Perrin, 2003, p. 24.



Guerre contre les Allemands

Campagnes 1914-15-16-17-18

HONNEUR

Au 126e Régiment d'Infanterie

de la garnison de Brive

CITÉ A L'ORDRE DE L'ARMÉE LE 17 AVRIL 1917

Le 126e Régiment d'Infanterie parti en campagne le 8 Août 1914, a combattu à :

Pin et Izel (Belgique)	21 Août 1914
St-Médard et Hébremont (Belgique)	22 Août 1914
Blagny	24 Août 1914
Yoncq et la-Besace	28 Août 1914
Voncq	31 Août 1914
Bataille de la Marne	6 au 11 Septembre 1914
Moulin de Vacques	21 Sept. 1914
Ferme des Marquises	18 Oct. 1914 au 24 Mars 1915
Regnéville-en-Haye	7 Avril 1915
Les Eparges	26 au 30 Avril 1915
Offensive d'Artois	25 Sept. 1915
Verdun	8 Avril au 17 Juin 1916
Paissy	18 Juillet au 13 Sept. 1916
Barleux (Somme)	18 Nov. au 7 Février 1917
Maisons de Champagne	15 Mars 1917
Aubérive	17 Avril 1917
Campagne d'Italie	18 Nov. 1917 à 1918
Plateau d'Asiago (Italie)	15 Juin 1918

Les états de service du 126e RI de Brive au cours des années de guerre.

lourde, mitrailleuses) avaient été négligées.

Le plan de l'état-major, dit plan XVII, reposait sur ce dogme de l'offensive à outrance. Il prévoyait de pénétrer en Lorraine et de culbuter les armées allemandes. Mais la réalité des combats sur le terrain rendit très vite caduc ce plan initial. Outre l'échec de l'offensive en Lorraine, où les régiments français se heurtèrent au déluge de feu des défenses allemandes, la violation de la neutralité belge par l'Allemagne obligea Joffre à réorienter une partie de son dispositif vers le nord.

Dès le 3 août, les premiers régiments limousins partirent vers les frontières. Le 5 ce fut au tour du 63e RI. Son départ donna lieu à une grande cérémonie patriotique à Limoges : défilé

dans les rues de la ville, prise d'arme au Champ de Juillet, allocution du lieutenant-colonel Paulmier suivie d'une vibrante Marseillaise, le tout au milieu d'une population enthousiaste, qui acclamait la troupe et criait « *à Berlin* ». Du 5 au 13 août, le XIIe corps se concentra dans le secteur de l'Argonne, sous les ordres du général de Langle de Cary, commandant la IVe armée. Une partie des régiments limousins connurent leur baptême du feu les 21 et 22 août en se portant au-devant des Allemands dans les Ardennes belges. Les pertes furent particulièrement lourdes. On est loin de la guerre rêvée par les états-majors. Les hommes sont décimés par les tirs de l'artillerie et des mitrailleuses avant même d'approcher l'ennemi. Dans ces conditions, les charges à la baïonnette sont meurtrières et vaines. Et pas seulement pour les régiments limousins. Le 22 août est resté dans l'Histoire comme le jour le plus sanglant de tout le conflit pour l'armée française avec 27 000 morts.

Le 23, ordre fut donné de faire retraite sur la Meuse et de tenir la rive droite de la rivière. Mais très vite, face au risque d'encerclement, du fait de l'effondrement de l'aile gauche du dispositif français, il fallut envisager un repli général sur l'Aisne. Le XIIe corps reçut pour mission de ralentir l'avance adverse de façon à couvrir la retraite générale. Le 28 août, le 63e RI subit d'effroyables pertes : 724 hommes et 9 officiers furent mis hors de combats en moins de trois heures. Un rescapé des combats, écrira dans son journal : « *nous grimpons sur la lisière d'une forêt à 400 mètres environ, mais sans voir nos ennemis qui pendant ce temps nous arrosent de balles. Notre artillerie bat le bois, mais sans obtenir de résultats décisifs. Notre commandant est tué au moment où il ordonne la charge à la baïonnette. Bientôt nous nous retrouvons presque seuls sur le plateau battu par les obus, les balles et les mitrailleuses. Il nous faut retourner en arrière en marchant à quatre pattes et en nous protégeant le plus possible des obus qui nous poursuivent à mesure que nous nous retirons. Puis nous arrivons sur la route où nous aidons à transporter un grand nombre de blessés qui se traînent un peu partout. […] Nous étions 33 dans tout le régiment, dont un sous-lieutenant de réserve. Là [à Warniforêt] nous passons le reste de la soirée, puis nous nous dirigeons sur Stonne très lentement à cause de la fatigue et de l'épuisement* »[10].

Au total, le XIIe corps, durant les deux semaines de retraite, aura perdu officiellement 4 642 hommes et 125 officiers, soit plus de 12% de ses effectifs[11]. Les régiments de réservistes, qui sont désormais opérationnels, sont également particulièrement touchés. Ce même 28 août, plus à l'ouest, les 263e, 278e et 338e RI défendent les passages de la Somme dans le secteur de Péronne. Près de 2 500 hommes sont tués, blessés, ou faits prisonniers. Parmi les morts on compte Charles Guingouin, père de Georges. Dans certaines compagnies, les pertes représentent plus de 50% des effectifs.

De la Marne à la mer

Début septembre, une partie des régiments limousins participa à la bataille de la Marne. Utilisant au maximum l'avantage que lui donnait le réseau de chemin de fer français convergeant vers Paris, Joffre fut capable de reconstituer une masse de manœuvre permettant de faire barrage aux Allemands. Le XIIe corps fut jeté dans la bataille, le but étant d'attaquer de flanc l'armée allemande qui avait obliqué sa marche vers le sud afin d'encercler les troupes combattant en Lorraine.

Du 6 au 10 septembre, en particulier dans le secteur de Sompuis, les combattants limousins affrontèrent de nouveau l'ennemi. Le journal de marche du 100e RI de Tulle donne une idée de l'apprêté des combats. Chargé de couvrir le flanc du corps d'armée qui attaquait les Allemands, le régiment dut durant toute la journée tenir ses positions sous un déluge d'artillerie. « *Le bilan*

10 Cité par Guy Marchadier, in *Des Armes et des Larmes. Mémoire creusoise de la Grande Guerre*, Alan Sutton, 2003, p. 46-47.

11 Jules Tintou, *Les Limousins à la Grande Guerre*, Lemouzi, 1986, p. 31.

des pertes indique le degré de ténacité du régiment », est-il mentionné dans le journal de marche. Un officier et 40 soldats sont tués, 6 officiers, dont le colonel, et 303 soldats sont blessés. Mais pour la première fois, la victoire était au bout des fusils et, le 11, le régiment reprenait l'offensive « *à la poursuite de l'ennemi qui, démoralisé, a battu en retraite* » [12]. La cavalerie put alors, enfin, être utilisée. Le 20e Dragons et le 21e Chasseurs se lancèrent à la poursuite de l'adversaire. Mais les Allemands couvrirent avec efficacité leur recul. Si quelques prisonniers furent capturés, en revanche, à aucun moment la cavalerie ne fut en mesure de perturber le mouvement de l'adversaire et ses pertes furent relativement importantes.

La victoire de la Marne ne régla donc rien, faute de capacité à exploiter le succès initial. Les troupes françaises et anglaises, épuisées par un mois de combats, furent incapables d'engager énergiquement la poursuite de l'armée allemande. La retraite des troupes de Guillaume II se déroula donc en bon ordre jusqu'à une ligne de retranchements sur l'Aisne. Mais Joffre entendait bien reprendre l'offensive. Son idée était simple : tenter de déborder l'adversaire sur sa droite en utilisant au maximum le potentiel ferroviaire pour transférer ses troupes vers la Picardie et le Nord, dans le seul secteur où le front n'était pas encore stabilisé. Mais l'état-major allemand avait eu la même idée. S'en suivit, durant un mois, une série de batailles confuses, où aucun des deux belligérants ne prit l'avantage sur l'autre. À partir de la mi-octobre, les combats se concentrèrent dans les Flandres. A la fin de l'année, le front se stabilisa sur plus de 600 kilomètres entre la mer du Nord et la frontière suisse.

L'expérience sanglante de la guerre moderne

Ces cinq premiers mois de guerre auront coûté plus de 300 000 vies à la France. Les régiments limousins participèrent, on l'a vu, à de nombreux combats. Ils s'initièrent aussi à la guerre des tranchées. Le récit des combats menés le 26 septembre par le 63e RI dans le secteur de Reims en est un bon témoignage. La veille au soir, le régiment a creusé de sommaires retranchements le long de la route de Cambrai à Reims. « *Tout à coup, vers 4 heures, au point du jour, un hurrah formidable retentit et les sections de la 5e et de la 6e qui sont en avant occupées à achever leurs tranchées, voient à moins de 100 mètres d'elles une ligne d'infanterie allemande qui charge à la baïonnette. Un brouillard épais a permis à l'ennemi de s'approcher sans être vu. Les sections de 1re ligne ouvrent le feu, mais les hommes ont à peine le temps de tirer 5 ou 6 cartouches ; les Allemands sont sur eux. Débordés par les deux régiments qui les chargent (3e et 4e Rgts de la garde impériale prussienne) les 5e et 6e sont rejetées, pêle-mêle avec l'ennemi, sur la 8e Cie placée en 2e ligne à la voie ferrée avec le chef de bataillon, la section de mitrailleuses et une section de la 5e Cie. Cette 2e ligne peut à peine tirer, dans la crainte de massacrer les Français qui se défendent à la baïonnette contre l'ennemi. Celui-ci peut ainsi gagner la voie ferrée et se jeter contre le remblai haut de 4 ou 5 mètres. Il reste là, immobilisé par notre 2e ligne pendant 10 minutes environ […]. Mais la supériorité numérique de l'ennemi est trop considérable ; avant que le renfort puisse arriver, la ligne allemande qui déborde de beaucoup notre gauche franchit la voie ferrée dans l'intervalle qui sépare les 2e et 3e bataillons et prend à revers la 3e Cie. Celle-ci bat en retraite jusqu'au canal, poursuivie par le feu de l'artillerie et de l'infanterie ennemie*». L'intervention de l'artillerie française permit de rétablir la situation. À 8 heures du matin, l'attaque allemande fut enfin stoppée. En quatre heures de combats, le régiment avait perdu 11 officiers (dont un commandant, deux capitaines et deux sous-lieutenants tués) et 559 hommes[13].

D'autres régiments limousins furent engagés dans le même secteur où la 3e armée lança

12 Citations et informations tirées du journal de marche du 100e RI, disponible sur le site < www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.f. >

13 Citation et informations tirées du journal de marche du 63e RI, disponible sur le site www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.f. Les pertes comprennent les morts, les blessés et les prisonniers.

une grande offensive à partir du 24 septembre. Le 78e RI comptait alors 44 officiers et 2 826 hommes de troupe. Une partie des pertes du mois d'août avait été comblée par l'adjonction de réservistes, mais il manquait environ 500 hommes et 12 officiers. Le premier jour de l'offensive il en perdit 26, autant le lendemain, 120 le 26, etc. Le 1er octobre, lorsqu'il fut relevé, il comptait 45 officiers et 2 581 soldats. La veille il avait participé avec le 138e RI à une attaque contre les positions allemandes. A 8 heures les troupes s'élancent. Mais, comme le fait remarquer le journal de marche du 78e RI, *la configuration du terrain qui ne correspond plus aux indications de la carte rend impossible l'interprétation des renseignements donnés à l'artillerie*. Ne pouvant faire taire par un feu de contre-batterie l'artillerie allemande, le général ordonna à midi de cesser l'offensive et de fortifier les positions prises. Pour ce faire on envoya quérir du fil de fer barbelé à Reims. À la nuit tombée, une section fut détachée pour enterrer les corps qui jonchent le sol. Mais la mission est dangereuse du fait du clair de lune. Un tiers des 300 cadavres allemands n'auront pas de sépulture cette nuit-là.

À la lecture de ces différents faits d'armes, on comprend pourquoi autant d'hommes sont morts dans les premières semaines de la guerre. La plupart des monuments aux morts enregistrent aussi cette extraordinaire mortalité des premières semaines de la guerre, accentuée par la désorganisation des services de santé, incapables de faire face à l'afflux des blessés. Nombreux sont ceux qui décèdent dans les jours qui suivent, faute de soins. Ainsi à Meymac on compte 8 morts pour le mois d'août et 26 en septembre, soit à peu près autant que durant toute l'année 1916, qui fut pourtant celle de la bataille de Verdun. Ces deux seuls mois totalisent à eux seuls près de 20% des pertes meymacoises durant la Première Guerre mondiale[14]. Ce seul chiffre en dit long sur le choc, tant pour les soldats que pour les civils, que constitua le brutal surgissement de la guerre moderne dans le quotidien des Limousins d'alors.
La surprise est en effet double. Elle tient tout d'abord au fait que l'éventualité d'une guerre paraissait peu probable en 1914. Depuis près d'un demi-siècle, l'Europe vivait en paix, à l'exception de ses marges balkaniques. La crise diplomatique consécutive à l'attentat de Sarajevo ne paraissait pas plus grave que celles qui avaient vu s'opposer France et Allemagne en 1905 et 1911 à propos du Maroc. Or, à chaque fois, une solution diplomatique avait été trouvée. Surtout, la guerre imaginée par les contemporains n'avait rien à voir avec celle qui se déroula sous leurs yeux à l'été 1914. Véhiculée par l'imagerie d'Épinal, par la peinture, par la littérature, la chanson, la représentation mentale de la guerre mettait l'accent sur le combat à l'arme blanche, sur les actes héroïques individuels, sur la bravoure et le courage. On mourrait certes, mais en succombant sous le nombre, comme à Bazeilles ou dans le cimetière de Saint-Privat, ou en chargeant héroïquement comme à Frœschwiller ou Reichshoffen. Or les soldats (tout comme leurs chefs) sont confrontés au tir à cadence rapide des fusils, des mitrailleuses et des canons, dont la portée est telle que, désormais, la mort est donnée par un ennemi invisible. Les combats à l'arme blanche sont rares et la plupart des hommes sont victimes d'un déluge de feu dont personne jusque-là n'avait imaginé les conséquences en termes humains. Or une division d'infanterie disposait alors d'une terrible puissance de feu. En une minute, elle pouvait tirer entre 100 et 200 000 cartouches et 1 000 obus[15]. Face à ce mur de feu combien nous semblent aujourd'hui dérisoires les charges à la baïonnette héritées du XVIIIe siècle. C'est pourtant ce qui se passa durant les premières semaines de la guerre, entraînant le massacre que l'on sait.

14 Chiffres donnés par Marcel Parinaud, *Les Poilus de Meymac. Chronique d'une commune pendant la Grande Guerre*, Éditions de l'Esperluette, 2011.
15 John Keegan, op. cit., p. 34.

*
* *

La contribution des étalons nationaux en Limousin à l'effort de guerre

Diane de Sainte Foy

A la veille du premier conflit mondial, le service des Haras nationaux (qui dépend du ministère de l'agriculture) est à son apogée. Aprés la défaite de 1870, l'administration en charge d'orienter et de stimuler la production de chevaux sur le territoire national, a été renforcée par la loi Bocher du 29 mai 1874 : des nouveaux dépôts sont construits, le nombre d'étalons est augmenté. La loi du 4 juillet 1900 conforte cette évolution en portant le nombre d'étalons nationaux de 3 000 à 3 450. « *Dans l'ensemble des régions d'élevage,* note Samuel Gibiat[1], *l'espèce chevaline se partage entre plusieurs débouchés, jugés plus ou moins nobles et dignes d'encouragement : au premier rang d'entre eux vient le cheval d'arme destiné au service de la cavalerie, ensuite le cheval de luxe valorisé par les courses et la chasse, et enfin le cheval de travail* ». Chaque année, le directeur du service des Haras nationaux rend compte à son ministre, de l'activité de son administration. En 1910, 3 438 étalons nationaux des 22 haras effectuent la monte dans les 750 stations réparties sur le territoire et saillissent 150 467 juments, soit plus de la moitié du nombre total de juments saillies en France (248 565). La lecture des rapports annuels[2] des directeurs du service des Haras entre 1910 et 1920 montre comment l'Etat a infléchi sa politique de production de chevaux à la veille et pendant le conflit. Sur un plan administratif, le service des Haras est organisé en six arrondissements. Pompadour et son réseau de stations de monte appartiennent au 5e arrondissement, avec Aurillac, Perpignan, Rodez et Ajaccio. Des statistiques, établies par département, soigneusement consignées dans les rapports nationaux, permettent de connaître précisément l'état de la reproduction équine dans les trois départements qui composent le Limousin et ainsi de dégager quelques tendances.

Une activité modeste d'élevage en 1910

En Limousin, comme le note Nicole de Blomac[3], les effets de la loi Bocher sont notables : *La jumenterie revit et compte 60 poulinières. Le nombre des étalons en service dans les 15 stations de la région passe vite de 42 en 1875 à 80 en 1890*. En 1910, le haras national de Pompadour compte 97 étalons dont 49 pur sang (10 anglais, 14 arabes, 25 anglo-arabes) et 48 demi-sang (25 dits du midi, 19 normands et vendéens, 4 qualifiés trotteurs) et Pompadour est le seul des 22 haras nationaux à entretenir un troupeau de juments de pur sang destinées à faire naître des poulains, dont certains produits abonderont les effectifs des étalons nationaux. En 1910, les 59 juments de la jumenterie de Pompadour, produisent 43 poulains et pouliches. Les étalons pur sang et demi sang du haras saillissent 3 005 juments de pur sang, de demi-sang et de trait, soit près de 30 juments par étalon ce qui est largement inférieur à la moyenne de chaque étalon national (44 juments). L'arrondissement auquel appartient Pompadour est d'ailleurs le plus petit contributeur à l'effort annuel de production nationale avec 9 802 saillies sur un total de 150 467.

1 *Cheval Limousin, chevaux en Limousin, Grandeurs et servitudes du dépôt de remonte de Guéret, 1825-1927*, sous la direction de Bernadette Barrière et Nicole de Blomac, Pulim, 2006, p.264

2 Rapports de l'inspecteur général directeur des Haras à M. le Ministre de l'Agriculture sur la gestion de l'administration des Haras en 1909 (Eugène Hornez) ; de 1910 à 1919 (Félix de Pardieu). [Texte imprimé]. - Paris : Imprimerie nationale, [1910 à 1920]

3 Nicole de Blomac, *Le haras national de Pompadour,* les Editions du Patrimoine, Centre des monuments nationaux, 2008, p 24



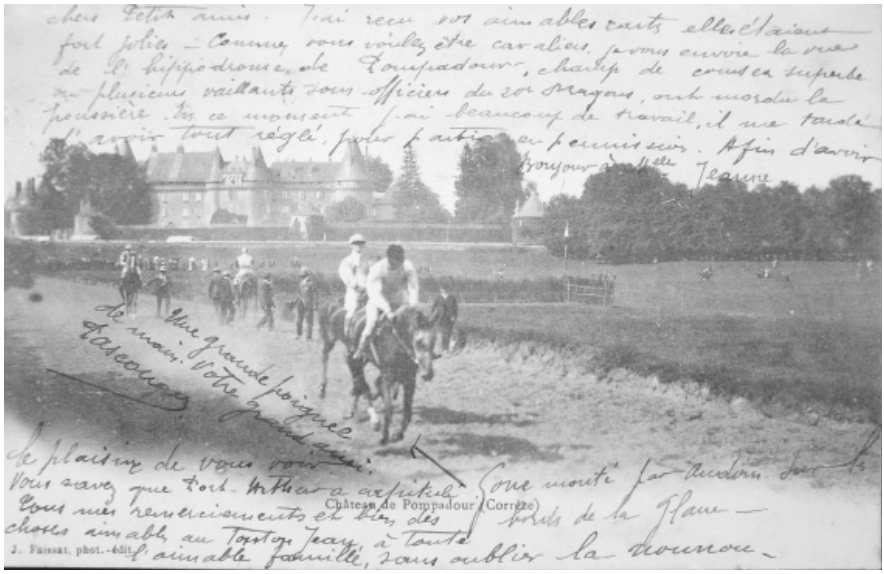
Une colonne de cavaliers se dirige en renfort vers le front. Carte postale collec. particulière

Au début de la saison de la reproduction, les étalons du haras sont répartis dans les stations de monte de chaque département : en Creuse, 48 étalons effectuent 1 598 saillies ; en Haute-Vienne, 25 étalons, 840 saillies et en Corrèze, 25 étalons, 620 saillies. D'autres dispositifs d'aide à la production de chevaux sont utilisés par l'administration des haras : l'autorisation et l'approbation d'étalons privés à effectuer la monte, l'attribution de primes pour les concours de reproducteurs, de dressage, de saut d'obstacles, de chevaux de selle, etc...En Limousin, tous les étalons nationaux sont des pur sang et des demi-sang et, à quelques rares exceptions près en Haute-Vienne, il n'y a aucun étalon privé autorisé ou approuvé à effectuer la monte. Les étalons de pur sang sont employés comme des étalons de croisement, à l'exception d'une petite partie d'entre eux réservés aux juments de leurs races. Chaque département a ses propres caractéristiques : la Creuse est le département où l'activité d'élevage est la plus importante des trois départements par le nombre de saillies effectuées par les étalons nationaux ; la Haute-Vienne se caractérise par une belle activité de ses étalons nationaux pur-sang ; la Corrèze apporte un tribut plus modeste à la reproduction nationale, les éleveurs corréziens privilégiant l'activité des étalons nationaux demi-sang.

La production de chevaux en Limousin augmente

Face au constat de crise effectué chez les éleveurs, le ministère de l'agriculture sous l'impulsion du Parlement, renforce en 1911 son dispositif d'aides pour encourager la production de chevaux de sang. Dès 1913, le directeur de l'administration des haras Félix de Pardieu, explique qu'il s'agit « *de pouvoir organiser en France un marché de chevaux d'âge prêts à entrer en service et susceptibles par suite de former une réserve de choix en cas de mobilisation* ». Sur le sol national, les mesures d'incitation sont efficaces (augmentation des primes aux éleveurs, relèvement des prix d'achat, organisation de nouveaux concours régionaux, etc...) puisqu'en 1913, le nombre de juments saillies est de 283 585 (soit 33 000 de plus qu'en 1910), ce qui permet au service des remontes des armées de doubler ses achats sur le territoire national, avec 34 642 chevaux achetés en 1913 contre 14 366 en 1912.

Dans les trois départements du Limousin pendant cette période, le nombre des étalons nationaux reste stable, entre 95 et 97, mais les encouragements proposés sont bien accueillis par les éleveurs. En Creuse, le nombre de saillies grimpe à 2 349 en 1914 contre 1 683 en 1911 ; en Haute-Vienne, il est de 1 025 contre 864 et en Corrèze, même si la progression



Le champ de courses de Pompadour sur lequel s'entraîne le 20e Dragons. Collec. particulière.

est plus faible, il est à 609 contre 567. Le nombre de chevaux achetés en Limousin par le service des remontes connaît une augmentation significative à partir de 1913 : 1 494 chevaux achetés contre une moyenne de 470 chevaux les années précédentes et un pic en 1915 avec 4 838 chevaux.

Samuel Gibiat[4] raconte comment à la veille de la guerre, la création en 1913 du *Limousin hippique* de Jules Tixier, organe de presse spécialisée des éleveurs de Haute-Vienne, Creuse et Corrèze, illustre *l'association étroite des éleveurs et de la remonte* ce dont témoigne *le contenu de ce périodique consacré à l'élevage, aux concours et aux ventes de chevaux*. Avec ses étalons de pur sang anglais, arabes et anglo-arabes, le Limousin fournit particulièrement des chevaux de remonte pour la cavalerie. Au plan national, le service des remontes militaires achète 34 642 chevaux en 1913, 40 958 en 1914 et 58 088 en 1915, soit une hausse de 40% en deux ans !

Pendant ces temps de préparation à la guerre, l'activité de la Jumenterie de Pompadour connaît une grande stabilité. Le troupeau est composé de 60 juments pur sang, dont les deux-tiers sont des anglo-arabes, aux côtés d'une douzaine de pur-sang arabes et de quelques unités de pur-sang anglais. La qualité de cet élevage permet chaque année à sept ou huit poulains (13 en 1911) de rejoindre l'important cheptel des étalons nationaux acquis en France, en Europe, voire même en Egypte.

Dans le même temps, le directeur du sevice des haras se sert de son rapport annuel pour demander l'amélioration de la situation de ses personnels. Ainsi en 1913, il rappelle que la situation des adjudants, brigadiers-chefs et brigadiers-gardes et grooms de la jumenterie est particulièrement précaire, car ils n'ont pas bénéficié de l'augmentation de leurs traitements comme les palefreniers et les sous-brigadiers des haras. En 1914, il note que *grâce à la bienveillance du Parlement, il a été possible d'améliorer enfin en 1913, la situation si précaire des grooms de la jumenterie* et il souligne un peu plus loin *qu'il reste encore au haras de Pompadour une catégorie de très modestes serviteurs qu'il serait injuste d'oublier, je veux parler des employés de la régie du Domaine : bouviers, charretiers, pâtres, etc. Vous avez bien voulu inscrire au budget de 1914 une demande spéciale de crédit pour leur venir en aide. J'espère que cette demande ne sera pas écartée*.

4 Ibid. p. 283

Cette prudence du directeur était de mise car, en 1914, le déclenchement du conflit bouleverse l'organisation si bien huilée de l'administration des haras. Les Haras nationaux de la zone occupée (Compiègne, Rosières-aux-Salines et Montier-en-Der) sont évacués, les effectifs des personnels et des étalons répartis jusqu'à Pau et Tarbes. En Limousin, comme ailleurs, les dispositifs d'aide à l'élevage sont suspendus et toutes les réunions de courses, concours, primes aux juments de pur-sang arabe et anlgo-arabes sont supprimées tandis que les commissions de réquisition assument leur tâche au service de l'armée. Cependant, dès 1915 les encouragements à l'élevage sont partiellement rétablis afin de favoriser à nouveau la production des chevaux, ces compagnons d'armes des hommes pendant toute la durée du conflit.

*
* *

1914: dans les campagnes, l'armée réquisitionne 760 000 chevaux !

Jean-Jacques Mauriat

Dès le 1er août 1914 chacun sait que la mobilisation s'accompagne de la réquisition des chevaux, ânes et mulets. L'affiche placardée dans le pays précise que *par décret du Président de la République, la mobilisation des armées de terre et de mer est ordonnée, ainsi que la réquisition des animaux, voitures et harnais nécessaires au complément de ces armées.*
Car en 1914, la France est à cheval. Le pays compte un peu plus de 3 200 000 équidés qui travaillent dans les campagnes, tirent les voitures, équipent les régiments. L'armée compte alors 89 régiments de cavalerie, 62 de régiments d'artillerie et quelque 800 régiments d'infanterie, il faut ajouter les escadrons du train des équipages et jusqu'à la jeune aviation qui mobilise aussi quelques équidés. Les chevaux assurent ainsi la monte des tous les officiers : cavalerie, artillerie et infanterie et tractent tous les chariots, charrettes, affûts de canon possibles.
Au total l'armée française compte 150 000 chevaux mais les besoins soudains nés de la déclaration de guerre, vont multiplier par trois les chevaux nécessaires.
Les *commissions de réquisition* savent par exemple qu'une batterie d'artilleries, nécessite 225 chevaux de trait. La traction animale est alors la première force de traction militaire
En 1914 l'armée française est pourvue significativement, de chevaux de race limousine[1], chevaux de monte des officiers, dont la réputation était ancienne car Napoléon lui-même montait une jument limousine *l'Embelle* entre 1806 et 1814. Ce qui a permis de dire qu'à l'instar du cheval barbe *le cheval limousin meurt mais ne vieillit pas.*
Chevaux de selle et chevaux de trait sont mis à contribution. En temps de paix l'élevage de chevaux pour l'armée est une institution confiée aux services des haras nationaux installés pour le Limousin à Pompadour en Corrèze. Depuis la loi du 3 juillet 1877, les propriétaires d'équidés, chevaux, ânes et mulets, étaient « invités » à déclarer leurs animaux lesquels étaient alors « classés » et acceptés ou non par « une commission de classement ». Cela permettait aux armées d'identifier le cheptel sur lequel il était possible de compter en cas de conflit. Cette disposition était régit par une circulaire du Ministre de la guerre en date du 8 octobre 1894.

1 *L'Illustration*, journal universel *Les races de chevaux en France* Paris 1846. Numérisé par Google..



La commission de recensement des chevaux rassemble les éleveurs, les autorités civiles et militaires. Ici à Villeneuve Le Comte en région parisienne.

La remonte

En août 914, le besoin en chevaux est donc considérable. Dès le 2 août, les maires accompagnés par les soldats, parcourent les campagnes et organisent les réquisitions. Sur le champ de foire de la commune ou du chef lieu de canton, les équidés sont rassemblés. Les étalons et les juments suitées sont laissés dans les fermes, mais tous les autres dès lors que leur santé semble correcte, sont achetés par l'armée au prix fixé par le ministère de la guerre. Les équidés sont ensuite triés et affectés à divers usages : la monte, la traction des pièces d'artillerie, la traction des voitures d'intendance. Certains seront affectés à la remonte des officiers, car les dépôts étaient insuffisamment pourvus.

Les armées disposaient sur le territoire national d'une vingtaine de dépôts de remonte. En Limousin, le dépôt était installé à Guéret avec deux annexes à Saint-Junien et à Bellac. Le dépôt de Guéret comptait un maximum de 400 chevaux et ceux de Saint-Junien et Bellac un maximum de 200 têtes chacun. En fait le dépôt de Saint-Junien n'atteindra jamais son objectif. Disposant de places dans des casernements sous occupés, l'Etat major décide en août 1914, d'y rapatrier le 15e Régiment d'artillerie en campagne, normalement stationné à Douai. Les 61e et 62e batteries du 15e RAC y prennent leurs quartiers à partir du 5 octobre 1914 à raison de 6 officiers, 452 hommes et 51 chevaux pour la 61e et de 3 officiers, 489 hommes et 34 chevaux pour la 62e.

Réquisition et affectation rapide

Dès leur acquisition, les chevaux achetés par l'armée, sont immédiatement affectés dans les casernes. Dans un courrier daté du 10 septembre 1914 et signé de Georges Fonsegrive[2] de Saint-Julien de Lampon en Dordogne, l'auteur y décrit la rapidité de la mise en place de la réquisition : *C'est le lendemain que doivent déjà se trouver à Bergerac, les chevaux et voitures réquisitionnés, que doivent aussi partir les hommes de plus de quarante ans chargés de conduire les chevaux. On y sera. Et la nuit se clôt sur la résolution des hommes, sur la tristesse des mères.*

Il faut bien comprendre que cette ponction sur le cheptel fut d'une grande violence pour le monde rural. Car dans un même temps, les campagnes ont vu partir les garçons et les

2 La réquisition des chevaux en août 14, le Nouvel obs : 30 novembre 2012.



La commission de l'armée pour la réquisition des chevaux à Paris: 1914. collec. jjm

animaux de la ferme. Dans plusieurs villages les bovins eux-mêmes ont été réquisitionnés. Alors on a vu des paysans tenter de cacher leurs chevaux pour les soustraire à la réquisition. C'est le propos lancé par une paysanne à l'officier de la remonte qui illustre sur une carte postale d'époque, cette réalité bouleversée : *Gardez mon homme à la guerre tant que vous voudrez, mais laissez-moi au moins ma jument !* [3]

Dans son livre consacré à la *Grande guerre des Français 1914-1918*[4], l'historien Jean-Baptiste Duroselle résume l'état d'esprit qui traverse les campagnes en ces journées de début août 1914 : *Qui va faire la moisson imminente ? Et comment, avec la réquisition de nombreux chevaux, pourra-t-on labourer en octobre, si toutefois, par impossible, la guerre n'est pas encore gagnée et terminée ?*.

Les rapports de réquisition donnent une idée de la façon dont les choses étaient organisées. Ainsi, à Ruffec en Charente, le rapport précise que le 6 août 1914 à 8 heures du matin *chevaux, juments, mules, mulets, et équidés classés* ont été présentés à la *commission de réquisition*. Trente-huit bêtes ont été examinées, vingt quatre ont été retenues et payées à leurs propriétaires. *Ils ont été emmenés le jour même, les uns affectés au 52e Régiment d'artillerie, à Angoulême, les autres au 12e Escadron du train des équipages, à Limoges.*

Dans le même temps l'armée a aussi procédé à la réquisition des produits agricoles nécessaires à l'alimentation et à l'entretien des chevaux : foin, fourrage sec, avoine, paille, mais aussi harnachement. Les campagnes limousines ont été très largement mises à contribution au cours de ces premières semaines de guerre.

Dans une lettre à sa femme institutrice, Albert Melun[5] de Montluçon, écrit : *Inutile de te dépeindre l'animation qui règne dans les rues de Montluçon. On ne voit que des soldats. Tous sont gais. On les croirait venus pour une période de 7 ou 9 jours. Les chevaux arrivent par bandes à la caserne. Ils sont aussitôt attelés et mis à la voiture pour être habitués à marcher à deux ou à quatre suivant le cas. Ce sont toutes de belles bêtes, toutes harnachées de neuf (...)*

Les chiffres les plus couramment cités donnent une idée du tribut extrêmement lourd versé

3 Revue historique des armées *Le cheval et son image dans l'armée française durant la Première Guerre mondiale* Damien Baldin 2007

4 *La grande guerre des Français 1914-1918*, Jean-Baptiste Duroselle Perrin 1994

5 Cité dans l'article *La réquisition des chevaux en août 14* le Nouvel Obs du 30 novembre 2012.

par le monde équin à la première guerre mondiale.

Dans le seul arrondissement de Boussac[6] en Creuse, en 1914 le cheptel équin compte 1 019 chevaux (entiers, hongres, juments, mules et mulets) dont 850 chevaux de moins de 5 ans. En 1920, le nombre de chevaux toutes catégories chez les propriétaires est de 994 têtes dont 197 de moins de 4 ans, et 797 au-delà, soit une perte de 653 unités pour les jeunes chevaux.

Dès août 1914, l'armée a réquisitionné 760 000 chevaux, ânes et mulets sur le territoire, dont environ 130 000 dans les départements algériens. Chaque année les *commissions de réquisition* ont assumé leur besogne, si bien que l'on estime que la France a engagé sur l'ensemble du conflit environ 1 million 800 000 chevaux. Sur ce total, dès 1914, les pertes[7] ont été de 23,2%, Compte tenu de la mortalité, des blessures, des maladies et des difficultés de poursuivre les saillies, le cheptel équin français qui était de 3 200 000 en 1914 n'était plus que de 732 000 en 1919 !



République Française. — Préfecture de la Haute-Vienne

RECENSEMENT
DES
CHEVAUX & MULETS

AVIS

Conformément à la circulaire de M. le Ministre de la Guerre, en date du 8 octobre 1894, les propriétaires de Chevaux, Juments, Mulets ou Mules de tout âge sont invités à se présenter à la Mairie de leur commune, avant le 1er janvier 1895, pour faire la déclaration au moyen de laquelle MM. les Maires dresseront l'état de recensement prescrit par la loi du 3 juillet 1877 et le décret du 2 août suivant. Cette déclaration doit être faite même pour les animaux recensés les années précédentes, qu'ils aient été ou non acceptés par les Commissions de classement.

Le recensement est une mesure d'intérêt général qui n'apporte aucune restriction au droit de propriété et aux transactions dont les animaux peuvent être l'objet.

Les propriétaires qui ne font pas la déclaration prescrite tombent sous le coup de l'article 52 de la loi du 3 juillet 1877, qui est ainsi conçu :

« Les Maires ou les propriétaires de Chevaux, Juments, Mulets ou » Mules, de Voitures ou de Harnais, qui ne se conforment pas aux dis- » positions du titre VIII de la présente loi, sont passibles d'une amende » de 25 à 1,000 francs. Ceux qui auront fait sciemment de fausses » déclarations seront frappés d'une amende de 50 à 2,000 francs.

Le présent avis étant seul obligatoire, les propriétaires sont prévenus que le défaut de tout autre mode de publicité ne constituerait pas une excuse pour ceux qui ne feraient pas la déclaration à laquelle ils sont soumis.

Limoges, le 26 Octobre 1894. *Le Préfet de la Haute-Vienne,*

E. SEE.

Affiche éditée par la préfecture de la Haute-Vienne « invitant » les propriétaires d'équidés à se soumettre aux obligations de recensement. Datée du 26 octobre 1894. Coll jjm

6 AD de la Creuse 3Z95.055 à 110

7 Eric Barratay *Le point de vue animal : une autre version de l'histoire* Le seuil : mars 2012.

*
* *

Artois : le rêve brisé de la percée décisive

Philippe Grandcoing

Au sortir du premier hiver du conflit, les états-majors sont loin d'avoir tiré toutes les conclusions de l'échec de la guerre de mouvement. La constitution d'un vaste réseau de tranchées est perçue comme une anomalie due à la nécessité de tenir les positions. Elle ne saurait donc être regardée comme une donnée essentielle de la guerre moderne. Pour les généraux, la manoeuvre, le mouvement, l'offensive sont seuls capables d'emporter la décision et non une guerre d'usure visant à épuiser les ressources en homme et en matériel de l'adversaire.
Côté allemand, la priorité est désormais donnée au front oriental, l'armée russe présentant d'évidentes faiblesses tant au niveau de l'équipement que de l'encadrement. Côté français, s'impose l'idée de la percée qui bouterait les Allemands hors du pays et permettrait de reprendre l'offensive, cette offensive dans laquelle l'armée nationale est censée exceller. Indice de cette croyance partagée dans les vertus de la guerre de mouvement, une prière adressée à Joffre sur le modèle du Pater Noster inclut cette supplique : *redonnez-nous l'offensive, comme vous l'avez donnée à ceux qui les ont enfoncés*. Or le généralissime français n'a guère besoin d'être prié, tant il est lui-même convaincu que le début de l'année 1915 allait voir les soldats sortir des tranchées.

La confiance de l'état-major

De janvier à mars, une première offensive a lieu en Artois et Champagne afin de prendre en tenaille l'armée allemande. Confiée aux généraux Foch et Langle de Cary, elle n'apporte presque aucun résultat positif alors que les pertes sont lourdes. À chaque fois, le schéma est le même : après une courte préparation d'artillerie, les soldats réussissent à s'emparer de la première ligne adverse mais se heurtent à une seconde ligne intacte ; et lorsque l'état-major lance la troupe à l'assaut de cette seconde ligne, il est trop tard, car l'ennemi, averti, y a massé des renforts. Pourtant Joffre persiste et croit que la percée est possible. Il suffit pour cela de s'en donner les moyens.
Le 21 mars, à l'Élysée, Joffre présente son plan devant un président et des ministres quelque peu sceptiques : attaquer en direction de Lens, sur un front de 20 km, où seront massées 400 pièces d'artillerie lourde ; six corps d'armée prendront part à l'action, soit deux fois plus que lors de l'offensive précédente. Les politiques une nouvelle fois s'inclinent face au commandant en chef qui semble si sûr de lui et qui bénéficie d'une immense popularité à l'arrière. Pourtant ni le président Poincaré ni le gouvernement Viviani ne sont totalement dupes. Des parlementaires sous les drapeaux, tel Abel Ferry sous-secrétaire d'état aux Affaires étrangères, les ont alertés sur l'inefficacité des opérations de « grignotage » lancées par le Grand Quartier Général. Certains généraux n'épargnent pas leurs critiques à l'égard de Joffre et de son dogme de la percée ! L'un des plus sceptiques est Pétain, un artilleur, qui pense que la guerre moderne a donné un immense avantage au défenseur sur l'attaquant et qu'il faut donc économiser les hommes et s'en tenir à une guerre de matériel. Or c'est à Pétain que l'on a confié le 33e corps d'armée qui doit prendre part à l'offensive.
Les leçons des précédentes offensives ayant été tirées, un soin tout particulier a été donné à la préparation d'artillerie. Celle-ci doit durer plusieurs jours, avec une intensification durant les quatre heures précédant l'assaut. Des avions équipés de TSF seront envoyés en observation au-dessus des lignes allemandes afin de régler au mieux les tirs.



Vagues d'assaut de la cavalerie en Artois : les fantassins sont envoyés en colonnes face aux positions allemandes. Tirage numérique à partir d'une photo sur plaque de verre. Fonds Jean Labetoulle du Cghml.

Succès sans lendemains

Le 9 mai, après plusieurs reports dus au mauvais temps et six jours de canonnage des positions allemandes, l'opération débute. Au centre, l'artillerie française ouvre le passage aux troupes de Pétain qui réalisent la percée tant attendue. La Légion étrangère, la division marocaine et les chasseurs alpins progressent de 4 km en l'espace de deux heures et commencent à prendre d'assaut la butte de Vimy, une crête dominant à 150 m d'altitude le bassin minier de Lens. La progression a été telle que l'artillerie française bombarde ses propres troupes ! Dès lors, l'offensive s'essouffle. De plus, les réserves ont été massées trop loin de la ligne de départ pour pouvoir agir promptement. Il leur faut marcher 8 km pour rejoindre les troupes engagées. Lorsque la nuit tombe ce 9 mai, une occasion a peut-être été manquée de réaliser la percée tant attendue. Faute de pouvoir exploiter ce premier succès, les Français ont laissé le temps à leurs adversaires de se ressaisir. La butte de Vimy[1] restera entre les mains des Allemands et ce pendant encore deux ans, jusqu'à ce que les Canadiens la prennent d'assaut en avril 1917 ! Ailleurs, l'offensive ne connaît que des succès ponctuels, ou des échecs. Ainsi, à Neuve-Chapelle, dans les Flandres, les Britanniques montant à l'assaut après une très brève préparation d'artillerie afin de faire jouer à plein l'effet de surprise, perdent en quelques heures 11 000 hommes, sans pouvoir s'emparer des tranchées allemandes. Pourtant, Joffre s'obstine. Le 15 mai, les troupes britanniques du général Haig se lancent à l'assaut du village de Festubert,

1 La bataille de Vimy est un des plus hauts faits d'armes du corps expéditionnaire canadien comme en témoigne le mémorial érigé en ce lieu. 30 000 hommes et près de 1 000 pièces d'artillerie furent mis en ligne. En cinq jours, les Canadiens perdirent plus de 10 000 hommes, dont 3 500 tués.



Les tranchées de l'Artois avant l'assaut. Tirage numérique à partir d'une photo sur plaque de verre. Fonds Jean Labetoulle du Cghml

sur l'aile gauche de l'armée française. Ici la tactique est différente: très longue préparation d'artillerie (60 heures de tir, soit 100 000 obus sur 5 km de lignes allemandes), attaque de nuit de l'infanterie. Mais les résultats ne sont guère meilleurs : au total les attaquants ont progressé d'un kilomètre en douze jours au prix de 16 000 hommes tués, blessés ou capturés !
Le 22 mai, les Français enregistrent un nouveau succès ponctuel : la prise du plateau de Notre-Dame de Lorette dominant la plaine de Lens. Mais il est clair qu'il n'y aura pas de percée.

La faillite d'une stratégie

Le 25 juin, après 40 jours de combats, le général d'Urbal commandant la Xe armée ordonne la fin de l'offensive. Elle aura coûté 140 000 hommes aux Franco-Britanniques pour des gains minimes, illustrant la faillite de la doctrine offensive de Joffre. Elle montre aussi que les alliés ne sont pas encore totalement prêts pour la guerre industrielle, les stocks d'obus étant insuffisants pour faire face à des opérations de plusieurs semaines.
Pourtant, une nouvelle offensive aura lieu dans le secteur en septembre, coordonnée avec l'attaque sur le front de Champagne. Une nouvelle fois les Français s'emparent des pentes de la colline de Vimy le 28 septembre, avant de devoir reculer face à une contre-offensive allemande. Côté britannique, dans le secteur de Loos, les choses ne se passent guère mieux, leur première utilisation des gaz de combat s'avérant tout aussi dangereuse pour les assaillants que pour les défenseurs en raison des changements de direction du vent.

Le quotidien de la violence de guerre

Au cours de ces différents combats, les soldats limousins connaissent la violence des combats de la guerre des tranchées, en particulier lors des assauts, mais aussi au fil des jours « ordinaires » en première ligne. Pour s'en convaincre, plutôt que de tenter de reconstituer les opérations militaires dans le détail, il suffit d'ouvrir les journaux de marche des régiments[2]. L'offensive de Champagne, au début de l'année, est surtout l'occasion pour ces unités de connaître l'horreur de combats qui tiennent davantage de la guerre de siège que de l'offensive « grand style ». Dans le secteur de Perthes-lès-Hurlus[3], en février le 63e RI connaît l'éprouvante guerre de sape, mais aussi les bombardements quotidiens. Il n'est pas un jour sans que le régiment éprouve quelques pertes. Le 78e RI y connaît le même sort. Parfois, le bilan est particulièrement lourd, comme le 12 février où une bombe lancée par un Minenverfer[4] tombe sur une tranchée tenue par le régiment. « L'entrée d'une mine où plusieurs hommes s'étaient réfugiés s'effondre sous la force de l'explosion, relate le journal de marche. Tous les hommes qui étaient à l'entrée de la mine sont ensevelis ». Neuf soldats sont tués et trois blessés.

Les régiments de cavalerie sont mieux lotis, du fait de l'inaction à laquelle les cantonne la guerre de position. Le 20e Dragons est ainsi envoyé en Alsace en décembre 1914. Commence alors pour lui, dans le secteur d'Aspach, une « longue guerre de taupes », que l'historien du régiment ne daigne même pas raconter, tant elle est éloignée de l'idéal guerrier des cavaliers. Puis, en cours d'année, le régiment est transféré dans les Vosges, à la limite sud de la ligne française, près de la frontière suisse dans un secteur relativement calme[5]. Quant au 21e Chasseurs, attaché aux 23e et 24e DI, il fournit régulièrement des hommes pour le service des tranchées, tout en se préparant à exploiter une éventuelle percée, ce qui n'advint jamais durant cette année 1915.

L'offensive de Lorraine

Fin mars, le XIIe corps est retiré du front. S'en suit une dizaine de jours de cantonnement à l'arrière et de transport vers la Lorraine. Certaines unités ont l'honneur d'être passées en revue par Joffre. Mais le répit est de courte durée. Le 3 avril, le XIIe CA attaque dans le secteur de Regnéville-sur-Meuse en Lorraine.

Le premier jour de l'offensive est couronné de succès, les tranchées allemandes de première ligne sont prises et le 63e RI fait 24 prisonniers. Mais, le surlendemain, lorsque l'offensive reprend, les Allemands ont renforcé leurs positions. Le journal de marches du 63e RI témoigne de l'horreur des combats et de la brutalité des affrontements. On imagine mal, aujourd'hui, comment les hommes, soumis à un tel degré de violence, ont fait pour résister et quelles ont été les séquelles psychiques de cette expérience extrême. *À peine sorties des tranchées les compagnies sont accueillies par un feu violent d'infanterie et de mitrailleuses. Un grand nombre d'hommes tombe. Les commandants de compagnie et les chefs de section enlèvent les survivants qu'ils emmènent jusqu'à une quarantaine de mètres des réseaux ennemis. Voyant ces réseaux intacts, et se rendant compte qu'il est absolument impossible de les couper à la cisaille en raison de l'intensité du feu, ils font coucher leurs hommes et passent la journée dans cette situation.*

Ne pouvant ni avancer ni reculer, les soldats risquent la mort au milieu de leurs camarades déjà tombés. On imagine les cris des blessés, l'angoisse des rescapés… Dans un style

2 Tous les journaux de marche pour les régiments d'infanterie sont disponibles sur le site http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/. Toutes les citations de cet article sont extraites de ces documents. Seuls les régiments composant la 23e DI ont fait l'objet de cette recherche.

3 Le village, situé dans la Marne, fut entièrement détruit et jamais reconstruit.

4 Il s'agit d'un mortier de tranchée allemand.

5 *20e Régiment de Dragons*. Historique du régiment pendant la campagne commencée le 2 août 1914, Henri Charles-Lavauzelle, 1920, p. 20.



La cavalerie, dans l'impossibilité d'agir, sillonne les chemins de l'Artois.
Tirage numérique à partir d'une photo sur plaque de verre. Fonds Jean Labetoulle du Cghml

sobre, mais étonnamment réaliste le rédacteur du journal de marche écrit : « sur le glacis de 300m qui sépare la ligne française des tranchées ennemies, s'échelonnent des morts, des blessés et quelques vivants ». Mais les unités qui peuvent continuer à avancer ne sont pas mieux loties. Un autre bataillon du régiment est apparemment plus chanceux. L'artillerie a ouvert face à lui une étroite brèche dans les barbelés allemands. La tranchée adverse est prise après de rudes combats et « nettoyée » à la baïonnette. Mais les Allemands organisent immédiatement une contre-attaque. L'artillerie pilonne le no-man's-land, empêchant les renforts français d'arriver. La 10e compagnie est prise au piège, submergée par l'offensive allemande. C'est un massacre.

Lorsque les Allemands ont reconquis la position, ils rejettent par-dessus le parapet une cinquantaine de cadavres français. Au total, le 63e RI a perdu en trois jours quinze officiers et « 500 hommes environ », imprécision qui en dit long sur l'ampleur des pertes.

Le 78e RI, qui faisait partie de la seconde vague d'assaut, est moins éprouvé. Du 3 au 5 avril il a perdu deux officiers et 220 soldats. Le 138e, dont la mission était de couvrir la droite des régiments montant à l'assaut ne compte que 11 morts et 38 blessés en trois jours. De telles différences montrent combien les assauts étaient meurtriers pour les troupes engagées en première ligne. Le 5 au soir, le commandement ordonne une nouvelle offensive. Mais, l'artillerie française ayant été incapable d'ouvrir une brèche dans le réseau des barbelés, elle est annulée au dernier moment. Toutefois, les Allemands ayant violemment bombardé les positions de départ de l'offensive, le 78e RI compte 13 morts et 78 blessés alors qu'il n'est même pas sorti des tranchées.



Un soldat mort aux Éparges. Tirage numérique à partir d'une photo sur plaque de verre. Fonds Jean Labetoulle du Cghml.

L'horreur de la guerre des tranchées

Fortement éprouvés, les régiments sont relevés. Même pour ceux qui n'ont pas participé directement à l'attaque, le séjour en première ligne a été très éprouvant. Aux fusillades et bombardements s'ajoutent le manque de sommeil, la boue, le stress. Le journal de marche du 138e indique ainsi : *les hommes ne sont plus qu'un bloc de boue, des pieds à la tête, ainsi que les officiers. Les tranchées étant pleines d'une boue déliquescente et ne présentant encore aucun abri qui permette aux occupants, officiers et troupe, de prendre le moindre repos ni le jour ni la nuit, une fatigue extrême en est résulté*. Mais, là encore, le repos n'est que de courte durée puisque le 13, dans le secteur de Flirey, le 78e RI repart à l'assaut, avec plus de succès cette fois puisque la première et la seconde ligne allemandes sont prises.

Les journaux de marches ne décrivent pas les combats au corps à corps, mais on peut aisément les imaginer dernière des formules, telles que *on purge les boyaux de leurs défenseurs ou les tranchées ennemies sont remplies de cadavres allemands*. Les hommes découvrent aussi la qualité des ouvrages adverses, bien mieux organisés que les tranchées françaises, avec leurs abris qui sont de « véritables caves ». Mais la prise d'une tranchée ne signifie pas la fin des combats et des souffrances. Il faut tout d'abord la remettre en état et s'organiser pour contrer tout retour offensif de l'ennemi. Or pour les hommes du 78e RI les 24 heures qui suivent sont éprouvantes : quatre contre-offensives allemandes le jour même et pas moins de douze la nuit suivante. Le lendemain, nuitamment, le 63e RI relève le régiment fortement éprouvé. L'offensive est alors stoppée mais le secteur n'est pas calme pour autant. Du 20 au 22 avril, le 63e RI perd près de cinquante hommes, du fait des

bombardements quasi-incessants. Le 5 mai, une nouvelle attaque est menée dans le secteur. Les première et deuxième lignes allemandes sont prises. Les jours suivants, les positions sont consolidées et s'opère une rotation régulière des compagnies entre les positions conquises et les lignes arrière. Le secteur est désormais plus calme. L'offensive est stoppée et l'heure est aux récompenses. Le sous-lieutenant Menieux est ainsi décoré de la Légion d'Honneur le 21.

L'année 1915 en Artois ne modifie donc pas le cours de la guerre. Elle permet toutefois aux états-majors d'intégrer peu à peu les modifications induites par la guerre moderne. L'importance nouvelle des préparations d'artillerie, l'usage des mines, des gaz, des réseaux de barbelés, de l'artillerie lourde en témoignent. Mais le commandement, surtout du côté des alliés, ne parvient pas à renoncer à l'idée de l'offensive amenant la percée. Or celle-ci est condamnée à buter sur les secondes lignes de défense tant que ne seront pas réglées les questions de la liaison entre infanterie et artillerie, du maintien des communications entre la première ligne et le commandement à l'arrière et du soutien continu de l'artillerie lors de la progression des troupes.

*
* *

Trèves et fraternisations

Brigitte Favrie-Banette

Trois heures et demie de marche, les hommes sont lourds, fatigués et souffrent. Une odeur indéfinissable monte de cette terre qui est pleine de cadavres… Tout le long de la rivière, des milliards de mouches se repaissent de charognerie… C'est un grouillement chaotique d'humanité redevenue à demi-sauvage.
Jules Isaac, caporal au 111e RIT, 28 juin 1915.


Alexandre Brourroux, cultivateur de Tarnac, caporal au 63e RI. Né le 12 décembre 1889 à Tarnac (19) mort à la Côte du Poivre (Meuse) le 26 mai 1916.

Le 23 novembre 1915
Chers parents
(...) La dernière fois que nous sommes allés aux tranchées nous avons été attaqués par les boches le dimanche matin et le lundi après-midi et ils ont encore attaqués hier au soir les troupes qui nous ont relevé enfin il y a eu assez de mal… on a eu 150 hommes hors de combat en 1h1/2 alors tu peux voir qu'il en tombe tous les jours, enfin ce n'est pas comme cela tout le temps, il y a des jours plus heureux, nous sommes parfois à deux mètres des boches et bien quand c'est tranquille nous causons avec eux, l'on se passe certaines choses tabac saucisson jambon cigares et l'on se serre la main car eux aussi pauvres diables en ont assez et voudraient que tout soit fini, ils nous disent comme cela si il y a attaques ne tirez pas sur nous et on ne tirera pas sur vous jetez vos grenades au milieu et nous aussi, enfin on cause comme cela souvent.(…)
Alexandre[1]

Alexandre Bourroux écrit fréquemment à ses parents montés du plateau de Millevaches à Paris avec l'espoir d'économiser suffisamment, pour revenir bien vite au pays. Son père, natif du village de Broussas (commune de Tarnac) a d'abord été scieur de long mais la mécanisation l'a contraint à chercher du travail dans la capitale et cesser ses migrations saisonnières vers le Sud-Ouest. Il a voulu que son fils apprenne la menuiserie
Alexandre n'a pas encore 26 ans quand il rédige cette lettre et il ne lui reste que quelques mois à vivre.
Confronté chaque jour à la *mort qui à toute heure, à toute vitesses assurait ses semailles* [2] *150 tués en une heure et demi* précise-t-il, témoin d'absurdités irréparables : des obus français qui se trompant de cible, ont tué en mai 1915, Couturier lui aussi originaire de Tarnac[3], qui vient de participer à de sévères combats.

1 Don de Mme Mazaud au Cghml
2 Georges-Emmanuel Clancier *Le Pain noir. La dernière saison*. Editions Robert Laffont 1961
3- *23 mai 1915 Chers parents….*

Le 63e régiment d'infanterie où Alexandre est incorporé, est depuis août à Roclincourt sur la route d'Arras à Lille et prépare une grande offensive : *Le 25 septembre à midi 25, toutes les vagues s'élancent dans un ordre parfait… nettoient les positions conquises et font des barrages. Mais aussitôt … les Allemands débouchent en masse et contre-attaquent à la grenade. Nos hommes, leurs munitions épuisées, résistent avec une énergie prodigieuse pendant deux heures… Tous les efforts se brisent contre une barrière de feu opposés par des forces supérieures et sans cesse alimentées.*[4]

Mais, en cet automne 1915, Alexandre tient à faire part à sa famille de ces *jours plus heureux* où l'ennemi apparait soudain avec un visage si semblable au sien et non comme un *Boche*, un *Fritz* ou un *Prussien*, ou la violence des combats cesse pour laisser place à ce rite d'échange de mots et petits riens du quotidien, propre aux humains.

Temps de répit, accords tacites, trêves ponctuelles, rapprochements ou fraternisation ?

En novembre 1914, la fin de la guerre de mouvement et la stabilisation du front ont conduit à l'élaboration, par les deux camps, de tranchées improvisées, face à face le long du front, séparées par *la zone balayée par le feu* bientôt dénommée *no man's land*. Simples égratignures dans la campagne à l'automne 14, elles deviendront trop vite une interminable cicatrice rougie du sang des combattants de Nieuport en Belgique à Belfort.

Les ardeurs guerrières et fanfaronnes des premiers mois se sont taries, les armées sont maintenant embourbées dans les tranchées, les hommes brusquement tirés de leur engourdissement par des offensives meurtrières, ignorant encore que déjà plus de 630 000 soldats sont tombés en 17 mois d'un conflit désormais mondialisé.

La promiscuité avec l'ennemi devient quotidienne. D'une tranchée à l'autre ce sont les mêmes soldats, des civils mobilisés, pour la plupart des ruraux qui viennent de quitter leurs quelques biens et leur famille.

La trêve de Dieu

La première trêve rendue célèbre par le film *Joyeux Noël* de Christian Carion, le documentaire de Michaël Gaumnitz et le film d'animation de Michael Foreman s'est déroulée en Artois entre Allemands et Anglais au moment du premier Noël de cette guerre. En Europe seule la presse britannique a relaté l'évènement. Les éditorialistes du *New York Times* le relaient et le commentent. Dirigeants français et allemands gardent le silence, craignant que de telles initiatives démobilisent les troupes. Les populations locales manifestent leur hostilité à ces rapprochements avec l'ennemi qui occupe leur territoire. De nombreux Britanniques s'offusquent: *Toute cette histoire de paix et de camaraderie de Noël est une pourriture ; nous ne sommes pas ici pour faire copain avec l'ennemi et entonner des chants de Noël avec lui* [5]. *Des feuilles de choux à deux pennies bavent d'attendrissement devant ces bêtises mais tout le monde ici les condamne. C'est la GUERRE, la foutue guerre et pas une réunion de braves dames.*[6]

Ces premières trêves entre les différents belligérant qu'ils soient allemands, français, britanniques, italiens, autrichiens, russes[7] ont pris les états-majors de court, il n'y eut pas

La dernière fois que nous sommes allés aux tranchées j'ai oublié de te dire qu'il est arrivé un malheur à un pays….nous venions occuper la 1ère ligne de tranchée, il était environ 10h du soir il n'y avait pas un quart d'heure que nous y étions que les canons de 75 de chez nous se mettent à tirer et au lieu de tirer sur les tranchées Boches elles ont tiré sur notre première et deuxième ligne, ce qui fait que nous avons eu 4 morts et 3 blessés par nos obus et parmi ces malheureux il y a un nommé Couturier de Tarnac… je te dis ça pour faire savoir à sa famille comment il est mort de manière que l'on dise pas tué à l'ennemi mais bien par nos propres canons et ce n'est pas la première fois que cette chose arrive et bien souvent ils ont fait la même chose…

4 JMO du 63e R.I.

5 Lettre du 6 janvier 1915 du capitaine Ton In gram à sa famille

6 Journal du capitaine sir Morgan Crofton. 4 janvier 1915.

7 Pour ces soldats orthodoxes, elles se sont déroulées aux dates du calendrier grégorien ou à Pâques.


The Daily Mirror

WHY DELAY?

AN HISTORIC GROUP: BRITISH AND GERMAN SOLDIERS PHOTOGRAPHED TOGETHER.

alors de répression, mais les unités *contaminées* furent déplacées. Les années suivantes ne connurent que de rares répits au moment de la fête de la nativité, la hiérarchie y veilla et réprima si nécessaire.

Un siècle après, un monument célébrera cet acte de paix à Neuville Saint-Vaast selon le souhait émis par Louis Barthas combattant en 1915[8].

Une stèle commémore à Frelinghien, près d'Armentières le match de football entre soldats anglais et allemands de Noël 14.

Récits d'entente…

La guerre de position met à distance de voix et de regard des ennemis lassés de la guerre qui s'éternise, nostalgiques de leur foyer. Ils vivent les mêmes souffrances, la boue, les rats, les cafards, les poux, la nourriture chiche, le fracas des armes, les premiers gaz asphyxiants…

Une tolérance réciproque s'impose quand il faut bien s'occuper des morts et des blessés tombés sous la mitraille dans le no man's land et éviter à son prochain de pourrir dans la fange ou qu'il ne sèche sur les barbelés. Certains officiers s'y refusent : *Ils demandèrent à ramasser leurs blessés. On les fit prisonniers. Et les morts restent sans sépulture et les blessés achèvent d'y mourir ; parfois on entend leurs plaintes.* Pourtant le manuel d'infanterie précise *: Les soldats de toutes les nations civilisées sont compagnons d'armes et après la bataille, ils se doivent tous mutuellement aide et protection.*

Les conditions atmosphériques obligent à s'adapter à ce face à face menaçant. Le journal de marche et d'opération du 63e RI est discret, dans son compte-rendu des mois de décembre et janvier 1915, sur l'attitude de ses hommes lors de cette trêve imposée par la nature : *Un abominable temps pourri rend à nos hommes la vie extrêmement pénible, mais ramène en secteur un calme presque absolu… c'est la trêve de la boue.* Louis Barthas est dans cette zone et consigne, plus disert, dans ses carnets : *En maints endroits de la première ligne, les soldats durent sortir des tranchées pour ne pas s'y noyer ; les Allemands furent contraints d'en faire de même et l'on eut alors ce singulier spectacle, deux armées ennemies face à face sans se tirer un coup de fusil.*

8 « Qui sait ! Peut-être un jour sur ce coin d'Artois on élèvera un monument pour commémorer cet élan de fraternité entre des hommes qui avait l'horreur de la guerre et qu'on obligeait à s'entre-tuer malgré leur volonté » *Les carnets de guerre de Louis Barthas tonnelier, 1914/1918*. Editions Maspero Paris 1977

Les originaux des carnets de Léopold Noé fantassin du 280e relate des faits similaires : *21 et 22* [décembre 1915] *les Allemands et nous, la semaine dernière, tous les matins, sortions de la tranchée pour nous réchauffer quand il faisait un peu soleil ; l'artillerie avait reçu, de part et d'autres l'ordre de ne pas tirer sur les tranchées. Les hommes commençaient à fraterniser.* Le capitaine mettra fin à cette initiative en menaçant les plus audacieux du conseil de guerre. L'un d'entre eux préférera se rendre à l'ennemi.


L'ECHO DES MARMITES

N° 8 — Mardi 29 Février 1916 — N° 8

Seul quotidien périodique

Avec Pl. Spécial avec Partie

La Vache Rouge en Carnaval

Prologue

L'Écho des Marmites, journal de tranchées du 29 février 1916.

Mais le soldat qui se hisse sur le parapet de sa tranchée prend des risques et n'est pas assuré de la bienveillance de l'ennemi, le tir d'un officier zélé peut venir le faucher.

L'arrêt des bruits de guerre, ce silence inhabituel déconcerte et facilite les conversations, certes limitées par manque de connaissance de la langue de l'autre. Certains se cotoient lorsque dans un accord tacite soldats allemands et français réparent leurs barbelés ou vont chercher de l'eau dans un même puits. *Dans la nuit du 30 au 31, à la suite de pourparlers engagés en pleine nuit, dans la 1er secteur de la 55e brigade, les Bavarois ont laissé des fractions du 99e travailler à la pose de fil de fer sur l'assurance que nous n'exécutions que des travaux définitifs et que nous nous proposions de ne pas couper leurs propres réseaux.*

Des sources variées : les carnets tenus au jour le jour par les soldats, les nombreuses lettres du front qui ont échappé à la censure ou celles qui ont été confisquées et déposées aux archives, les journaux de marche et d'opérations, des photos, toutes ces sources témoignent de rapprochements entre belligérants durant tout le conflit. Un journal de tranchée, *Marmita n°1* rédigé par les soldats, rapporte même que *depuis quelque temps, de petites conversations s'engagent entre les loustics de tranchées de première ligne boche et française*[9]

Des accords tacites ritualisent les combats.Des patrouilles s'organisent à heure fixe d'un commun accord. On se prévient des tirs à venir afin que chaque camp se protège.

Le régiment fait son travail honnêtement mais se garde de faire du zèle comme de la peste. À d'autres les prouesses !

D'abord nous nous sommes envoyé des torpilles puis nous nous sommes mis d'accord pour arrêter ces bombardements puis ne plus tirer du tout… nous avons échangé des cigares… nous nous sommes dévisagés en toute innocence… un Français est venu photographier notre sentinelle après lui avoir donné une chaleureuse poignée de main.[10]

Ces initiatives restent localisées, les hostilités se poursuivant ailleurs. La justice militaire ne sût pas toujours traiter ces cas de fraternisations souvent tolérés ou passés sous silence par les chefs de proximité qui mesurent mieux que leur hiérarchie les rudes conditions quotidiennes de leurs troupes et les sentiments qui les animent. Les sanctions furent relativement légères (prison pour le simple soldat; les caporaux ou sergents pouvant être cassés de leur grade). Le front russe connaîtra à partir du soulèvement de Pétrograd (23/27 février 1917) des

9 Journal de tranchée du 16 janvier 1915

10 Oskar Meyer, lieutenant de réserve 29 août 1915 dans les Vosges. *In German Students' War Letters.*

mutineries. Les soldats remettront en cause les ordres des officiers, tandis que bolcheviks et menchéviks s'opposent sur la pratique de la fraternisation.[11]

Une déconcertante sympathie

Les historiens ont longtemps ignoré, ou considéré ces relations de bon voisinage, cette *sociabilité des tranchées* qui passe les barbelés et transgresse les règles comme des faits divers. Si elles suscitent un regain d'intérêt justifié aujourd'hui, il faut se garder de tout angélisme car il y eut aussi des échanges d'injures, de vantardises, des soldats tués au cours de ces intermèdes plus ou moins pacifiés. Des rapprochements ont aussi pu être initiés par l'ennemi sur ordre du commandement allemand pour démoraliser les troupes françaises comme ce fut d'ailleurs systématisé sur le front oriental. Mais il est certain qu'il est difficile de maintenir longtemps les troupes dans un état de colère et un esprit de vengeance. Le soldat saisira toute occasion de réguler la violence omniprésente pour s'extraire de la brutalité de la guerre.

Les études menées récemment, s'appuient sur les nombreuses sources disponibles, et montrent que les rapports avec l'adversaire furent variés, complexes et fluctuants ni exceptionnels ni marginaux. L'ennemi commun aux belligérants : les conséquences des conditions climatiques désastreuses, l'artillerie et parfois le commandement qui pousse à des pertes humaines insupportables pour la base, donnent une même vulnérabilité aux soldats des deux côtés des tranchées et entraînent des contacts : *une déconcertante sympathie*. Ils ne furent cependant jamais organisés et ne se propagèrent pas d'une unité à l'autre.

Le terme même de fraternisation trop longtemps occulté tant les gouvernants craignaient l'influence des pacifistes et des antimilitaristes, doit être utilisé avec prudence car il sous-entend une condamnation implicite de la guerre. Des écrits rapportent que le refrain de l'Internationale a été entonné d'une tranchée à l'autre mais ce n'est pas l'internationalisme prolétarien qui a engendré les fraternisations. Le parti socialiste et la CGT s'étaient ralliés à l'Union sacrée et la IIe Internationale n'avait pu s'opposer à l'entrée en guerre. Ce sont surtout ceux de l'arrière qui s'enrichissent, les profiteurs, les planqués, les officiers qui provoquent la colère des hommes du front : *Le tas d'huile de l'arrière qui se gargarisent avec le sang des poilus*[12]. En avril/mai 17 sur le front occidental, ce ressentiment et les offensives inutiles déclenchent des mutineries et non la remise en cause de la guerre.

Mais les combattants qui connurent ces moments de relation apaisée entre belligérants, de tolérance réciproque, d'échange, d'entracte sur le théâtre des opérations prenaient conscience de leur communauté de souffrances, bravaient les contraintes de l'adversité, et se trouvaient pour quelques heures délivrés du poids de la guerre, de sa sauvagerie.

11 Le soulèvement des soldats russes de La Courtine a été présenté dans le n° 8 de D'onte ses.
12 Un soldat du 129e RI.

*
* *

Les fusillés pour l'exemple en décembre 1914

Brigitte Favrie-Banette
Jean-Jacques Mauriat
Patrick Renaudie

L'offensive en Lorraine a été superbement entamée. Elle a été enrayée brusquement par des défaillances individuelles ou collectives qui ont entraîné de très grosses pertes. J'ai fait replier en arrière le 15e corps qui n'a pas tenu sous le feu et qui a été cause de l'échec de notre offensive. J'y fais fonctionner ferme les conseils de guerre.

Le général Joffre au ministre de la Guerre Adolphe Messimy ,21 août 1914 19h.

Les graves revers des premiers mois de la guerre, la troupe mal nourrie *les hommes sont exténués de fatigue, de privation et de sommeil* provoquent de premières réticences. Les généraux craignent le relâchement et la perte de cohésion des troupes. Il faut maintenir l'ordre et la discipline à tout prix et le haut commandement obtient du gouvernement carte blanche[1] pour la mise en place d'une justice d'exception.
Tout commandant de régiment peut traduire devant un conseil de guerre tout citoyen militaire ou civil et le déférer sans instruction préalable s'il a été cité 24h à l'avance. Les conseils de guerre spéciaux sont mis en place, composés de quatre juges, sans information préalable, pouvant condamner à la majorité de deux voix, et rendant des verdicts sans possible recours. Des juridictions à procédure rapide, des sentences sans appel, immédiatement exécutoires. L'usage du recours en grâce présidentiel est lui-même limité.
Tout est en place pour maintenir dans l'obéissance de jeunes soldats qui partis sans rechigner, voire résignés, étaient désormais confrontés à des pertes d'une ampleur sans précédent avec pour horizon une guerre sans fin.

La mort en partage

C'est dans ce funeste contexte que Léonard Leymarie est accusé de s'être volontairement blessé à la main. Le 305e régiment d'infanterie où il est incorporé a pris le baptême du feu dans la bataille de la Marne (où sera d'ailleurs tué le premier soldat corrézien Pierre Maimponte). Il est engagé depuis septembre 1914 sur les bords de l'Aisne dans des attaques insensées et infructueuses et a pour objectif de traverser Fontenoy et de marcher sur Nouvron. On compte alors 365 morts, blessés et disparus. Le 5e bataillon doit être reformé en particulier avec la 19e compagnie à laquelle Léonard Leymarie appartient et doit à tout prix résister. Les hommes *sont dans un état lamentable, ils sont couverts de boue* [2]. Dans la nuit du 20 *les hommes fuient en désordre en direction de Fontenoy* [3], mais la bataille doit reprendre et 351 soldats du 305e sont tués blessés et disparus. La dysenterie fait son apparition. 68 victimes de plus le 30 octobre et 255 les 12 et 13 novembre Joffre prétend grignoter les positions ennemies mais cette guerre de position n'est qu'un tragique enlisement.

1 « … l'essentiel est de faire sentir la force d'une autorité supérieure partout présente, partout vigilante et partout inflexible. Millerand a même trouvé trop indulgentes certaines des punitions appliquées. Il a prescrit qu'elles fussent étendues et aggravées » Raymond Poincaré. *Au service de la France, neuf années de souvenirs* t .V : L'invasion 1914 in Général André Bach. *Fusillés pour l'exemple 1914-1915*. Taillandier 2013.
2 JMO 305e R.I.
3 JMO 305e R.I.

Léonard Leymarie



Léonard Leymarie paysan limousin, marié père de deux enfants, fusillé pour l'exemple à 34 ans.

À quelques kilomètres de là, dans la nuit du 16 au 17 novembre, Léonard Leymarie tient un poste de guetteur dans une tranchée et se blesse à la main gauche. Ces camarades l'incitent à se faire soigner et le médecin établit alors un rapport soupçonneux, suspectant immédiatement une automutilation.

Dès le début des combats les médecins chargés d'examiner les blessés et de les diriger en fonction de leur état *furent frappés par le grand nombre de blessures aux mains et alertèrent leur hiérarchie* [4]. Le commandant de la 1re armée s'empressa de donner ses ordres dès septembre 1914 : *En conséquence les généraux commandant les corps d'armée donneront d'urgence des ordres pour que les blessés légers notamment ceux atteints à la main gauche ou au pied gauche soient attentivement examinés à ce point de vue et que tout homme soupçonné de mutilation volontaire soit immédiatement traduit en conseil de guerre*.

Cependant la mutilation volontaire est une infraction qui n'existait pas dans le Code appliqué aux militaires malgré son arsenal répressif imparable. Les juges s'accommoderont de l'accusation de désertion à l'ennemi ou abandon de poste en présence de l'ennemi pour appliquer les sanctions à ceux coupables selon eux d'automutilation.

Mort en lâche ?

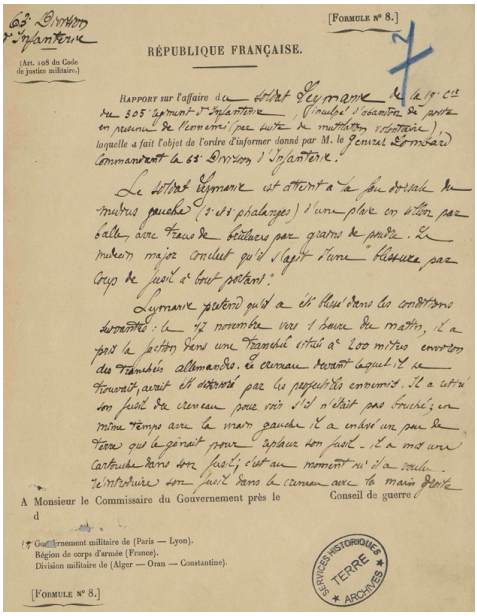
Léonard né en 1880, à Seilhac avait été incorporé en novembre 1901 au 2e bataillon de chasseurs à pied. L'un de ses frères étant au service, il obtint une déclaration de dispense, et un certificat de bonne conduite et fit plusieurs périodes d'exercice à Tulle. Affecté au 305e R.I. en mars 1912, il est rappelé à l'activité comme les réservistes le 11 août 1914, et se présente à son corps le 12 août.

L'intime conviction des juges du conseil de guerre dans leur huis clos, condamne le Seilhacois à mort. *Oui,* il est *coupable d'avoir abandonné son poste en présence de l'ennemi*. La décision est exécutoire dans les 24h. L'abbé François Rochias plaide la clémence auprès des autorités militaires mais doit se résoudre à informer Léonard de son sort et de l'imminence de sa mise à mort. Son avocat François Guillaume maréchal des logis du 14e dragon[5] intervient auprès du colonel Andlauer président du conseil de guerre puis du général Julien qui a nommé les quatre juges, sans succès. Dans le rapport qu'il adressera à la Ligue des droits de l'homme, le défenseur du Corrézien précisera qu'à sa requête Andlauer répondit : *Maréchal des logis, vous avez fait votre devoir. Nous avons fait le nôtre. Il y a vraiment trop de mutilations volontaires dans l'armé. Il faut des exemples*.

Pour le paysan corrézien, père de deux enfants c'est le désarroi. Bien sûr la mort est présente à chaque minute dans cette guerre qui devait être une victoire rapide et qui aujourd'hui s'embourbe dans les tranchées. Il en a déjà vu tomber des camarades, des blessés qui agonisent sur les barbelés entre les lignes ennemies. Jusqu'à présent il a réussi à sauver sa

4 Général A. Bach. op. cité

5 Dans le civil avocat au barreau de Clermont-Ferrand.



63e Division d'Infanterie

(Art. 108 du Code de justice militaire.)

[FORMULE N° 8.]

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

RAPPORT sur l'affaire du soldat Leymarie de la 19e Cie du 305e régiment d'Infanterie, (inculpé d'abandon de poste en présence de l'ennemi (par suite de mutilation volontaire), laquelle a fait l'objet de l'ordre d'informer donné par M. le Général Dombard commandant la 63e Division d'Infanterie.

Le soldat Leymarie est atteint à la face dorsale du mudrus gauche (3e et 4e phalanges) d'une plaie en sillon par balle, avec traces de brûlures par grains de poudre. Le médecin major conclut qu'il s'agit d'une "blessure par coup de fusil à bout portant".

Leymarie prétend qu'il a été blessé dans les conditions suivantes : le 17 novembre vers 1 heure du matin, il a pris la faction dans une tranchée située à 200 mètres environ des tranchées allemandes. Le creneau devant lequel il se trouvait, avait été détérioré par les projectiles ennemis. Il a retiré son fusil du creneau pour voir s'il n'était pas bouché ; en même temps avec la main gauche il a enlevé un peu de terre qui le gênait pour replacer son fusil. Il a mis une cartouche dans son fusil ; c'est au moment où il a voulu réintroduire son fusil dans le creneau avec la main droite

A Monsieur le Commissaire du Gouvernement près le Conseil de guerre d

Gouvernement militaire de (Paris — Lyon).
Région de corps d'armée (France).
Division militaire de (Alger — Oran — Constantine).

[FORMULE N° 8.]

SERVICES HISTORIQUES TERRE ARCHIVES

Rapport du médecin qui, en contradiction avec les explications données par Leymarie, croit pouvoir accuser le jeune soldat d'acte de mutilation volontaire. Ministère de la défense Mémoires des hommes.

peau, malgré la violence et la brutalité quotidienne. Il pense à sa jeune épouse Marie-Françoise aux deux petits qu'elle lui a donnés : André qui aura 3 ans au printemps et Marie-Louise qui vient d'avoir un an. Dans 15 jours c'est Noël, chez lui il aurait pu tailler dans une buche une petite charrette ou une vache. Acheter quelques friandises à l'épicerie. Marie-Louise est encore emmaillotée dans ses langes, le berceau ficelé pour que la maman puisse le balancer du pied en vaquant à ses occupations, trop tôt pour lui acheter une poupée à la prochaine foire. Qui va s'occuper des bêtes, tailler les levades dans les prés, et le ganhou qu'on devra tuer en février ? Son frère est à la guerre, comme lui, au 126e R.I.[6], son père est dans sa soixante quinzième année bien fatigué de faire encore le charron et cultiver son bout de terre, un de ses demi-frères est lui aussi sur le front[7], beaucoup de ses voisins sont mobilisés. Léonard ne veut pas mourir, et encore moins sali et injustement accusé. Plus familiarisé avec le patois de son village, il n'a pas su bien s'expliquer devant ses juges, les témoignages de deux de ses compagnons bien évasifs alors il écrit :

Je soussigné, Leymarie, Léonard, soldat de 2e classe, né à Seilhac (Corrèze).

Le conseil de guerre me condamne à la peine de mort pour mutilation volontaire. Et je déclare formelmen que je suis innocan. Je suis blesse ou par la mitraille ennemie ou par mon fusil, comme l'exige le major, mai accidentelemen, mai non volontairemen et je jure que je suis innocan. Je prouverai que j'ai fait mon devoir et que j'aie servie avec amour et fidélitée, et je n'ai jamais féblie à mon devoir.

Et je jure devandieux que je suis innocan [8]

Le 12 décembre 1914, Léonard a dû se mettre à genoux, les yeux bandés, le greffier lit le jugement, sur ordre d'un officier les douze hommes du régiment mettent en joue, visent la poitrine et font feu. Le coup de grâce est donné par un sous-officier. Ces compagnons d'armes doivent se résigner à défiler devant le corps de Léonard gisant la poitrine en lambeaux… Des soldats témoigneront des malaises qui affectent les soldats réquisitionnés pour un peloton d'exécution. Des auteurs rapportent que la phrase *Andlauer assassin* aurait été inscrite sur un tronc ou un pan de mur[9] .

Le J.M.O. est laconique : *1 soldat exécuté : Léonard Leymarie (condamné par le conseil de guerre de la 63e division pour mutilation volontaire et exécuté ce soir à la tombée de la nuit).* C'est le maire de Seilhac qui aurait dû annoncer le décès à la famille mais selon la petite-fille de Léonard Leymarie, c'est un message que reçut son épouse précisant « mort en lâche ».

6 Il décèdera le 8 octobre 1915 des suites de ses blessures
7 Il décèdera le 9 avril 1917
8 *Paroles de poilus. Lettres et carnets du front 1914-1918.* Paris Librio. 2001 Orthographe d'origine respectée.
9 REAU R.G. *Les crimes des conseils de guerre.* Paris Editions du « Progrès Civique » 1925, cité dans la revue Lemouzi n° 191ter.

L'acte[10] sera transmis quelques mois plus tard sans qu'il soit *fait mention du genre de mort sur les registres de l'état civil.*
La dépouille du soldat seilhacois sera inhumée aux bords de l'Aisne bénéficiant de la loi du 29 décembre 1915, accordant une sépulture perpétuelle aux frais de l'Etat, puis au cimetière militaire d'Ambleny (Aisne) dans la nécropole de Bois-Roger édifiée en 1923.
Marie-Françoise Leymarie quitte Seilhac pour Tulle. Le tribunal civil de Tulle en date du 23 octobre 1919, accorde à ses deux enfants le statut de pupilles de la nation, ainsi qu'une pension de veuve de guerre pour leur mère, ne cherchant pas à en savoir plus sur le décès de leur père.

Mémoire de Léonard Leymarie

La famille se rendit au cimetière d'Ambleny dans les années trente. La sépulture de Léonard portait la mention Mort pour la France mais son nom ne figurait pas parmi les 92 noms inscrits sur le monument aux morts de Seilhac lors de son inauguration en 1926.
Dès les années vingt, la Ligue des droits de l'Homme demanda sa réhabilitation, relayée par la presse. Déjà, l'hebdomadaire local antimilitariste *La Corrèze républicaine et socialiste* s'était attaché à réunir des témoignages sur les exécutions de 1915 de soldats du 126e R.I.
Le journaliste Gabriel Reuillard publia dans le journal *L'Humanité* le 31 août 1921 un article intitulé *Les crimes militaires. Un innocent fusillé... pour l'exemple*, cet article fut repris par plusieurs journaux locaux. *Ainsi vit-on des intellectuels pacifistes, des antimilitaristes, des anarchistes, des incroyants s'engager en faveur du brave paysan Leymarie.*[11]
Malgré les efforts répétés de la Ligue des droits de l'Homme la demande de réhabilitation fut rejetée le 16 janvier 1922 par la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Limoges, jugement confirmé par la Cour de cassation le 7 juillet 1922 , l'ultime recours transmis au ministère de la Justice en 1925 échoua. Cependant sur sa fiche la mention « mort pour la France » est rayée et remplacée par fusillé réhabilité.
Si le général Julien mourût des suites de ses blessures en décembre 1918, le général Andlauer qui lui survécut et ses supérieurs ne semblent pas avoir été interrogés lors de cette demande de réhabilitation ni encore moins inquiétés.
Les multiples démarches de la famille de Léonard, celles de M. Agnoux secrétaire-adjoint de section de l'ARAC[12] de Saint-Jal aboutissent enfin en 2008. Le conseil municipal de Seilhac, unanime, autorise l'inscription de Léonard Leymarie sur le monument aux morts. Le ministre délégué aux anciens combattants Hamlaoui Mekachera questionné par le sénateur de la Corrèze Gérard Mouly, assure que les fusillés pour l'exemple peuvent être inscrits sur les monuments aux morts dès lors que leur a été attribuée la mention « mort pour la France »[13].
Au cours des seize premiers mois du conflit, plus de 400 soldats français auront été fusillés sur un total de 600 pour la durée de la guerre, sans compter les exécutions sommaires, les morts en camps disciplinaires d'Afrique du Nord et les nombreux suicides. Le Parlement modifiera l'administration de la justice militaire en avril 1916. Les mutineries de 1917 ne connaîtront pas une telle saignée.

1915: Les fusillés du 63e R.I. de Limoges

Affaire caporal Antoine Morange, et Félix Baudy, François Fontanaud, Jean Henri Prebost soldats au 63e RI, fusillés pour l'exemple le 20 avril 1915, réhabilités le 30 juin 1934.

10 Selon la règlementation militaire.
11 Gilles Qincy, Michel Agnoux. *Léonard Leymarie (1880-1914) Un enfant de Seilhac « fusillé pour l'exemple »* Lemouzi n°191 ter (2009).
12 Association républicaine des anciens combattants.
13 J.O du Sénat du 1er mars 2007.

La cour spéciale de justice militaire a été réuni le 30 juin 1934, en révision du jugement prononcé par le Conseil de guerre du 63e RI qui a condamné à mort le 20 avril 1915 :
Antoine Morange, caporal, né le 20 septembre 1882 à Champagnac (Haute-Vienne) fils de Antoine et de feue Marguerite Vigier, domicilié à Lyon, employé de tramways,
Félix Baudy, né le 18 septembre 1881 à Royère (Creuse), fils de Jean Hippolyte et de Antoinette Grandieux, domicilié à Royère, maçon,
François Fontanaud, né le 10 décembre 1883 à Montbron (Charente), fils de François et de Pauline Balant, domicilié à Montbron, cultivateur,
Jean Henri Prebost, né le 1er septembre 1884 à Saint-Martin-Château (Creuse), fils de feu Léonard et de Marie Lavergne, domicilié à Saint-Martin-Château (Creuse), plombier.

Le jugement d'acquitement et décharge de mémoire

Attendu qu'après avoir participé sans résultat les 3, 4 et 5 avril 1915, sous le commandement du colonel Paulmier, à l'attaque des positions allemandes de Régneville, dans la région de Pont-à-Mousson, le 63e RI était depuis plusieurs jours au repos à Manonville, lorsque, le 18 avril, son colonel reçut l'ordre d'enlever le lendemain, à 8 heures, avec deux compagnies, dont l'une devait rester en soutien, une portion de tranchée allemande au Nord de Flirey, en avant du bois de Montmart ; (...) il fut décidé que la compagnie d'attaque serait désignée par le sort ; (...) la désignation de la 5e compagnie ainsi faite souleva, contrairement au résultat désiré, de vives récriminations de la partie des hommes qui, protestant auprès de leurs chefs de la méconnaissance du principe du tour de service, eurent la conviction en la circonstance d'être victimes d'une injustice ;
(...) la substitution du tirage au sort au tour de service ayant pour résultat de faire supporter deux fois de suite le même péril de mort aux hommes d'une compagnie, d'ailleurs considérée comme la meilleure du régiment (...); à l'heure fixée pour l'attaque, le spectacle épouvantable du glacis jonché de cadavres français, devait achever la démoralisation d'hommes encore hantés par le souvenir de récentes attaques infructueuses, où leurs efforts héroïques s'étaient brisés sur des réseaux de fils de fer intacts, que prostrés, quelques-uns pleurant sous l'impression de la terreur qui les paralysait, selon les expressions du chef de bataillon Penavayre, ils n'obéirent pas au signal d'attaque donné par leur nouveau chef, le capitaine Dubos, laissant sortir à peu près seuls de la tranchée les officiers et les chefs de section, dont les efforts, les menaces et les exhortations restèrent sans effet ;
(...) informé de ces faits, le commandement a ordonné la réunion, en vertu du décret du 6 septembre 1914, d'un conseil de guerre spécial, devant lequel furent traduits directement, le jour même, sous l'inculpation de refus d'obéissance en présence de l'ennemi, cinq hommes de la 5e compagnie, pour la désignation desquels les chefs de section eurent recours au hasard ou à un tirage au sort ;
Le conseil de guerre, après avoir retenu à l'unanimité des voix la culpabilité des soldats Baudy et Prebost, et à la majorité de deux voix contre une celle du caporal Morange et du soldat Fontanaud, prononça contre eux la peine de mort et ils furent passés par les armes le lendemain 20 avril ;
Attendu que l'on ne saurait trop réprouver le procédé, contraire à l'idée de justice, utilisé en ce qui concerne deux des condamnés et consistant à faire désigner par le sort ceux qui auront à supporter la responsabilité pénale des fautes commises par la collectivité à laquelle ils appartiennent ;
Annule en conséquence le jugement rendu le 19 avril 1915 par le conseil de guerre spécial du 63e RI.
Déclare Morange Antoine, Baudy Félix, Fontanaud François et Prébost Jean Henri, acquittés de l'accusation retenue contre eux ;

Décharge leur mémoire des condamnations prononcées.
Compte tenu de *l'injustice des condamnations* les veuves ont reçu 1fr de dommages et intérêts!

Mathieu Léon Gasparoux

Il est né le 1er octobre 1886 à Meymac (Corrèze), il est le fils de Louis, maçon et de Françoise Goudenéche, servante. Il a 4 frères et 3 sœurs.
Il passe le Conseil de révision pour la classe 1906 ; il a le matricule 7872 pour le Bureau de recrutement de Tulle (19). Il est dirigé sur le 100e régiment d'infanterie le 9 octobre 1907. Il est renvoyé dans ses foyers le 25 septembre 1909 avec *certificat de bonne conduite*.
Le 1er décembre 1913, il réside chez Monsieur Raynoir route de Saint-Sauves à la Bourboule dans le Puy-de-Dôme.
Rappelé à l'activité par décret de mobilisation générale le 1er août 1914, il est incorporé le 5 août 1914 au 100e régiment d'infanterie.
Il est déféré devant le Conseil de guerre de la 23e D.I., le 20 juin 1915 et condamné à mort pour *désertion en présence de l'ennemi* par jugement du 29 juin 1915. Immédiatement son avocat adresse un recours en grâce. Mais le jugement est exécuté le 30 juin 1915, à 8h00 du matin à Villers-Bocage département de la Somme.
Le nom de Mathieu-Léon Gasparoux, ne figure sur aucun monument aux morts. Il a été inhumé dans la nécropole nationale d'Albert. Il n'a pas été réhabilité.

Demande en grâce de Gasparoux

(...) je me suis absenté illégalement alors que nous étions dans un cantonnement de repos, aux 4 Vaux, loin des tranchées de première ligne mais je ne me serais jamais absenté en présence de l'ennemi, surtout si j'avais été chargé, ce qui n'était pas le cas d'un ordre, d'une mission ou d'une consigne.
J'ai un père âgé de 63 ans, deux sœurs encore jeunes, quatre frères dont un est employé aux chemins de fer et les trois autres sont sous les drapeaux. Pour eux je fais appel, mon Général, à votre grande indulgence, à votre extrême pitié.
Je regrette profondément mon acte et vous demande en grâce de réparer ma faute, en première ligne, face à l'ennemi.

Léon François Peyrical

Il est né le 24 décembre 1880 à Albussac (Corrèze) au village de Bros-bas, fils de Géraud, maçon et de Marie Leymarie, cultivatrice. Il a 3 frères et 2 sœurs. Il passe le Conseil de révision pour la classe 1900 ; il a le matricule 1801 pour le Bureau de recrutement de Tulle (19). Il est exempté en 1901. Mobilisé le 11 mars 1915, au 100e Régiment d'Infanterie puis. soldat 2e classe à la 2e compagnie du 47e régiment d'infanterie, il a été fusillé le 9 octobre 1915, à Saint-Thomas-en-Argonne (Marne) pour *refus d'obéissance en présence de l'ennemi*.
Les 740 fusillés français représentent 0,4% des 200 000 décisions de justice prononcées par les tribunaux militaires[14], celles-ci étant donc loin de toutes se terminer devant un peloton d'exécution. (...) C'est ce même motif (refus d'obéissance) qui vaut à Louis Bellamy, Toussaint Besnard, François Denès et Léon Peyrical d'être fusillés pour l'exemple en 1915 après avoir été traduits devant le Conseil de guerre de la 20e division d'infanterie. (...) Les procédures concernant Louis Bellamy et François Denès contiennent plus de 45 pièces, celle relative à Toussaint Besnard n'en compte que 25 tandis que celle de Léon Peyrical se limite à une fiche de décès.
Les trois fusillés bretons du 47e RI – Léon Peyrical étant lui Corrézien – ont en effet en commun d'être des soldats hors-normes, dimension qui, ici se comprend dans le mauvais sens du mot.

14 Extrait de *En Envor* (revue d'histoire contemporaine en Bretagne) E. Saint Fuscien.http://enevor.fr/eeo_actu/wwi/a_propos_des_dossier_des_fusilles_marginalite_et_poids_des_circonstances.htm

François Marsaleix

Il est né le 19 novembre 1896 à Saint-Jal (Corrèze) au village des Plantadis. Il est le fils de Martial, cultivateur et Jeanne Besse. Il a sept frères et sœurs.
Il passe le Conseil de révision pour la classe 1916 ; il a le matricule 978 pour le Bureau de recrutement de Tulle (19). Il réside à Bicêtre département de la Seine.
Il est incorporé le 10 avril 1915, au 14e régiment d'infanterie, passé au 421e régiment d'infanterie le 5 août 1915, puis au 22e bataillon de chasseurs, 3e compagnie, le 19 septembre 1915.
Le 21 octobre 1915, il déserte et souhaite passer à l'ennemi. Ce faisant, il tue la sentinelle, le chasseur Schlier mais il est arrêté et déféré devant le Conseil de guerre. Condamné à mort, il est exécuté le 22 octobre 1915, au camp de Tinfronce (Alsace) *pour abandon de poste en présence de l'ennemi*.

Extrait des 32 pièces du dossier versées au procés[15]

VIIe Armée, 47e division.
Conseil de Guerre spécial de la 5e brigade des chasseurs par ordre n°5 en date du 21 octobre 1915.
Jugement :
Au nom du peuple Français
Ce jourd'hui vingt-deux Octobre mil neuf cent quinze, le Conseil de Guerre spéciale de la 5e brigade de Chasseurs, délibérant à huit clos, le Président a posé les questions suivantes :
Le chasseur Marsaleix François du 22e Bataillon de Chasseurs Alpins, est-il coupable d'avoir, le vingt et un Octobre mil neuf cent quinze, abandonné son poste ?
Le dit abandon de poste a-t-il eu lieu en présence de l'ennemi ?
Le Chasseur Marsaleix François s'est-il rendu coupable le vingt et un octobre mil neuf cent quinze de violences envers une sentinelle à main armée ?
Ces violences ont-elles entrainé la mort ?
Les voix recueillies séparément en commençant par le grade inférieur, le Président ayant émis son opinion le dernier, le Conseil de guerre déclare :
Sur l'ensemble des questions, à l'unanimité : Oui, l'accusé est coupable……..
En conséquence le Conseil condamne le soldat Marsaleix François à la peine de mort par application des articles 213 et 220 du Code de Justice Militaire…
L'an mil neuf cent quinze le vingt-deux octobre à 7h30 le présent jugement prononçant la peine de mort contre le nommé Marsaleix prénommé François d'autre part, a reçu son exécution en présence de la 3e Cie du 22e Bataillon de Chasseurs, de la 2e Cie de mitrailleuses de brigade et d'une section de la 1re Cie du 59e territorial.

15 Site *Mémoires des hommes*.

*
* *

1915 : la bataille des Dardanelles

Philippe Grandcoing

Le 18 mars 1915, Français et Britanniques pensent pouvoir débloquer la situation militaire en forçant le détroit des Dardanelles ouvrant l'accès à la mer de Marmara, et, de là à Constantinople et à la mer Noire. Leur calcul est simple. En frappant l'empire ottoman au coeur, ils entraîneront dans leur sillage les pays méditerranéens et balkaniques avides de se partager les dépouilles de « l'homme malade de l'Europe ». La Grèce, l'Italie, la Roumanie et la Bulgarie entreront donc en guerre, ouvrant un nouveau front sur le flanc sud de l'empire austro-hongrois. Celui-ci ne résisterait pas à cette nouvelle menace et serait amené à conclure une paix séparée, ce qui soulagerait d'autant l'allié russe alors en posture difficile. Isolée, l'Allemagne serait donc rapidement vaincue. Au-delà de ces plans ambitieux, attaquer dans les Dardanelles permettrait d'obliger les Ottomans à stopper leur offensive contre la Russie et écarterait les menaces pesant sur la zone du canal de Suez[1].

L'échec de l'opération navale

Voilà donc des perspectives fort intéressantes pour les états-majors après quatre mois de guerre immobile à l'ouest. Mais tous les généraux ne partagent pas cette vision des choses. En France, Joffre, auréolé de la gloire de la victoire de la Marne, pense qu'il est inopportun de dégarnir le front occidental à un moment où il prépare une offensive de grand style destinée à percer les lignes allemandes et à relancer la guerre de mouvement. Côté britannique, le général Kitchener pense de même. Mais, à Londres, Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, et une partie des amiraux emportent la conviction du gouvernement : il est possible, par une simple opération navale, de faire tomber Constantinople. Toutefois, il ne s'agit pas pour l'Angleterre de risquer le gros de sa flotte dans l'opération. Seuls des navires anciens, plus ou moins obsolètes seront engagés. La France, qui entend ne pas laisser la Royal Navy agir seule en Méditerranée, apportera son concours.

Les 19 et 25 février, une première attaque navale est menée afin de neutraliser les forts à l'entrée des détroits[2]. L'opération est apparemment un succès, mais elle a pour conséquence immédiate d'accélérer la mise en défense de l'ensemble de la zone par les Ottomans, aidés par le général von Sanders, chef de la mission militaire allemande auprès de l'empire ottoman. Le 18 mars, dix-huit cuirassés s'engagent dans les détroits. En tête les quatre navires français sous le commandement du contre-amiral Guépattre. C'est très vite la déconvenue, puis le désastre. Les Turcs ont installé de nombreux champs de mines que les dragueurs précédant la flotte n'ont pas tous éliminés et, sur terre, les batteries n'ont pas été réduites au silence. Le cuirassé *Bouvet*, touché par une mine dérivante, sombre en deux minutes avec ses 600 hommes d'équipage. *Le Gaulois*, touché également, s'échoue. *Le Charlemagne* et le *Suffren* sont fortement endommagés. Les Britanniques perdent également deux cuirassés, les HMS *Irresistible* et *Ocean*. Quatre autres sont fortement endommagés. En fin de journée, l'amiral John de Robeck, ordonne à la flotte de faire machine arrière. Les détroits n'ont pas été forcés[3].

1 Sur le contexte général qui présida aux opérations, voir Jean-Yves Le Naour, *1915. L'enlisement*, Perrin, 2013, notamment p. 165 et sq.

2 Sur le détail des opérations, voir Pierre Rigoux, *Les Dardanelles 1915. Une stratégie en échec*, Economica, 2014.

3 Churchill, qui perd dans l'affaire son poste de premier lord de l'Amirauté, considéra que ce retrait était


Une vigoureuse action dans les Dardanelles
Les Turcs se défend[illegible] opiniâtrement dans la presqu'île de Gallipoli
Golfe de Saros
Gallipoli
MARMARA
Bourgas
Chaitankeui
Yenikeui
Kavakli
Karaniblé
Turchen Keui
Koutchouk Hanafart
Souyouk Hanafart
Bakshi - Keui
Bokali
Codjadere
Eski Keui
Maltos
Kilid - Bahr
Saida
Maghram
Avouzar
Haler
Crithia
Sidil-Bahr
Koum Kaloh
Aren Keui
Kouz Keui
Kalabakli
Okculer
Kizilkecili
Saraidzik
Kursunlu
Kemel
Mousa Keui
Kangarli
Bergaz
Sandal ova
Giok Keui
Leskeui
Yapildak
Idelik
Lampsaki
Tcherdak
Galata
Bayer
Koulouderé
Ungardéré
Yallova
Silvelok
Djimali Keui
Ibrehim Keui
Sharnik
Yeugi Keui
Tas Tepe
Aghil Dagh
Sari Tepe
Ak Tchimelik
Ghanak Kalessi
Kaba Tepe
Ak Bachi Baka
Apostor
Ortagetid Dere
Doumbrek
Yeni Shahr
Baie Mendere
Baie Arem Keui
Golfe d'Edjelmano
Golfe de Xeros
Baie Hanafart
Lac Sale
Cap Hiebronnesse
Cap Suvla
Kolar Dagh
Codja Chemen Dagh
Bataiak
Ouzoundere
Koujk Keui
Ketchileh
Karaivren
Kessa Kalessi
Eski Hissarlik
Baie Kephez
Baie Sedd-el-Bahr
Baie Morto
Baie Kum Kaleh
Baie Yalova
Baie Saklik
Baie Bournou
Baie Kephalo
Baie Tchanak
Baie Kara Dagh
Baie Kara Tepe
Baie Kephez
Baie Kum Kaleh
Baie Morto
Baie Sedd-el-Bahr



Le torpillage le 26 février 1916 de *La Provence II*, navire de croisière transport de troupes vers les Dardanelles, a fait plusieurs centaines de victimes, dont pratiquement la moitié du 3e R.I. Coloniale, qui comptait 10 soldats du Limousin. In *D'onte ses* n° 12, nov. 2015.

prennent pied sur les cinq plages du cap Helles, parfois assez facilement, ailleurs au prix de lourdes pertes, jusqu'à 60% des hommes engagés. En revanche, plus au nord, le débarquement des Australiens et Néo-zélandais dans le secteur baptisé *Anzac bay*, sur d'étroites plages, fermées par des falaises en à-pic tourne au massacre. Du haut des crêtes, un jeune officier turc, Mustapha Kemal, dirige avec efficacité la défense.

Au soir du 25 avril, les alliés tiennent une étroite tête de pont mais les Ottomans ont eu le temps de se ressaisir et d'organiser leurs défenses. En Orient comme en Occident, la guerre s'enterre. Mais, ici les Ottomans ont l'avantage du terrain. Tenant les sommets fermant la presqu'île de Gallipoli, ils profitent d'une position défensive extrêmement favorable. En face, le corps expéditionnaire souffre du manque d'eau, de la chaleur, des maladies, le tout compliqué par la longueur des lignes de communication. L'envoi de renforts ne change rien à la chose. Les offensives menées en mai et juin par les Britanniques et les Français qui disposent alors de quinze divisions dans le secteur sont fort meurtrières et n'amènent aucun succès décisif. Pire encore, la Royal Navy subit des pertes importantes causées par les sous-marins allemands : deux cuirassés, les HMS *Majestic* et *Triumph* sont ainsi envoyés par le fond, un troisième étant coulé par les Ottomans[4]. Mais, côté turc, la situation n'est guère plus brillante et toutes les offensives menées pour bouter les alliés hors des Dardanelles se soldent par des échecs sanglants! Comme à l'ouest, la guerre industrielle donne l'avantage au défenseur, entraînant l'enlisement du conflit. Pourtant, les états-majors croient encore à la possibilité de débloquer la situation. Par deux fois au mois d'août, le général Hamilton tente de débloquer la situation : le 6 une opération de débarquement plus au nord butte sur la défense solidement établie sur les crêtes ; le 21 une ultime offensive terrestre tourne au fiasco. Désormais, il n'y a d'autre issue pour les alliés que de mettre fin à une bataille dévoreuse d'hommes. A partir du 7 décembre se déroulent les opérations d'évacuation. Elles s'achevèrent un mois plus tard, sans trop de difficultés.

Un bilan désastreux

Au total, 145 000 soldats alliés furent tués, blessés ou capturés durant la bataille des Dardanelles auxquels il convient d'ajouter près de 100 000 malades. Le fiasco est d'autant plus important si l'on se réfère aux objectifs initiaux. Constatant l'échec de l'opération, le roi de Grèce renvoie son premier ministre partisan d'une entrée en guerre du côté des alliés et se cantonne dans une prudente neutralité, contraignant ainsi les troupes alliés qui venaient de débarquer à Salonique à rester l'arme au pied. La Roumanie agit de même. Quant à la Bulgarie, elle rejoint le camp des empires centraux le 5 octobre, entraînant l'effondrement du front serbe.

Il faudra attendre l'automne 1918 pour que l'armée d'Orient, en partie composée des éléments engagés dans les Dardanelles, fasse basculer en quinze jours la situation dans les Balkans, en écrasant la Bulgarie et en menaçant les frontières méridionales de l'Autriche-Hongrie.

4 Ces pertes sont toutefois à relativiser, les navires appartenant à la classe des pré-dreadnoughts, alors technologiquement dépassés.

Dans la nuit du 26 au 27 avril 1915 Trois marins limousins emportés par la perte du croiseur Léon Gambetta

Jean-Jacques Mauriat

Le *Léon Gambetta* était un croiseur cuirassé de prestige. Premier d'une série de trois avec le *Victor Hugo* et le *Jules Ferry*, le *Léon Gambetta* était affecté en ce début de printemps 1915 au blocus de la mer Adriatique au sud de la pointe de l'italie.

Dans la nuit du 26 au 27 avril 1915, le croiseur naviguait entre les îles Éoliennes au nord de la Sicile et Santa Maria Leuca un petit port du continent.

Le matin du 13 août 1914, la flotte française se trouvait à Malte quand l'amiral Boué de Lapeyrère, alors commandant en chef de la première armée navale alliée en Méditerranée, fut informé que la France avait officiellement déclaré la guerre à l'empire austro-hongrois. le télégramme venu de Paris était précis : *Le gouvernement, comptant déterminer ainsi décision favorable de l'Italie, désire formellement que vous fassiez immédiatement acte d'hostilité contre l'Autriche-Hongrie.*

En conséquence, appareillez le plus tôt possible avec tous bâtiments français et anglais disponibles, et, après avoir passé ostensiblement en vue des côtes italiennes, faites contre côtes ou ports autrichiens, toutes opérations que vous jugerez convenables et dont le gouvernement vous laisse l'initiative. C'est ainsi que le *Léon Gambetta* se trouvait en cette fin avril 1915 en surveillance des eaux, interdisant le passage des navires de l'empire austro-hongrois à la Méditerranée.

Le 26 avril, le croiseur cuirassé avait à son bord le contre-amiral Victor Sénès, promu à ce grade par l'amiral Boué de Lapeyrère et commandant de la 2e division légère de l'armée navale.

Officiers, sous-officiers et matelots formaient un équipage de 818 hommes embarqués dans cette mission de surveillance.

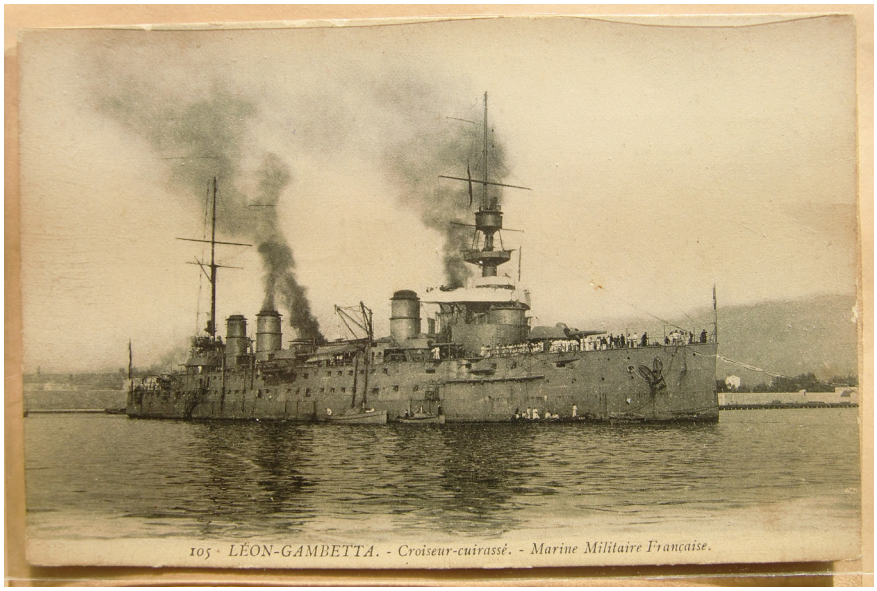
Parmi tous ces hommes venus pour l'essentiel de Bretagne, du Pays Basque ou des villes de Marseille et de Toulon, il y avait trois Limousins. Henri Lenoir, matelot né à Bessines, Gaston Villoutreix, petit-fils d'un élu de Limoges et François Chazelas de Sereilhac. Tous trois sont *morts glorieusement pour la France*.

Nous avons voulu retrouver l'ascendance de ces trois matelots et le pourquoi de leur engagement dans la marine.

Le récit du torpillage du Léon Gambetta a été largement décrit et publié : en voici l'essentiel tel qu'il ressort d'un article de François-Xavier Bernard disponible sur le site des *cahiers de la Méditerranée*.

Le commandant du Léon Gambetta était le capitaine de vaisseau André ; à son bord se trouvait également le contre-amiral Sénès, commandant de la 2e division légère de l'Armée navale. Quelques minutes après minuit, le navire croisa la route du sous-marin autrichien U 5, commandé par le lieutenant de vaisseau Georg von Trapp. L'U 5 était parti de Cattaro le 24 avril ; l'équipage était composé du commandant, d'un deuxième of cier et de 14 sous-officiers et marins. Comme il n'était pas équipé de radio, sa mission était simplement de longer les côtes du Monténégro et de l'Albanie, à la recherche de navires à couler.

Lorsque la vedette du sous-marin découvrit la silhouette du croiseur français, le sous-marin se mit aussitôt en immersion, à huit mètres de profondeur. Deux torpilles furent lancées l'une après l'autre à 00 h 40. La première explosa à la hauteur de la paroi qui séparait les dynamos



Le croiseur cuirassé Léon Gambetta. CP ancienne. JJM

de la salle des machines, la deuxième à l'arrière de la passerelle. Le croiseur s'inclina aussitôt de 15° à bâbord. Les tirs avaient porté un coup fatal au croiseur, mettant hors d'usage l'alimentation électrique et les chaudières du navire. Pire encore, il était impossible de lancer un SOS par radio, car les explosions avaient endommagé l'antenne de transmission. Plusieurs dizaines de marins restèrent bloqués dans les entrailles du navire, dans la plus complète obscurité. à cause de la forte inclinaison, il était presque impossible de mettre à l'eau les chaloupes de sauvetage du croiseur et une fois dégagées, ces dernières se fracassèrent sur le pont, causant la mort de nombreux marins. Les survivants jetèrent à la mer tous les morceaux de bois qu'ils pouvaient trouver, dans l'espoir de pouvoir s'y agripper une fois que le croiseur aurait coulé. Par miracle, il fut possible de mettre à la mer une chaloupe, mais elle était prévue pour accueillir seulement 58 personnes.

Tandis que le croiseur s'enfonçait rapidement dans les flots, les hommes de la chaloupe recueillirent les marins tombés en mer : 70, 80, 90 puis 108 hommes se retrouvèrent à bord... Le niveau de la barque baissa dangereusement mais fort heureusement, cette nuit-là, la mer était très calme. Les naufragés n'avaient guère de possibilité d'être secourus : les autres navires ignoraient tout du torpillage, étant donné que les communications radio étaient habituellement interrompues dans la nuit. Selon les dépositions des survivants recueillies le 4 mai 1915, la chaloupe n° 1 atteint Santa Maria di Leuca à 8 h 30 du matin, avec 108 survivants à bord. Un des survivants, Hyacinthe Tourrel, déclara : Des barques de pêche nous ont croisés et ont offert de nous prendre, mais nous avons refusé leurs offres dans la crainte de faire chavirer le canot n° 1 où nous avions tant de mal à nous maintenir. En réalité, il s'agissait de barques de pêche se trouvant à quelques centaines de mètres du rivage. Ces dernières patrouillaient dans la zone pour rechercher une ancre perdue cinq jours auparavant par le contre-torpilleur Irrequieto. Ces barques de pêche étaient commandées par le responsable du sémaphore local, Mario Sandri, qui conduisit les rescapés à terre, les recueillit de son mieux et appela le bureau du télégraphe de Castrignano del Capo, non loin de Santa Maria di Leuca, qui alerta aussitôt les ports de Tarente et Brindisi à 8 h 35.

Henri Lenoir, Marcel Chazelas et Gaston Villoutreix ont été comptés parmi les 681 victimes du naufrage du *Léon Gambetta*. Un drame qui, comme tous ceux qui ont suivi tout au long de cette guerre, a été très rapidement éclipsé par d'autres drames. La presse fut bouleversée

par ce qui fut la première tragédie de ce conflit qui allait faire plusieurs millions de morts !
Dans le journal *Le Matin* du 29 avril 1915, le journaliste parle des *Marins glorieux* et écrit : *Braves enfants qui s'en allaient vers le danger avec la merveilleuse confiance de la jeunesse, parce que le danger les attendait où se trouvait le devoir ! Voilà qu'un invisible engin les a surpris la nuit en plein sommeil, et que, des hamacs, leurs corps dévêtus ont glissé dans l'abîme. Ce n'est pas cette bataille-là qu'ils avaient rêvée* ! et le journal poursuit par cette conclusion : *Sur mer comme sur terre, en somme, la guerre que font les Allemands et les Autrichiens est une guerre sans courage et sans honneur (...) elle n'empêchera pas les peuples civilisés d'avoir enfin raison du plus traître et du plus barbare des peuples !* ».

Dans son édition du 12 juin 1915, le journal *Le Temps* est revenu sur le naufrage en publiant la lettre d'un des deux survivants récupérés dans la Méditerranée par un torpilleur italien. Le marin rescapé, originaire de Sedan, raconte : *Nous revenons de loin. Je vais raconter le coup qui vient de nous arriver. Il était minuit ; je venais de prendre la faction dans le capot de la tourelle 16, quand un coup terrible, bientôt suivi d'un autre ébranlèrent la coque du bâtiment. Nous étions torpillés* (...)

En 1936, entre les deux tours des élections législatives qui allaient conduire le Front Populaire au gouvernement, *Le Figaro* du 30 avril 1936, revenait encore sur le naufrage du *Léon Gambetta*. avec des accents grandiloquents, le journal écrivait : *On n'a jamais assez dit quelle fut la fin sublime de ce bâtiment (...) Tandis qu'il s'abîmait dans les flots glauques, le croiseur était le théâtre de traits d'héroïsme dont on semble, aujourd'hui, avoir oublié le souvenir. Par deux fois, le cri de « Vive la France ! » fut lancé par un équipage qui, déjà, était à la mer. Puis entonné par le premier-maître Grall, le Chant des Girondins s'élève au-dessus des courtes vagues contre lesquelles se débattaient les naufragés.*
Le naufrage du *Léon Gambetta* fut le premier grand drame de la guerre. Le premier seulement!

Marcel Chazelas

François Marcel Chazelas quartier maître mécanicien, né le 5 décembre 1892 à Séreilhac en Haute-Vienne, a le matricule 13558-4.
Il est né au chef-lieu de la commune de Séreilhac, fils de Pierre, cultivateur et de Jeanne Robert 25 ans, son épouse. Son oncle Martial Picat, 46 ans maréchal-ferrant lui aussi du chef-lieu, vient déclarer la naissance en compagnie de Pierre, père de l'enfant. Cette famille a déjà perdu un des siens à la guerre, le grand-oncle de François Marcel, Pierre Robert Chazelas, mort à Constantinople en 1855, lors de la guerre de Crimée.
Sa fiche matricule précise qu'il mesure 1,67 m, et que son degré d'instruction est de 4. François fait partie de la classe 1910, il est engagé volontaire pour une durée de cinq ans à la mairie de Rochefort, à dater du 12 avril 1911. Il est nommé quartier maître le 1er août 1912. Il est alors résidant à Constantinople en Turquie.



Plaque émaillée de Marcel Chazelas au cimetière de Séreilhac (87). Photo Ph;G.

Henri Lenoir

Jean-Marie François Henri Lenoir, matelot de troisième classe électricien breveté, né le 28 avril 1896, à Bessines en Haute-Vienne, Henri a le matricule 15720-4, il est le fils de Henri Jean-Baptiste lui aussi originaire de Bessines.

Gaston Villoutreix

Gaston Henri Villoutreix matelot de seconde classe, canonnier breveté, né le 10 mars 1894 à Limoges, a le matricule 14336. Gaston a un frère Michel Louis, *mort pour la France* le 6 septembre 1914. Sur sa fiche matricule, Gaston mesure 1,68m, son degré d'instruction est de 3. Il fait partie de la classe 1911. Il est engagé volontaire depuis le 16 octobre 1912, à la mairie de Rochefort aux titres des corps des équipages de la flotte. Il est canonnier breveté depuis le 1er octobre 1916.

Il est fils de Jean Elie 34 ans, voyageur de commerce, absent lors de sa naissance et de Marie Chibois, couturière, âgée de 26 ans. Le couple demeure au 23, faubourg du Pont Neuf à Limoges. Les déclarants de la naissance de Gaston Henri sont son grand-père, Michel Villoutreix fabricant de tissus, conseiller municipal de la ville de Limoges, âgé de 71 ans et Baptiste Élysée Villoutreix, son oncle, 28 ans tous deux résident au 91, chemin du Puy Lannaud à Limoges.

*

* *

1916 : Verdun, la bataille de l'enfer

Philippe Grandcoing

De toutes les batailles de la Première Guerre mondiale, Verdun est, au moins dans la mémoire collective des Français, la plus importante. Peut-on pour autant parler de bataille ?
Dans l'ouvrage portant ce titre, Hervé Drévillon explique que la bataille classique, caractérisée par *un lieu, une date, une concentration extraordinaire d'hommes, d'actions et de passions,* disparaît avec la Première Guerre mondiale*, où elle se dilua dans l'immensité des théâtres d'opération*[1].
Or Verdun ne ressemble en rien à une bataille classique. Dix mois de combats pour quelques kilomètres de front âprement disputés, autour de forts, Vaux et Douaumont, dont les noms sont passés à la postérité. Il s'agit bien davantage d'une véritable guerre de siège que d'une bataille à proprement parler[2].
Débutant le 21 février par l'offensive de Falkenhayn[3], les combats autour de Verdun cessèrent à la mi-décembre après qu'une ultime contre-offensive française eut repoussé les Allemands au-delà de Douaumont.
Au total, la bataille aura coûté 377 000 tués, blessés, prisonniers et disparus aux Français et 337 000 aux Allemands. L'artillerie causa 80% des pertes, sur un champ de bataille où furent tirés plus de 50 millions d'obus.

Pourquoi Verdun ?

La bataille avait fort mal débuté pour les Français, conséquence du désintérêt de Joffre pour les citadelles construites après la défaite de 1870. Conçu par le général Séré de Rivières, le dispositif fortifié était organisé autour de quatre villes : Belfort, Toul, Epinal et Verdun, chacune entourée de dizaines de forts. Dès la fin du XIXe siècle, la doctrine militaire française n'accorda plus grande importance à ce bouclier, en raison de l'invention de la mélinite ou *poudre brisante*, qui frappait d'obsolescence ces constructions, et de l'adoption du dogme de l'offensive à outrance[4]. Les premiers mois de la guerre confortèrent Joffre dans ses choix. La guerre moderne avait vu l'apparition d'un front continu constitué d'un réseau de tranchées et seule une offensive massive, précédée d'une puissante préparation d'artillerie permettrait de faire la décision. D'où la décision prise le 3 août 1915 de supprimer toutes les places fortes, ce qui permit au grand état-major de récupérer pièces d'artillerie lourde et stocks de munitions en vue de l'offensive de Champagne. Le secteur de Verdun, un saillant dans le front de Lorraine, était d'autant plus négligé qu'on estimait qu'il était difficile d'y effectuer une percée, de rompre le front à grande échelle[5].
Pourtant c'est là que Falkenhayn décida d'attaquer avec de grands moyens. On n'a jamais su exactement quel était le but recherché par le commandant en chef allemand. Sans doute espérait-il dans un premier temps s'emparer de Verdun et infliger une défaite sanglante à la France qui aurait ainsi accepté la paix, entraînant dans son sillage l'Angleterre. L'idée de saigner à blanc l'armée adverse a également pu guider sa stratégie. Les deux hypothèses ne

1 Hervé Drévillon, *Batailles. Scènes de guerre de la Table Ronde aux Tranchées*, Points-Histoire, 2009, p. 10-16.
2 Sur les formes nouvelles revêtues par la violence de guerre chez les combattants, voir la synthèse de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, retrouver la Guerre*, Gallimard, 2000.
3 Chef du grand état-major général allemand.
4 Sur ces questions, voir Jean Doise et Maurice Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire : politique étrangère de la France (1871-2015)*, Points-Histoire, 2015.
5 Voir Jean-Yves Le Naour, *1916, l'enfer*, Perrin, 2014, p. 59 et sq.



Cote 304, seul survivant parmis les dépouilles des soldats morts. Tirage numérique à partir d'une photo sur plaque de verre. Fonds Jean Labetoulle du Cghml.

sont pas exclusives l'une de l'autre. Dans les deux cas, il s'agit, par la supériorité des moyens engagés, notamment en artillerie, d'infliger de telles pertes à l'adversaire qu'il n'aurait d'autre choix que de demander la paix.

La préparation de l'offensive n'avait d'ailleurs pas échappé à certains espions français qui avaient constaté la brutale intensification du trafic ferroviaire dans le secteur.

Sur place, les informations recueillies auprès de déserteurs et l'activité inhabituelle qui régnait dans les lignes allemandes avait aussi lancé l'alarme. Pourtant en haut lieu on se refusait à croire à une grande offensive dans le secteur de Verdun, la Champagne paraissant plus appropriée. Ce n'est qu'à la mi-février que des reconnaissances aériennes et le repérage d'une intense activité des postes de TSF dans le secteur convainquirent l'état-major que Verdun était la cible des Allemands. Heureusement pour les Français, le temps exécrable qui s'était abattu sur la région avait retardé l'offensive allemande de dix jours, ce qui leur donna le temps de faire converger des renforts.

Les débuts d'une bataille de 300 jours

La préparation d'artillerie débuta à 7h le 21 février[6]. 1 200 pièces de tous calibres entrèrent en action. Durant neuf heures les premières lignes françaises furent soumises à un pilonnage d'une rare intensité. Un million d'obus s'abattirent sur quelques kilomètres carrés. Pourtant, lorsque la première vague d'assaut s'élança, elle se heurta à une résistance inattendue des troupes du colonel Driant au bois des Caures. Le lendemain, l'offensive reprit et la première

6 Voir la synthèse sur les combats, riche en témoignages, proposée par Malcolm Brown, *Verdun 1916,* Perrin, 2006.



Verdun bombardé. Tirage numérique à partir d'une photo sur plaque de verre. Fonds Jean Labetoulle du Cghml.

ligne de défense fut partout submergée. Le 24, la situation devint critique. Toutes les lignes avaient cédé et le commandement envisageait d'abandonner Verdun ainsi que tous les forts sur la rive gauche de la Meuse. Pourtant Joffre s'y opposa, sans doute sous la pression du président du Conseil Aristide Briand, pour qui la chute de Verdun aurait un effet désastreux sur le moral de la nation.

Pétain fut alors nommé à la tête de la IIe armée qui tenait le secteur et le général de Castelnau, adjoint de Joffre, partit dans la nuit du 24 au 25 organiser la défense. Pétain arriva sur place le lendemain. Entretemps, le fort de Douaumont était tombé entre les mains des Allemands sans coup férir. Symboliquement, le coup était rude pour les Français. Mais sur le terrain l'essentiel se passait ailleurs. Falkenhayn, désireux d'économiser ses troupes, ne profita pas de son avantage pour lancer une grande offensive contre la ville de Verdun. De plus, il avait concentré tous ses efforts sur la rive droite de la Meuse, laissant à Pétain la possibilité de réorganiser ses défenses depuis la rive gauche. Fin février, l'offensive allemande connut un premier arrêt.

La guerre de siège venait de commencer.

Elle allait pour partie se dérouler désormais sur la rive droite, où Falkenhayn lança une nouvelle offensive le 6 mars. Les Français reculèrent d'abord mais s'accrochèrent à des points stratégiques : le Mort-Homme, la côte 304. Désormais, la bataille de Verdun était une bataille de positions, durant laquelle il était essentiel de tenir. Et, dans cette perspective, plus le temps passait, plus la situation était favorable aux Français.

Tenir ou vaincre ?

En effet, puisqu'il s'agissait désormais pour Falkenhayn de *saigner l'armée française*, il devait poursuivre son offensive ; mais celle-ci était de plus en plus coûteuse en hommes, ce qui

était à l'opposé du but poursuivi. Inversement, Pétain avait adopté une stratégie défensive particulièrement efficace. L'accent avait d'abord été mis sur le ravitaillement. La *Voie sacrée*, ainsi nommée par l'écrivain nationaliste Maurice Barrès, était la seule route, depuis Bar-le-Duc, permettant de gagner le secteur de Verdun. Jour et nuit, roulant au pas, pare-chocs contre pare-chocs, une noria de camions transportait quotidiennement 2000 tonnes de matériel et 10000 hommes. Afin d'éviter l'épuisement des unités, Pétain avait en effet organisé un roulement des régiments. 70 des 95 divisions d'infanterie que comptait alors l'armée, ont combattu à Verdun, ce qui n'a pas peu contribué à la célébrité et à la popularité du futur maréchal de France, bientôt auréolé du titre de *vainqueur de Verdun*[7]. Son ordre du jour du 10 avril, au lendemain d'une offensive allemande, se concluant par ces mots restés célèbres, *courage, on les aura!*, témoigne de son état d'esprit : tenir le terrain, épuiser l'adversaire.

Mais sa stratégie défensive ne plaisait pas à Joffre car ne permettant pas de remporter la décision. Pire encore, elle nécessitait énormément de moyens au moment même où se préparait l'offensive de la Somme qui devait conduire à la percée décisive. Aussi Joffre fut-il davantage séduit par deux généraux sous les ordres de Pétain, Nivelle et Mangin, deux anciens de la Coloniale, dont la méthode dite de *la défense agressive* consistait à contrattaquer immédiatement afin de profiter de la désorganisation de l'adversaire. Le 25 avril, Pétain reçut le commandement du Groupe d'Armées du Centre. C'était une promotion, mais qui l'éloignait du terrain des opérations de Verdun qui, désormais, incombait à Nivelle.

S'ouvrit alors une nouvelle phase dans la bataille. Nivelle entendait bien apporter à Joffre les succès dont il avait tant besoin alors que sa conduite de la guerre était de plus en plus critiquée, notamment au sein du gouvernement. Profitant d'une violente explosion dans un dépôt de munitions qui avait désorganisé le fort de Douaumont, Nivelle ordonna d'attaquer. Le 22 mai, Mangin réussit à s'emparer de la superstructure du fort, mais pas de la totalité des souterrains. Le 24, la contre-offensive allemande repoussa les assaillants français. L'opération aura coûté des milliers d'hommes pour un gain absolument nul. Pire encore, tandis que Nivelle et Mangin s'épuisaient devant Douaumont, les Allemands avaient réussi à grignoter les positions françaises sur la rive gauche de la Meuse, s'emparant du Mort-Homme et de la cote 304. Puis ils tentèrent un ultime assaut en direction de la ville de Verdun.

Le 7 juin le fort de Vaux fut pris, malgré la défense héroïque des hommes du commandant Raynal qui avaient résisté pendant cinq jours dans ses souterrains. Lorsque les deux cents derniers défenseurs, épuisés, à court de nourriture et de munitions se rendirent, les Allemands leur présentèrent les honneurs, fait extrêmement rare durant la guerre.

Le 23, l'attaque du fort de Souville, à moins de quatre kilomètres de Verdun, constitua un moment crucial. Précédée par un bombardement chimique à l'aide d'obus au gaz phosgène, l'offensive fut initialement un succès. Alors que Pétain envisageait un repli sur la rive gauche de la Meuse, Nivelle, soutenu par Joffre, résista. La situation resta critique quelques jours jusqu'à ce que le déclenchement de l'offensive de la Somme, le 1er juillet, soulage enfin les défenseurs de Verdun.

Ultimes combats

La bataille ne cessa pas pour autant. Côté français, il s'agissait de reconquérir le terrain perdu et tout particulièrement les forts de Vaux et Douaumont. Pour cela Nivelle expérimenta de nouvelles méthodes : tir de barrage roulant d'artillerie en avant de la progression de l'infanterie, recours à d'énormes obusiers de 400 mm afin de détruire les fortifications allemandes. Le bombardement préliminaire fut tellement efficace que, le 24 octobre, lorsque les troupes se

7 Sur l'importance tenue par Verdun dans la construction du mythe Pétain voir Didier Fischer, Le Mythe Pétain, Flammarion, 2002 et Pierre Servent, Le Mythe Pétain. Verdun ou les tranchées de la mémoire, Payot, 1992.

lancèrent à l'assaut, elles ne trouvèrent face à elles qu'une poignée de défenseurs : l'état-major allemand avait ordonné d'évacuer une position devenue intenable. Quelques jours plus tard, le fort de Vaux fut repris, lui aussi sans combats. Enfin, début décembre, une ultime offensive de Nivelle et Mangin repoussa les lignes allemandes de plus de trois kilomètres au-delà de Douaumont.

La bataille de Verdun n'aura apporté aucun avantage décisif à chacun des deux camps. Au contraire, elle aura montré l'impasse dans laquelle se trouvait la stratégie militaire. Ni la percée, ni la saignée n'avaient permis à l'Allemagne de l'emporter. À l'inverse, elle avait épuisé une partie de son armée dans des combats dont elle ne retirait aucun avantage. Côté français, Verdun était une victoire, chèrement payée certes, mais qui avait montré la ténacité des troupes. La bataille avait aussi contribué à l'ascension de deux généraux, Pétain et Nivelle, appelés à jouer un rôle majeur en 1917.

*
* *

1916 La guerre du ciel

Jean-Jacques Mauriat

L'année 1916 fut une année charnière dans l'histoire de l'aviation militaire dans le sens où celle-ci s'imposa comme une arme essentielle dans la préparation et l'exécution des offensives terrestres. La bataille de Verdun fut la première bataille qui commença par une lutte pour la supériorité aérienne. Cette importance du facteur aérien fut intégrée par les alliés et appliquée lors de la bataille de la Somme. Depuis, le combat pour acquérir la maîtrise de l'air est devenu le gage indispensable de la victoire dans les batailles terrestres[1].

Georges Mauriat engagé volontaire 1897-1946 mitrailleur



Les aviateurs du 2e Groupe d'aviation de Bron.1916 Georges Mauriat est au troisième rang à droite.

Georges Albert Mauriat est né le 12 octobre 1897 à Saint-Germain-Beaupré. De la Creuse à Paris, Georges suit les postes d'affectation de son père Jean Mauriat, employé du PO. Après des études secondaires, il prépare son entrée à l'Ecole des Arts et Métiers à Paris.
Le 11 avril 1916, il part en qualité de mécanicien au 2e Groupe d'aviation à Lyon-Bron dans le Rhône. il a 18 ans et 10 mois. Il devient mécanicien puis mitrailleur.
Mon cher papa
Je suis arrivé hier après midi avec mon pilote. Nous sommes partis d'à côté de Fismes. Je faisais partie du secteur du chemin des Dames nous avons longé les lignes jusqu'à Soissons à une assez grande hauteur puis nous avons traversé la Forêt de Compiègne à 1300m de haut – je te prie de croire que nous étions chahutés par moments nous étions dans les nuages. A part cela le voyage s'est bien passé. Nous sommes à 2 km de Montdidier. Malheureusement nous n'y resterons pas et on parle déjà du départ dans la direction de Saint Quentin … Nous travaillons ici énormément d'autant plus qu'il y a pas mal de mécanos en permission de sorte

1 *1916 ou l'année de rupture en matière d'utilisation de l'arme aérienne* Louis Chagnon Revue historique des armées. N°242-2006.

que je suis seul avec deux moteurs.
Le 29 mai 1917, après avoir participé pendant 140 jours à d'incessantes sorties aériennes au-dessus de la zone de combats, Georges confirme à son père avoir déposé sa demande de permission. Il est officiellement au repos après cette période d'intense activité aérienne :
La santé est très bonne et c'est le principal avec ce travail les journées bien que longues, passent assez rapidement, j'ai déjà un mois de front dont 15 jours en ligne.
Je t'ai dit que l'escadrille avait été par erreur dans les régions dernièrement conquises par les Anglais. Inutile de te dire que l'on cherche inutilement les maisons et ce n'était guère gai !
Ton fils qui t'embrasse. Georges

Le 1er mai 1917, Georges est affecté à l'escadrille F 8, sur avions Farman biplan, qui est rattachée à la 45e compagnie d'aérostiers. Cette escadrille sera équipée d'avions Dorand puis de Salmson, elle utilise comme insigne une croix de Lorraine rouge sur fond bleu.



Biplan français survolant une «saucisse» dirigeable gonflable utilisé par les Allemands.
Tirage numérique à partir d'une photo sur plaque de verre. Fonds Jean Labetoulle du Cghml.

*
* *

Deux morceaux de toile de l'avion boche abattu
Ernest Mazaud mobilisé de 1916 à 1918

Alain Pérel

Ernest Mazaud, mon grand-oncle, est né le 15 février 1897 à Pérols-sur-Vézère (canton de Bugeat, Corrèze). Il est le fils aîné de Michel Mazaud et d'Antoinette Nauche.
Ces derniers sont employés à la Compagnie de chemin de fer Paris-Orléans. D'abord en poste à Pérols, ils sont mutés à la gare de Saint-Julien-le-Vendômois, en basse Corrèze. Les deux frères d'Ernest y sont nés, Marcel en 1900, et Marius, mon grand-père, en 1902.
Ernest est appelé sous les drapeaux en juillet 1916. Il est versé dans l'artillerie et fait ses classes à Lyon et au champ de tir de Chambaran, dans l'Isère. Il arrive au front début septembre après affectation au 84e Régiment d'Artillerie Lourde (12e Groupe, 24e Batterie).
Inexplicablement, sur un peu plus de deux ans de guerre, presque aucune lettre de 1917 ne fait partie de l'ensemble précieusement gardé par ses parents : celui-ci comprend 10 lettres pour 1916, 2 lettres d'octobre et novembre pour 1917, et plus de 50 pour 1918. Ces courriers sont adressés à ses parents ou dans quelques cas à ses deux jeunes frères pensionnaires.
Ses périodes de permission se répartissent entre Saint-Julien-le-Vendômois et Lyon, où s'étaient installés ses grands-oncles Nauche comme entrepreneurs en bâtiment. Il est d'ailleurs fiancé à sa cousine, Léo Nauche, qu'il épousera après la fin de la guerre.
Il a successivement œuvré sur la Somme en 1916, puis à Verdun en 1917. Il retourne fin 1917 à Vincennes pour suivre les cours du peloton d'aspirants, puis est versé au 283e Régiment d'Artillerie Lourde (4e groupe, 27e batterie) en mars 1918, cette fois en tant qu'officier. Il est nommé sous-lieutenant le 15 juillet 1918. À son mariage avec Léo, le 26 novembre 1919 à Lyon, il est sous-lieutenant au 84e régiment d'artillerie lourde à Strasbourg.
En 1921, il a été rendu à la vie civile et travaille à Lyon. Il reprendra plus tard l'entreprise de bâtiment de son grand-oncle et beau-père.
Il est remobilisé en 1940 mais n'est pas fait prisonnier. Il aura la douleur, en 1944, de perdre ses deux fils, Michel et Lucien, résistants, fusillés par les Allemands comme francs-tireurs.
Il s'installe en retraite à Faux-la-Montagne (Creuse) d'où la mère de Léo était originaire et où était située la propriété familiale de sa belle famille. Il décède le 20 juin 1980, quelques mois avant Léo.
Je présente ici trois lettres de fin 1916, qui décrivent ses premiers sentiments à la découverte du front. Elles évoquent aussi un combat aérien juste au-dessus de lui. Il récupère à titre de trophée deux morceaux de toile de l'avion allemand abattu.
Une lettre de fin 1917 : Ernest est alors en formation d'aspirant à Vincennes. Dans cette lettre, il exprime (c'est rare) un certain désarroi sur la tournure de la guerre, suite au désastre italien à Caporetto contre les Austro-Hongrois, et à l'arrêt des hostilités par la Russie après la Révolution d'Octobre.
Plusieurs lettres, d'avril à octobre 1918, seront publiées en 2018 dans les *Mémoires de guerre des limousins*, elles éclairent parfaitement les opérations : dans un premier temps, début avril, les Allemands lancent un formidable coup de boutoir, notamment sur l'Oise : le but est de percer le front allié, en profitant des ressources supplémentaires qui leur sont apportées sur le front occidental par la fin de la guerre contre la Russie, avant que l'engagement des États-Unis n'ait donné aux Alliés un avantage déterminant. L'attaque est très péniblement contenue, et la contre-offensive décisive n'intervient qu'en juillet. L'unité d'Ernest intervient dans le secteur de Noyon, en protection de Compiègne, l'objectif des Allemands préalable à la percée finale

escomptée vers Paris.
Les courriers peuvent être facilement mis en rapport, d'une part avec l'histoire du front, d'autre part avec le compte rendu du Journal des Marches et des Opérations du 283e Régiment d'Artillerie Lourde.
Les deux lettres des 9 et 11 novembre 1918, qui décrivent de façon émouvante les perspectives de cessation des hostilités puis la fin officielle de la guerre.
D'une façon générale, les lettres affichent une confiance totale en la supériorité alliée, tant en valeur militaire qu'en moyens, sur le *Boche* (le terme *Allemand* n'est employé qu'une fois, le 8 novembre 1918, pour évoquer les parlementaires Allemands en vue de l'Armistice). Rares sont les moments d'inquiétude ou de doute.
On devine toutefois, lorsque la menace allemande se fait très précise au printemps 1918, que le front français recule car les lettres d'Ernest deviennent très laconiques quant à l'orientation géographique des déplacements… à l'inverse, les courriers lors de la contre-offensive de l'été sont plus explicites sur l'itinéraire de sa Batterie…

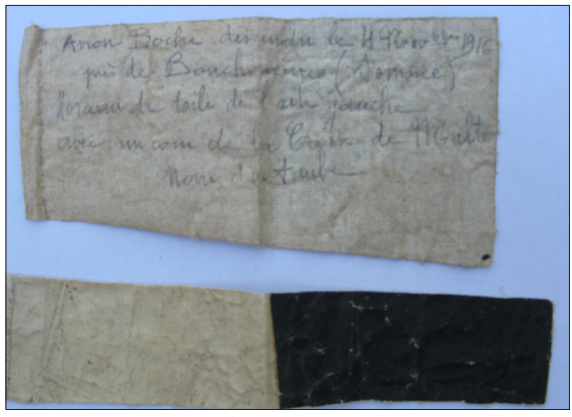
Ces lettres témoignent, en termes parfois très violents, de sa haine pour le *Boche*. Toutefois, en novembre 1916, une lettre de la mère de Léo, conservée aussi dans la famille, affirme qu'Ernest a pansé le pilote *Boche abattu*… mais lui-même n'en parle pas …
Ernest est sûr de lui et de ce qu'il fait. Ses récits des combats prennent volontiers un ton emphatique. La construction des lettres est soignée. L'orthographe utilisée (intégralement respectée dans la retranscription) est parfaite. L'écriture elle-même est bien calligraphiée.
Finalement, ses lettres de guerre sont tout à fait conformes au souvenir que je garde de l'oncle Ernest…

Lettre à ses parents *Le 19 octobre 1916*
Chers parents,
J'ai reçu avant-hier 17 votre charmante lettre avec le mandat en même temps que mon colis en bon état. Je vous en remercie. C'est tout ce dont j'ai besoin pour le moment. Quant aux effets dont vous me parlez je n'en n'ai pas besoin. La santé est excellente et je souhaite que ma missive vous trouve de même. Il fait un temps horrible ici. La pluie qui tombe fait du pays et des chemins piétinés une mer de boue.
J'ai déjà fait deux jours de service comme téléphoniste. C'est pas mal intéressant. Quand la ligne est coupée il s'agit d'aller la réparer et souvent il pleut… des marmites et pas des petites… Le plus ennuyeux dans ce métier c'est le mauvais temps car il faut en faire des kilomètres. Heureusement que je me suis porté comme bon nageur. Hier j'ai vu des cadavres de Boches. C'est dégoutant : il n'en reste plus que les os et les équipements. Vous savez ils ont les crânes salement carrés !… Tout près de nous un grand ravin de 1km de long en est couvert. Il s'en est fait un massacre il parait là. Ci-joint croquis avec les proportions. (le croquis n'a pas été conservé) *La croix indique ma position. Vous voyez à peu près le théâtre de mes exploits. Ce n'est pas précisément le bon coin car ça y pète. Enfin, j'ai bonne confiance et bon espoir.*
Je termine en vous embrassant de tout mon cœur. Signé : MAZAUD

Lettre à ses parents *Le 14 11 1916*
Chers parents,
(...) Je suis en excellente santé et vous souhaite tous de même. Il faut aussi vous faire une raison. Le danger est grand ici mais tout de même en faisant un peu attention et en étant prudent on n'est pas démoli du jour au lendemain surtout avec la bonne cagna que j'ai à présent. On entend toujours venir les obus au moins une seconde avant qu'ils tombent ; Aussitôt on s'aplatit et le tour est joué. Dans nos parages les Boches tirent un peu au hasard

et pas trop ! On reste des fois un jour ou deux sans voir une marmite. C'est qu'ils savent qu'ils n'ont pas autant de canons que nous et que s'ils nous embêtaient trop comme leurs batteries sont repérées on les aurait vite fait taire.
Il n'y a pas grand-chose de nouveau ici. Le temps est assez beau et doux et on n'est pas trop mal ces temps ci. Je mange comme quatre et me porte très bien. Je suis en train de faire un joli petit travail ici. Vous m'en direz des nouvelles …
J'espère que vous ne mangerez pas tous les marrons et que vous m'en laisserez pour ma permission. D'ailleurs j'en réquisitionne ½ sac pour mes 7 jours. Ordre militaire et supérieur. Faut obéir. Je termine en vous embrassant tous de tout mon cœur.
Votre artiflot. Signé : MAZAUD

Lettre à ses frères *Le 15 Nov 1916*
Mes chers Marcel et Marius,
Je profite d'un moment de loisir pour vous donner de mes nouvelles. Je suis en excellente santé et vous souhaite tous deux de même. (...) J'ai construit depuis une quinzaine de jours une cagna à 4 mètres sous terre, quelque chose de costaud. Là dedans, je suis tranquille et je suis presque assuré contre les marmites.
Ca bombarde presque sans arrêt et les opérations continuent toujours. D'ailleurs le temps les favorise : il n'a pas plu depuis 10 jours. Je viens d'apprendre un petit tuyau fort important : il parait que les anglais vont nous remplacer dans notre secteur dans les dix jours qui vont suivre, avant le 26 et en ce cas je ne sais pas trop où nous irions. On aura peut être un coin plus tranquille. On dit aussi que nous aurons d'autres canons (des 270 parait-il).
J'ai annoncé à St Julien ce qui est arrivé dans la gare où travaillent Barillaud et M. Bodin. Des quantités de munitions qui étaient là ont sauté faisant une quarantaine de morts. Je n'ai eu aucune nouvelle d'eux et j'irai sans doute les voir dans 3 jours. J'ai bien peur qu'il leur soit arrivé malheur car ils étaient des plus exposés.
Je vous envoie un bout de toile d'un avion boche descendu abattu le 4 Novembre à 50 mètres de moi, un jour que j'étais allé vers Bouchavesnes à l'observatoire. C'est celui dont on a parlé au communiqué du 13. Je vous raconterai de vive voix ce combat fantastique qui se passa à 100 mètres au dessus de moi et où le taube fut dégringolé.



Toile de l'*avion Boche* tombé aux pieds de l'oncle Ernest. Coll. A.P.

Mon tour d'aller en permission s'approche assez rapidement et je serai à St Julien plus tôt qu'on ne pense. Je suis en train de faire un petit travail magnifique dans lequel je me suis révélé un artiste. Vous m'en direz des nouvelles (Ich binn ingénieur ! …) Je l'ai réussi du 1er coup et les autres en sont épatés ! ...
Les Boches ne nous marmitent pas trop car ils savent que s'ils nous embêtaient trop nous leur aurions vite cloué le bec …(...)
Votre frangin qui vous aime bien. Signé : MAZAUD

*
* *

François Denhaut une campagne contre l'Allemagne en hydravion militaire

Frédéric Gravier

Un enfant de Champagnat

François Victor Denhaut est né à Champagnat dans la Creuse, le 4 octobre 1877. Il est le fils d'un entrepreneur en maçonnerie et ciment armé. Les premières années se passent à Champagnat, dans la maison de la famille maternelle. Son père est parti à *la campagne* sur les chantiers et ne revient que l'hiver auprès des siens. François Denhaut prend le métier de son père jusqu'en 1909, année où il se lance définitivement dans l'aviation. Il signe un premier contrat d'association avec Frédéric Danton, riche industriel et homme politique de la Creuse.

Ensemble, ils déposent plusieurs brevets dont celui d'un aéroplane qui vole à Port-Aviation (commune de Viry-Châtillon), mais ce dernier brevet l'est au seul nom de Danton. Denhaut devient alors chef pilote pour Pierre Levasseur et développe à ses heures creuses un prototype d'hydro-aéroplane à coque conçu comme un *canot volant*. Jérôme Donnet qui vient de lancer une école d'aviation lui prête un moteur pour son premier essai, mais c'est un échec. Un troisième homme vient compléter le financement du projet, Henri Lévêque. Après modification de l'appareil, c'est un succès. Le 13 avril 1912, l'hydravion à coque est inventé. Donnet et Lévêque crée la société Donnet-Lévêque qui prend en son nom les brevets des inventions de Denhaut. Peu après Denhaut est remercié et engage une procédure judiciaire contre Jérôme Donnet.

L'avant-guerre

Poursuivant sa carrière aéronautique malgré ses déboires financiers, François Denhaut est engagé en septembre 1913 aux *établissements des Aéroplanes Goupy* comme *ingénieur - directeur technique* avec un contrat pour y réaliser un hydro. Ambroise Goupy souhaite mettre au point un hydravion et a besoin des compétences et de l'expérience de François Denhaut. Les deux hommes se sont connus lors de la grande aventure de Port-Aviation, où alors que Denhaut invente l'hydravion à coque, Goupy s'essaye à perfectionner ses avions. La société GOUPY quitte Port-Aviation le 1er juin 1913 et vient s'installer boulevard du Point du Jour à Issy-les-Moulineaux.

Le premier appareil que Denhaut étudie est un *glisseur* entièrement en acier. Ce mode de construction est très innovant, même si la fabrication d'un aéroplane en acier a déjà été testée. Mais le projet ne se concrétise pas.

Il étudie également un hydro-aéroplane, dont les essais de mise au point, se terminent quelques jours avant la déclaration de guerre. Le prototype est une évolution d'un appareil déjà réalisé quand il travaillait aux établissements BOREL entre fin 1912 et début 1913.

Les essais de mise au point de l'appareil sont menés par un pilote d'expérience Stéfano Amerigo (ex-chef-pilote de Robert Esnault-Pelterie à Toussus-le-Noble) à Triel-sur-Seine du 15 juillet au 2 août. L'appareil doit être présenté à la commission de la Marine le 2 août. La guerre interrompt la présentation.

Cet appareil propose des solutions tout à fait originales. Pour ses premiers essais à Triel-sur-Seine en juillet 1914, il se révèle excellent dans sa tenue sur l'eau et en l'air par rapport aux hydravions existants grâce à sa coque munie de dispositifs spéciaux pour la haute mer.

Au mois d'août 1914, après la déclaration de guerre, les essais sont arrêtés et l'appareil est

ramené de Triel à Paris par voie fluviale, le moment étant trop critique pour le faire par la voie des airs, et on le transporte à Issy-les-Moulineaux.
Ambroise Goupy s'engage, ses ateliers s'arrêtent.
Denhaut a souhaité reprendre les essais pendant la guerre, malheureusement cette expérience est arrêtée par un incident, l'appareil entreposé à la maison Bonnet est détruit lors de l'incendie des hangars.


François Victor Denhaut, pose pour le photographe.

L'incorporation

Appartenant à la classe 97, service auxiliaire, François Denhaut ne doit être appelé que près d'un an après la déclaration de guerre, en juin 1915. Porté par l'élan patriotique qui anime la nation en ce début de conflit, il décide de devancer l'appel et se présente à l'incorporation.
Il dispose d'un ordre du général Bernard qui, persuadé que la guerre sera de courte durée, décide tout d'abord de fermer les écoles d'aviation, de refuser toutes nouvelles commandes d'avions et d'envoyer les mécaniciens d'aéronautique dans les régiments d'infanterie. Le général Hirschauer qui lui succède le 11 octobre 1914, fera annuler ces instructions.
Le général Bernard est directeur de l'Aéronautique militaire depuis le 2 août 1914, et il ordonne à François Denhaut, après bien entendu qu'il aura rejoint son corps, de partir à Dijon avec le titre de pilote aviateur et des considérations d'officier. Persuadé, comme beaucoup, que la guerre ne durerait pas plus de 3 mois, il part avec cet ordre pour chercher à s'engager. Le pilote Amerigo qui était son coéquipier chez GOUPY, en qualité d'étranger, l'accompagne, mais l'armée ne veut ni de l'un ni de l'autre !
Fort déconfit par cette mésaventure, il va trouver le capitaine Faucompré, qui est une vieille connaissance de Port-Aviation. Faucompré assure la direction de l'aviation au ministère de la Guerre. Mais, là également il est reçu comme *un chien dans un jeu de quilles*. La guerre débutant occupe tous les instants et les militaires n'ont que faire des préférences d'un engagé fut-il un ami.
Il s'en va donc directement rejoindre le 8 août 1914, la 2e réserve d'aviation de Dijon, toujours avec les considérations d'officier du général Bernard et le titre de pilote aviateur. À son arrivée, on l'adresse à un adjudant qui lui dit : *Ah ! Vous êtes pilote aviateur, vous avez des considérations d'officier !*, il lui prend son papier et le déchire devant lui. Il le classe mécanicien sous les ordres d'un caporal. François Denhaut en est surpris mais, philosophe, se dit qu'il est venu pour faire son devoir et que s'ils n'ont pas besoin de pilote, il tâcherait de rendre des services de son mieux comme mécanicien sous les ordres du lieutenant Collard.
Quelques temps après, sur la réclamation de certains camarades aviateurs auprès du commandant, il est nommé chef de hangar, et le surlendemain chef d'équipe, quelques jours plus tard, chef de piste pour les appareils Maurice Farman.
Il demande toujours à pouvoir piloter et à partir, mais jamais ce ne lui est accordé. Tous ses camarades partent dans les écoles et lui reste à Dijon. Finalement, la 2e Réserve d'aviation est dissoute et retirée de Dijon et Denhaut est versé à la compagnie pour faire la manœuvre du fusil avec les bleus !
À ce moment, le colonel Bouttiaux (ancien délégué du ministre de la Guerre et membre de l'inspection permanente de l'aéronautique) vint à passer une revue. François Denhaut

demanda à lui être présenté pour lui faire part de son désir de servir dans l'aviation. François Denhaut raconte lui-même cet épisode :

« Je demandai évidemment à lui être présenté pour pouvoir faire ma petite réclamation. Au port d'armes d'une façon impeccable, je me permis de lui dire :

- Mon Colonel, je suis Denhaut, vous m'avez connu dans telle circonstance, je suis pilote breveté etc…

Alors le brave colonel s'écria :

- Mais qu'est-ce que vous f.... là !

- Mon Colonel, répondis-je, c'est moi qui vous le demande

- Y en a-t-il d'autres dans votre cas ?

- 2 autres mon Colonel, et je les lui présentais.

Le colonel Bouttiaux donna alors l'ordre de m'envoyer sans délai au centre d'Avord. Après les rangs rompus, je vais trouver le lieutenant Voisin qui commandait la compagnie des bleus et lui dis :

- Mon Lieutenant, vous avez entendu ce qu'a dit le Colonel, je vais vous remettre mes armes et bagages, et prendre le train immédiatement.

- Oh !, me répondit-il, *tout de suite, en matière militaire, cela veut dire dans 15 jours. D'abord, vous aurez à passer un examen d'aviation.*

Je me permis de lui demander qui me le ferait passer.

C'est moi, dit-il.

Bien, je le passerai.

L'examen fut passé naturellement avec tous les avantages du côté du constructeur, et « il ne me fut permis qu'au bout de 15 jours à 3 semaines, de rejoindre le poste qui m'avait été désigné, et auquel j'aurais dû me rendre d'une façon immédiate ».

Arrivé au camp d'Avord près de Bourges, qui est une école d'application où les élèves pilotes volent essentiellement sur des appareils Voisin ou Maurice Farman, aucun appareil n'est disponible pour Denhaut. Il est envoyé à Pau le 20 décembre 1914, comme élève pilote avec les chefs pilotes Colliex (pilote d'hydro au meeting de Monaco en 1912 auquel participait également Denhaut) et le lieutenant Daucourt où il passe un mois environ. L'école dont il fait partie et qui vole sur des biplans est transportée à Avord le 7 janvier 1915. Il est rappelé à Avord parce que les biplans sont séparés des monoplans. Là, il effectue quelques vols avec les chefs pilotes suivants : de Francq, Labouret, Colliex, lieutenant Laurent, lieutenant Bielovucic.

Le retour à Dijon se fait le 8 février 1915.

Denhaut raconte la suite de sa carrière militaire comme suit :

« Je fus alors nommé instructeur technique des élèves pilotes à Dijon, et il m'arriva un petit malheur dont il vaut mieux ne pas parler. Devant ce nouveau succès, je me décidai à abandonner la partie et à rentrer dans le civil. Ma classe n'étant pas encore appelée, j'allai trouver le Commandant en lui disant : *Je vous prie de bien vouloir transmettre cette demande par voie hiérarchique de façon à ce que je sois renvoyé dans mes foyers. J'étais venu ici espérant y trouver des galons et rendre service à mon pays, je crois que je n'ai fait ni l'un ni l'autre ; je demande à rentrer.* Ma demande fut transmise, et je dois rendre justice à mes chefs supérieurs d'avoir compris ma situation en me rendant ma liberté, pour me permettre de faire tout de même mon devoir, de la façon dont nous aurons l'occasion de parler par la suite ».

Le 20 mars il est démobilisé, sa classe n'ayant pas été encore appelée. *Affecté spécial*, il est renvoyé à l'arrière.

Il est convoqué et affecté au 81e régiment d'artillerie le 15 novembre 1915, il n'a pas rejoint son régiment car le même jour il est détaché à l'usine DONNET, il est ensuite affecté au 23e régiment d'infanterie coloniale le 1er juillet 1917 mais est maintenu détaché.

Sous l'impulsion du ministère de la Guerre, il renoue avec Jérôme Donnet. Le 26 juin 1915 c'est la signature du contrat avec Jérôme Donnet et la fin des poursuites de Denhaut contre Donnet. François Denhaut est nommé le 1er juillet directeur technique des établissements Donnet.

La guerre maritime. Les forces maritimes en présence

Créée officiellement par un décret du 20 mars 1912, l'aviation maritime est encore à ses premiers balbutiements. Personne ne la prend très au sérieux et les esprits les plus innovants, s'ils accordent quelques valeurs à l'aéroplane pour les missions d'éclairage et d'observation, ne lui en reconnaissent aucune dans l'offensive. Le déroulement de la campagne lui permet de faire ses preuves et de prendre un essor considérable.

À la veille de la guerre, la France, à la tête de la 5e marine mondiale, possède hormis 8 cuirassés modernes, une flotte d'un âge assez avancé et d'une conception généralement obsolète. Face à elle, la jeune marine allemande, est dotée d'un matériel technique élevé, d'une artillerie excellente.

À cette époque, la neutralité affichée par l'Italie et l'alliance conclue avec la Grande-Bretagne, allaient nous *tirer une épine du pied*, car à elle seule, la marine française n'aurait pu soutenir la guerre sur mer.

L'Allemagne, de son côté, mobilise sa marine le 31 juillet, et sa flotte est prête dans les différents ports du pays. L'Autriche-Hongrie, a toute sa marine concentrée en mer Adriatique. Au début de la guerre, l'aviation maritime continue de recevoir quelques hydravions déjà commandés. Il s'agit d'une dizaine de Nieuport et de Voisin. Deux escadrilles à l'équipement disparate sont hâtivement créées et mises en place à Bonifacio en août et à Nice d'août à novembre, afin de surveiller l'attitude des forces italiennes dont la neutralité est vacillante, mais rien ne se passe et d'ailleurs l'Italie n'entre dans la guerre qu'en avril 1915 aux cotés de la France.

Déclenchement des hostilités

Afin de pouvoir acheminer les troupes d'Afrique du Nord vers la Métropole, des navires de commerce sont réquisitionnés. Pour protéger ces convois, l'armée navale appareille de Toulon, vers l'Algérie. Dans la nuit du 3 au 4 août, deux croiseurs allemands bombardent les villes de Bône et Philippeville. À la suite de ces actions, les hydravions Nieuport de Nice sont alors chargés d'essayer de repérer ces deux croiseurs. Ce seront de vaines recherches, ils se sont enfuis à Istanbul.

La présence à Istanbul de ces deux croiseurs, conduit les Alliés à bloquer l'entrée des Dardanelles, au moyen d'une force navale britannique renforcée par deux croiseurs français. La garde sera montée jusqu'en janvier 1915.

Premières opérations de l'aviation maritime

À l'été 1914, les armées françaises ne possèdent que 14 hydravions basés en France métropolitaine. Cette pénurie s'explique par l'indifférence des stratèges et, surtout, par la mainmise de l'aéronautique militaire qui a le monopole de la construction des moteurs, réservés en totalité aux appareils terrestres.

Le 29 juillet 1914, l'état-major général donne l'ordre de constituer, avec les moyens existants, 2 escadrilles destinées à surveiller les éventuels mouvements de la Flotte italienne basées à Nice et à Bonifacio. L'installation des hydravions à Bonifacio, s'avérant difficile, l'escadrille est ramenée à Saint-Raphaël.

En août 1914, lors de survols de la flotte autrichienne, quelques accrochages se produisent avec des Donnet-Lévêque autrichiens qu'ils avaient acheté à la France !

Fin octobre 1914, faute d'avoir trouvé une utilité à ses hydro, la marine propose à l'armée de

détacher un tiers de son personnel navigant au sein des escadrilles de l'aéronautique militaire. L'aviation maritime semble en voie de disparition. En effet le recrutement du personnel est arrêté, et une grande partie de son personnel volant est cédée, sur demande du ministre de la Guerre, à l'aéronautique militaire afin de la renforcer.
Mais cette volonté n'échappe pas à la marine britannique qui obtient de la France la mise à disposition d'une escadrille de Nieuport et s'en sert pour observer les mouvements ennemis le long des côtes.
Le 5 décembre, les vols de guerre commencent et de nombreuses reconnais-sances sont effectuées. Grâce à l'aviation maritime française, toutes les tentatives turques d'attaque par surprise échouent et permettent de faire échec à leur avancée sur le canal de Suez.
Lorsqu'il apparaît à l'Allemagne que la guerre risque de durer plus longtemps que prévu et que le blocus est appelé à jouer un rôle primordial dans les opérations terrestres, son état-major décide d'employer l'arme sous-marine (avec les fameux U-Boot de la marine allemande). L'amiral Lacaze du ministère de la Marine, réagit et commande la fabrication d'hydravions à coque, jugés plus fiables et plus performants que les hydravions à flotteurs, à la F.B.A. et bientôt à la firme Donnet-Denhaut qui sera créée.
Au cours cette guerre, l'aviation maritime française commande, à divers avionneurs nationaux et étrangers, près de 4 000 aéronefs des différents constructeurs. À la signature de l'Armistice, presque 3 000 d'entre eux ont été livrés. L'immense majorité de ces appareils est bien sûr constituée d' hydravions et, parmi ces machines, celles de la société Donnet-Denhaut, qui peut sans contestation possible, être considérée comme le premier fournisseur de notre marine. Ce sont en effet un peu plus de 1 000 hydravions de différents modèles qui sont construits par cette firme au profit de notre aviation maritime. De 1916 à 1918, les Donnet-Denhaut servent dans pratiquement tous les centres, en métropole bien sûr, mais également en Italie, en Grèce, en Tunisie, en Algérie, au Maroc, au Portugal et même le lointain Sénégal voit évoluer les petits hydravions dus à François Denhaut. Les premiers appareils entrent en service en 1916, les derniers ne sont désarmés qu'en 1925 soit presque une décennie plus tard.

La production des établissements Donnet-Denhaut

Jérôme Donnet pressentant le marché formidable que va procurer la guerre, a l'intention de fabriquer des appareils d'aviation de toutes sortes, notamment des hydro-aéroplanes pour lesquels il a l'expérience des Donnet-Lévêque, et de vendre lesdits appareils et tous accessoires.
Ayant besoin d'un technicien de qualité, il s'adresse de nouveau à François Denhaut et l'embauche comme directeur technique à compter du 1er juillet 1915 pour la durée de la guerre. Il loue une usine garnie de son matériel et de son outillage installée 13, boulevard de Levallois prolongé (sur l'île de la Jatte) à Neuilly. Le siège social est situé 57, rue de Villiers à Neuilly-sur-Seine.
Les deux hommes qui sont en procès depuis la création de la société Donnet-Lévêque, mettent fin à leur querelle juridique pour repartir sur de nouvelles bases. Échaudé après ses déboires avec Jérôme Donnet, François Denhaut demande à ce que soit accolé sous le nom de Donnet, sur chaque appareil la mention « Type Denhaut » ainsi que sur toutes les publicités de la compagnie (selon le contrat du 26 juin 1915 entre les deux hommes).
L'usine des *deux D*, sous l'impulsion et la direction technique de Denhaut va produire tout au long de la guerre dix prototypes et plus de mille hydravions de série. Tous les types d'appareils de cette société sont conçus par François Denhaut. D'une manière générale, ces appareils ont tous le même aspect extérieur : hydravion à coque à voilure biplan, stabilisé à la mer par des ballonnets fixés sur l'intrados des ailes inférieures. Les coques ne comportent pas de quilles, mais ont au contraire un profil concave. Le moteur est monté dans une cabane entre

les deux voilures et entraîne une hélice propulsive. Seule exception bien sûr, le bimoteur, les moteurs sont installés l'un derrière l'autre, celui situé à l'avant entraînant une hélice tractive.

Année 1915

Le premier appareil mis au point par les deux hommes est un appareil biplace à moteur le Rhône RH9c de 80 chevaux. Il effectue ses premiers vols fin 1915, mais il n'est pas sélectionné pour la production. Un seul prototype est construit.

Le second appareil est un hydravion biplace de reconnaissance. Il reflète la volonté de la marine d'avoir des appareils anti sous-marin. Il a une envergure de 14,20 m, une longueur de 10,80 m; Il est équipé d'un moteur 160hp Canton-Unné R9 (36 exemplaires construits) ou d'un 150 Hp Hispano Suiza 8 Aa (195 appareils construits avec motorisation HS, quelques-uns ont été équipés de 160 HP Lorraine).

Malgré une mise au point laborieuse, le ministère de la Marine commande 400 de ces hydravions pour la lutte anti-sous-marine et la surveillance côtière. Le premier vol a lieu en avril 1916. Il sera produit d'avril 1916 à août 1916.

L'appareil se présente comme un biplan à coque à moteur propulsif, ce dernier étant classiquement positionné dans une cabane entre les deux voilures. L'équipage de deux hommes était installé dans l'avant de la coque et disposait de trois postes.

Le centre de Dunkerque est en 1916 le premier utilisateur de cette machine, suivi de ceux de Bizerte et Salonique. Le modèle est retiré du service opérationnel au milieu de l'année 1917. Quelques exemplaires continuèrent cependant d'être utilisés par l'école de pilotage de Fréjus-Saint-Raphaël jusqu'au 1er trimestre 1918.

Sous la menace des sous-marins allemands, il est décidé de créer un centre d'aviation maritime dans le Pas-de-Calais. Ce dernier verra tout d'abord le jour en décembre à Boulogne, puis sera transféré début 1915 à Dunkerque. Ce centre est double : sur le terrain de Saint-Pol sont stationnés des avions terrestres de bombardement Biplan Voisin, tandis qu'à l'intérieur du port sont basés des hydravions de surveillance de type FBA (Franco-British Aviation, société qui a racheté la société Donnet-Lévêque dont les brevets conçus par François Denhaut et qui s'en est inspiré pour ses appareils).

Le 10 février 1915 marque la date du premier bombardement par un hydravion (sur la base sous-marine d'Ostende). Armé de bombettes d'une dizaine de kilos, l'appareil, et pour cause, n'occasionne pas de gros dégâts. Il faut noter toutefois que ces hydravions de patrouille côtière sont armés de bombes qui leur interdisent pratiquement une action offensive énergique. Ils se contentent de signaler l'ennemi aux patrouilleurs, à l'aide d'une TSF balbutiante et plus sûrement avec des messages lestés et jetés par-dessus bord. Ils s'éloignent rarement à plus de 100 km de Dunkerque et effectuent généralement des parcours triangulaires en mer du Nord. Dans cette zone souvent couverte de brume, chalutiers, sous-marins, torpilleurs et autres petits bâtiments essaient de naviguer entre champs de mines et barrages.

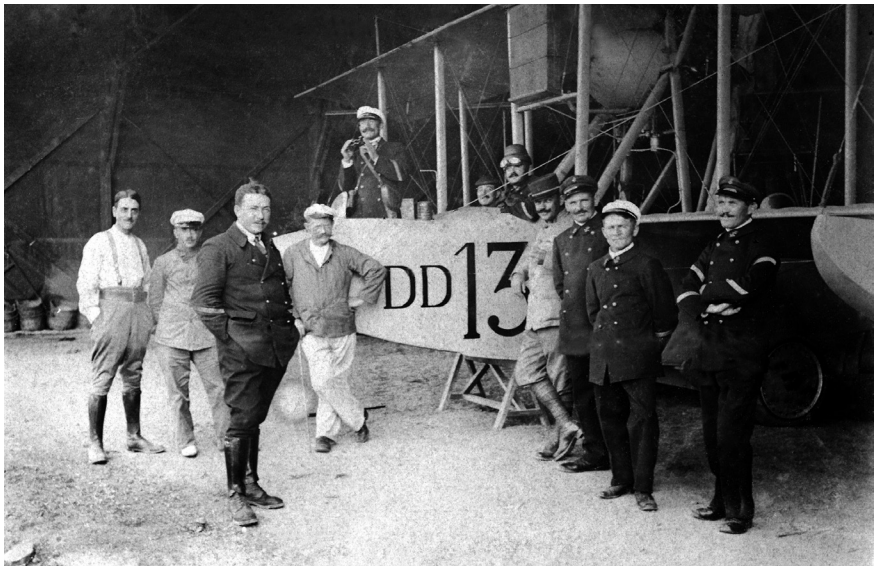
Au fil du temps l'unité s'étoffera de nouveaux appareils. Aux FBA utilisés de 1915 à 1917, viennent s'ajouter à partir de 1916 des Donnet-Denhaut ainsi que des Sopwith, puis à compter de 1917 des Hanriot HD2 et des Tellier.

Durant toute la durée de la guerre, ces hydravions de reconnaissance vont repérer ou attaquer plus d'une quarantaine de sous-marins ennemis.

La guerre avec l'Autriche-Hongrie éclate le 24 mai et les bâtiments commencent les mouvements prévus lors de la convention.

L'aviation maritime française est alors très employée dans la défense des côtes et y subit quelques pertes sensibles. Ses unités sont basées à Venise fin mai 1915 (hydravions FBA) et à Brindisi (Nieuport et Caudron 150).

Le second modèle fourni à la marine française par la société est le Donnet-Denhaut à moteur Hispano-Suiza 140/150ch. Il ne diffère du précédent que par une envergure un peu plus importante et des dispositions appropriées à l'installation de la nouvelle motorisation. Ce



Un hydravion Denhaut en 1916.

type est commandé à 195 exemplaires. Les premières livraisons ont lieu à partir du mois d'octobre 1916. Il demeure en service opérationnel jusqu'à la signature de l'Armistice et certains exemplaires continuent d'être utilisés par l'école de pilotage de Berre jusqu'au début des années 20.

Année 1916

Les sous-marins allemands continuent leurs ravages. Le front terrestre s'embourbe dans la guerre de tranchées.

La lutte anti sous-marine devient le sujet de préoccupation. Outre les mesures navales, le haut état-major se tourne vers l'aviation et l'aérostation maritime. Le programme prévoit la constitution d'un cordon de protection sur le littoral. À cet effet il est décidé de créer des centres d'aviation maritime à Boulogne (décembre), Le Havre (avril), La Rochelle-La Pallice (Juin), Saint-Mandrier (août).

Chacun d'entre eux est doté de 8 hydravions de reconnaissance. Les hydravions achetés en 1915 continuent leurs patrouilles. Au cours de cette année commencent à entrer en service des Donnet-Denhaut, à moteur en étoile de 160 chevaux (livrés à partir de mars) et à compter d'octobre avec un moteur en ligne de 150 chevaux. Ces hydravions ont une sécurité de vol ainsi qu'un rayon d'action très augmenté par rapport aux FBA de 110 chevaux. De plus, deux bombes de 52 kg peuvent être emportées à bord avec les deux hommes d'équipage.

Le Donnet-Denhaut à moteur Canton-Unné de 160 HP est produit en avril 1916 et août 1916. Tout le personnel destiné aux nouvelles escadrilles est formé au centre d'aviation maritime de Fréjus. En 1916, près de 600 hommes participent à l'installation et au ravitaillement des centres existants (Dunkerque, Boulogne, Le Havre, La Pallice, Argostoli, Corfou, Salonique, Bizerte et Venise).

Le 8 septembre 1916, la commission d'Études Pratiques d'Aéronautique (C.E.P.A.) est créée. Celle-ci a pour but de procéder aux études expérimentales de matériels aériens et d'assurer l'instruction du personnel spécialisé de l'aviation maritime (pilotes, observateurs, mécaniciens…).

En raison du début de la prolifération des centres d'hydravions, celui de Fréjus entame les leçons de pilotage sur hydravions, afin de faire obtenir aux pilotes de la marine fraîchement émoulus des cours basiques d'aviateurs terrestres, la capacité suffisante pour piloter ces

machines marines. Ces cours qui durent environ 2 mois, permettent à l'aviation maritime de disposer en fin d'année 1916 d'une centaine et en mai 1917, de plus de 300 pilotes.
François Denhaut va participer à ces différents mouvements en se rendant régulièrement sur tous les centres d'hydravion afin d'assurer le suivi technique de ses appareils.

Année 1917

À partir de 1917 l'aéronautique maritime va se développer considérablement dans le cadre de la lutte anti sous-marine. Les sous-marins allemands constituent en effet pour la France et ses alliés une très grave menace. De très nombreux centres d'hydravions sont alors installés le long des côtes de France et d'Afrique du Nord, en Grèce et même au Portugal. Les Allemands qui en février 1917 possèdent 111 submersibles, se lancent à corps perdu dans la guerre sous-marine. Tout est bon (paquebots, cargos, bateaux de pêche, transport de troupes…). Les pertes françaises durant les 4 premiers mois de l'année sont de 2 millions de tonnes.
Une direction de la guerre sous-marine (DGSM) est créée en juin 1917, afin de coordonner tous les moyens navals et aériens pour lutter contre ce fléau. Organisée en 6 sections, l'une d'elle est la section aéronautique de l'état-major général.
Elle crée des lieux d'implantation, dont de nouveaux Centres d'aviation maritime (CAM). Les CAM existants en 1917/1918 sont pour les principaux en métropole : Dunkerque ; Cherbourg ; Camaret ; Lorient ; La Pallice ; Bayonne ; Saint-Mandrier ; Fréjus ; Ajaccio.
À partir du début du 2e trimestre de l'année 1917, les centres d'aviation maritime commencent à recevoir une version améliorée du type précédent et dont la propulsion est assurée par un moteur Lorraine (AM) de 160ch. Si la coque est pratiquement identique aux autres modèles, la voilure en revanche est différente. Sa surface est passée à 45,77m² et sa structure a été modifiée. Il est utilisé jusqu'en décembre 1918. Commandés à 130 exemplaires, le nombre total de machines de ce type mis en service dans la marine se situe entre 120 et 125 probablement. Au moins deux appareils de ce type sont utilisés par la marine américaine à son centre école de Lacanau-le-Moutchic.
La perte du Lusitania, transatlantique britannique coulé en mai 1915, la découverte d'un accord secret germano-mexicain (en vue de l'attaque des États-Unis), les déclarations de l'Allemagne sur les zones maritimes, qu'elle veut interdire à la navigation (préludes de la guerre sous-marine) concourent à l'entrée en guerre des Américains à nos côtés le 6 avril 1917. Les États-Unis envoient des bâtiments légers au fur et à mesure de leur armement, pour compter en Europe une centaine de leurs unités à la fin de 1917. Ces unités participent alors au blocus. Des hydravions américains sont également convoyés en France. Ces derniers arment alors divers centres sur la côte Atlantique.
Dans le Pas-de-Calais, jusqu'au mois de juillet 1917, la suprématie aérienne revient sans conteste aux appareils armés par les Allemands. La marine suspend alors les vols des FBA, considérés comme des proies trop faciles, en attendant la livraison d'appareils plus modernes. Pour pallier cette faiblesse, une version modifiée du Donnet-Denhaut HS 200ch est étudiée un peu en catastrophe, au début de l'année 1917. Dès le mois de mai, une première machine de ce type est soumise à des essais opérationnels à Dunkerque et en juin 1917 au Centre de Brest-Camaret. Il s'agit d'une cellule en tout point comparable à celle du 150ch, mais avec un moteur Hispano-Suiza de 200ch. À l'issue de ces essais, une commande de 65 exemplaires de ces machines est passée le 28 juillet suivant. Les premiers appareils de série sont livrés à partir du mois d'octobre 1917 et répartis à raison de deux ou trois exemplaires par centre où, du fait de leur vitesse un peu plus élevée, ils sont en général maintenus en alerte, prêts à décoller lorsqu'un sous-marin ennemi est repéré au large.
En août apparaît une autre version de la marque. Il s'agit cette fois d'appareils de bombardement en bi ou en triplaces. Près de 400 de ces appareils vont alors être distribués

dans la majeure partie des CAM, et même dans ceux de l'US Navy. L'armement de ces appareils est renforcé.
Les hydravions français en Manche et mer du Nord, deviennent tellement gênants pour les Allemands que ces derniers effectuent un bombardement sur les installations à Dunkerque. Cette escadrille, est complètement anéantie dans la nuit du 1er au 2 octobre 1917.
Néanmoins, les temps ont changé. Grâce aux nouveaux appareils entrés en service dans les nombreux centres et postes de combat répartis le long des côtes, les sous-marins allemands sont repoussés dans leurs zones d'intervention à plus de 50 milles au large, réduisant à plus de la moitié le nombre de torpillages et d'attaques de navires.
Avec les appareils Donnet-Denhaut, les lieutenants de vaisseau Lefranc et Moutrelay réalisent dès 1917 la reconnaissance du fleuve Sénégal, soit 2 015 km en 18h 17 mn.
De tous les types d'appareils mis en service par l'aviation maritime pendant la Première Guerre mondiale, c'est certainement le Donnet-Denhaut 200ch (bombardement) qui a la plus grande diffusion. Le nombre total de machines de ce type commandées avoisine les 400 exemplaires auxquels il convient d'ajouter 35 supplémentaires utilisés dans les centres de l'US Navy.
Le Donnet-Denhaut Hispano-Suiza 8B de 200 HP ou Lorraine-Dietrich-160 HP est un hydravion triplace de reconnaissance côtière. Premier vol en mai 1917.
En 1917, quatre de ces hydravions sont achetés par le Portugal avec deux Tellier, afin de participer à l'escadron expéditionnaire en Afrique. Cependant, comme ils sont livrés seulement en 1918, ils ne prennent pas part à cette expédition et sont intégrés dans le centre de l'aviation maritime de Lisbonne.
La nouvelle machine dispose d'un équipage de trois (unpilote et deux canonniers). Une radio est également installée à bord. La première machine vole en mai 1917.

En réponse à une spécification marine pour un hydravion plus puissant, Donnet-Denhaut répond avec un hydravion de combat dédié, équipé d'un moteur Canton-Unné Z9 ou Hispano-Suiza 275ch triplace. L'envergure de l'aile inférieure est augmentée. Bien que commandés pendant la guerre, aucun de ces biplans triplace de patrouille n'est livré avant la fin des hostilités. 30 exemplaires sont construits.
Le Donnet-Denhaut Lorraine 230ch est commandé en juillet 1917. Il s'agit d'un appareil similaire à celui du 200ch Hispano-Suiza, sur lequel a été installé un moteur Lorraine de 230ch entraînant une hélice quadri pale. Livré à la C.E.P.A. de Saint-Raphaël à la fin de l'année, il demeure en service jusqu'au mois de décembre de l'année suivante et est finalement condamné pour usure générale. Cette machine, seul modèle de son type, ne fait l'objet d'aucune commande en série. Ses caractéristiques ne sont pas connues, il semble qu'elles sont très comparables à celles du 200ch biplace de bombardement.

Année 1918

En mars de cette année, l'armée américaine en France, compte 300 000 hommes. Avant que ce nombre n'augmente, l'armée allemande renforcée des 700 000 hommes qui ne combattent plus contre la Russie, pousse un coup de boutoir afin de bousculer les armées alliées.
Le général Foch, qui est nommé commandant en chef à la tête de ces armées, réussit à contenir cette poussée (les renforts allemands ont été compensés par près d'un million d'Américains en juillet), et sa stratégie domine celle de Ludendorf. L'armée allemande est repoussée sur ses frontières.
Le 1er janvier 1918, la marine émet une fiche technique sur quatre catégories d'appareils destinés à l'aviation maritime afin d'en augmenter la puissance et le rayon d'action. Parmi ces catégories se trouve celle réservée à des hydravions multi moteurs, de haute mer. C'est

le DD BM (bimoteur) 400 HP (Hispano-Suiza 200 HP x 2) de François Denhaut qui obtient le marché le plus important avec trente appareils, mais ils ne seront pas terminés avant la fin de la guerre.
En Macédoine, le général Franchet d'Esperey déclenche le 15 septembre, une attaque générale visant à la rupture du front bulgare. La bataille du Dobro Polje contraint la Bulgarie à déposer les armes le 29 du même mois. Franchet d'Esperey franchit le Danube, libère la Serbie et la Roumanie et menace alors l'Autriche et l'Allemagne.
En Turquie, le 30 octobre, le pays sur le point d'être envahi par l'avance alliée sur Constantinople, signe l'armistice de Moudros.
Au début de 1918, les établissements Donnet-Denhaut proposent à la marine un hydravion de haute mer. Il s'agit d'un grand biplan à coque propulsé par deux Hispano-Suiza de 200ch, identique au type dit *de bombardement*. Il ne diffère que par la présence d'un poste supplémentaire de tir installé sur la partie médiane du fuselage, immédiatement derrière l'hélice et offrant ainsi une défense contre les attaques menées de l'arrière. L'armement lui-même a été notablement augmenté puisque les deux postes de tir sont équipés d'un jumelage de mitrailleuse Lewis.
Le prototype effectue son premier vol le 24 avril 1918. Le 8 mai suivant, une commande de trente exemplaires est notifiée au constructeur. Les premières machines de série commencent à être livrées dans les derniers mois de la guerre. Après la cessation des hostilités, le modèle disparait très rapidement des inventaires de matériels et, à la fin de 1919, la marine n'en a plus que sept exemplaires en compte, mais aucun d'assemblé. Il semble qu'en fait le type n'est réellement mis en service que par le seul CAM de Toulon et encore, à très peu d'exemplaires. Une version équipée de deux moteurs Hispano-Suiza de 275/300ch fait ses essais au C.E.P.A. (Centre d'Expérimentations Pratiques de l'Aéronautique navale crée en 1916) à la fin de 1918.
Le Donnet-Denhaut Hispano-Suiza 275 ch, proposé en 1918, offre un dessin radicalement différent de celui des précédentes productions des établissements Donnet-Denhaut. Il se présente comme un grand biplan à coque aux voilures d'égales envergures et reliées entre elles par huit paires de mâts. Il est destiné à l'escorte d'appareils de patrouille et est lourdement armé de deux affûts doubles de mitrailleuses situés, l'un dans la pointe avant de la coque, et l'autre à mi-fuselage derrière la voilure.
Le prototype fut livré en novembre 1918, mais on ne connaît pas avec assez de précision la date de son premier vol pour savoir s'il a eu lieu avant ou après la signature de l'Armistice. Les 30 exemplaires commandés le 30 octobre 1918 ne sont livrés qu'en 1919 et sont, pour la plupart, utilisés par l'école des mitrailleurs bombardiers (future école du personnel volant) d'Hourtin jusqu'en 1924 au moins. Quelques machines sont également en service à l'école de pilotage de Berre et certaines autres enfin seront cédées à des compagnies civiles.
Le blocus instauré à l'encontre de l'Allemagne, porte ses fruits. Commençant à manquer de denrées essentielles, la population allemande souffre énormément. De graves mutineries ont lieu à Kiel et à Whilhemshapen, au sein des équipages de sous-marins. Le 5 novembre, le soulèvement de la marine impériale amène le haut commandement à la capitulation et à la signature de l'armistice du 11 novembre.
En Adriatique, la victoire italienne de Vittorio Veneto, le 24 octobre, contraint l'Autriche à signer l'armistice de Padoue le 3 novembre.
Seules deux nations autres que la France utilisent des hydravions Donnet-Denhaut au sein de leurs forces armées. Mais ce ne sont que des machines livrées sur les contrats français et non pas de commandes directes.

*
* *

Le cahier de chansons de Louis Masmonteil

Extraits choisis par Bernard Combastel

Le cahier de Louis Masmonteil est intéressant à plus d'un titre : il nous renseigne sur son parcours militaire, puis sur ses hospitalisations et enfin, au travers de chansons et de dessins humoristiques, sur quelques thèmes auxquels étaient sensibles les jeunes soldats.

Louis Masmonteil

Il est né le 24 juillet 1896 à Rilhac-Treignac en Corrèze, fils de François, forgeron, et de Jeanne Parneix. Il devient charron-forgeron aux côtés de son père.

Conscrit de la classe 1916 (matricule 1198), il est incorporé le 11 avril 1915 au 23e Régiment d'Artillerie comme 2e Canonnier stagiaire, passé au 117e d'Artillerie lourde le 7 mai 1716, passé au 23e d'Artillerie le 18 juillet 1916 et parti au front au 1er régiment d'Artillerie coloniale le 26 août 1916, comme il l'écrit dans son cahier.



Louis Masmonteil. Portrait avec l'aimable autorisation de la famille.

Atteint d'*adénites cervicales bilatérales* il est évacué le 5 avril 1917 sur l'ambulance de Pierrefond Oise, sur l'hôpital de Royaumond le 15 avril 1917, sur l'hôpital de Dol de Bretagne (Ile-et-Vilaine) le 18 mai 1917, sur l'hôpital du Val André (Côtes-du-Nord) le 22 juin 1917, sur le centre de réforme de Saint-Brieuc le 1er octobre 1917 et réformé temporaire le 12 octobre 1917.

Une pension de 240 F lui est accordée le 30 juin 1922 avec jouissance au 12 octobre 1921.

Il épouse en 1927 Marthe Amélie Barbazanges dont il aura un fils unique, Pierre, né en 1934. Avec la seconde guerre mondiale il est rappelé à l'activité et affecté à la manufacture d'armes de Tulle le 4 septembre 1939 puis au dépôt d'Artillerie N°313 le 1er avril 1940. Louis décède en 1967.

Le Cahier

La première page, qui mentionne les régiments auxquels il a été affecté durant sa formation militaire, nous indique aussi le moment de son départ pour le front avec le 1er Régiment d'Artillerie Coloniale. C'est cette même page qui a permis, en complément du registre matricule, de retracer son parcours résumé précédemment. Les 33 pages suivantes contiennent des chansons et des illustrations humoristiques (voir les pages 5 et 38 de ce numéro).

Le cri du Poilu



1er Couplet

V'là plus d'une année
Que dans les tranchées
Nos petits soldats
Loin de tout le monde sont là-bas
Tant que dans la bataille
Ils bravent la mitraille
Ils ne pensent plus à rien
Qu'à tirer sur ces sales Prussiens
Mais quand ils sont au repos
Et qu'ils n'ont plus de flingot
Couchés sur le dos

Refrain

A nos poilus qui sont au front
Qu'est-ce qu'il leur faut comme distraction
Une femme, une femme !
Qu'est-ce qui leur ferait gentiment
Passer un sacré bon moment ?
Une femme, une femme !
Au lieu de la sale gueule des Allemands
Ils aimeraient bien mieux certainement
Une femme, une femme !
Cré bon sang!
Qu'est-ce qu'y donneraient pas
Pour tenir un moment dans leurs bras
Une femme, une femme !

2e Couplet

Quand, en ribambelle,
Ils bouffent la gamelle
C'est vite avalé
En deux temps ça n'a pas traîné
Ensuite sur la paille
Allongés ils bâillent
Se faisant nom de nom
Presque tous la même réflexion
Et dans ce moment-là
À quoi pensent-ils tout bas ?
Ne cherchez pas !

Refrain

A nos poilus qui sont sur le front
Qu'est-ce qu'il leur faut comme distraction ?
Une femme, une femme !
Quand ils ont bouffé le rata
Qu'est-ce qu'ils demandent comme second plat
Une femme, une femme !
Sapristi, pour calmer leurs nerfs
S'il leur arrivait comme dessert
Une femme, une femme !
Qu'elle soit grande ou petite ma foi
Ça fait rien, pourvu que ce soit
Une femme, une femme !

3e Couplet

Quand, dans la tranchée,
Ils passent la journée
Par les petits créneaux
Ils envoient aux Boches des pruneaux
Puis ils se reposent
Pensent à des tas de choses
Qui leur font cré nom !
Passer dans tout le corps des frissons
Avant de s'endormir
Ils ont dans un soupir
Le même désir.

Refrain

A nos poilus qui sont sur le front
Qu'est-ce qu'il leur faut comme distraction
Une femme, une femme !
Il y a tant d'amoureux là-bas
Qui pourraient faire plaisir à
Une femme, une femme !
À ce moment c'est l'essentiel
Il faudrait qu'il leur tombe du ciel
Une femme, une femme !
Et comme prière du soir Ils disent:
Bon Dieu! fais-nous donc voir
Une femme, une femme !

*
* *

Amour, chair, tendresse
La sexualité des poilus au front

Brigitte Favrie-Banette

J'entends du bruit ce sont des rats qui pas à pas
Tournent autour de ma cabane en la nuit pâle
Tournent en rond
Et je te baise
Sur ton beau sein fait d'une rose et d'une fraise
Et tu me baises sur le FRONT

Guillaume Apollinaire. Poèmes à Lou, 1re édition sous le titre *Ombre de mon amour,* Vésenaz près Genève, Pierre Cailler, 1947. Guillaume Apollinaire a reçu la visite de sa maîtresse Louise de Coligny-Chatillon sur le front en 1915.

Mon amour, ma survie !

Le caractère intime tout en tendresse et sensualité de cette missive est sans doute assez inhabituel entre époux façonnés par la pudeur et le carcan traditionnaliste des familles rurales de la Haute-Corrèze. D'autres soldats se montrent plus prosaïques[1]. Ces jeunes hommes se trouvent soudain privés de leur famille, de leurs fiancées, de leurs épouses, condamnés à la boue, à la peur, à l'omniprésence de la mort. La durée du conflit, l'enlisement dans les tranchées contraignent le soldat à un long carême affectif et à bien des tourments et frustrations de ses désirs intimes.

Comment les autorités civiles et militaires ont-elles géré la souffrance sexuelle et la carence affective de toute cette jeunesse jetée dans la guerre pour de longs mois. Les femmes qui n'enfantent plus[2], la semence des époux risquant d'être avariée par les maladies vénériennes ou gaspillée avec des femmes de mauvaise vie. Des épouses laissées seules face aux tentations de l'adultère en particulier en ville, ou bientôt prématurément veuves.

Les téméraires

François Pagand a été incorporé au 100e régiment d'infanterie de Tulle en août 14. Il a participé à la bataille de la Marne puis à celle du bois d'Ailly. Son beau-frère Jean Couturas y a disparu en avril 1915. Sapeur-pompier, il est affecté au 1er régiment du Génie et est cantonné dans le secteur de Péronne en mai 1916. C'est entre Marne et Somme que Suzanne lui rend visite. Le 1er juillet débutera la terrible bataille de la Somme, offensive franco-britannique qui provoquera jusqu'en novembre un million de morts, blessés ou disparus pour quelques petits kilomètres de terrain gagnés.

La lettre de François est l'écho de ce moment d'intimité amoureuse qu'il vient de connaître avec son épouse venue le rencontrer près de la zone du front.

Cette visite est une démarche audacieuse, en principe interdite. Il faut obtenir un sauf-conduit. Mais l'enlisement de la guerre pousse de plus en plus de femmes, maîtresses et mères de famille à braver les règlements et à se rendre dans les villes où sont cantonnés leurs hommes avant le retour dans les tranchées. Les militaires s'accordent pour considérer

1 «… l'absence de caresses féminines fait de nous de jeunes sauvages maniaques et grognons… À force de ne plus fonctionner mon organe n'existera peut-être plus... » André Khan, avocat lorrain, brancardier, lettre à son épouse 18 octobre 1914.

2 Dans les 77 départements non envahis le nombre moyen annuel des naissances vivantes est de 600 000 avant-guerre. Il tombe à 386 000 en 1915, 313 000 en 1916 et remonte à 400 000 en 1918.

ces visites comme susceptibles *d'énerver la discipline et d'amollir le courage*[3]. Ces relations *passionnelles* ne vont-elles pas épuiser le soldat ? Les femmes doivent, en attendant le retour du permissionnaire dûment incité à cette occasion à en profiter pour faire son devoir d'époux[4], s'en tenir à l'abnégation, privilégier l'amour de la patrie à celui de l'amour conjugal. C'est une minorité de soldats qui pourront rencontrer leurs épouses dans ces hôtels de la zone devenus maisons de rendez-vous où les chambres sont prises d'assaut. Les gendarmes se montrent cependant philosophes. Tandis que l'armée veille, et au besoin sanctionne le soldat, malgré les critiques de la presse et les demandes en son sein même de lever l'interdiction faite aux femmes de venir visiter leurs conjoints, en particulier pour les officiers[5].

Les empoisonneuses



La prostitution se décline avec humour... carte postale des années de guerre

Les militaires redoutent encore plus la prostituée, une corruptrice, voire une espionne. Et pourtant les *professionnelles* mais aussi de jeunes réfugiées, des ouvrières appauvries par la montée des prix en ville, affluent dans les cités de la zone, les lieux de passage et de casernement, autour des gares parisiennes par où transitent les permissionnaires. Aussi l'armée édicte, dès le début de la guerre de position, des zones dans lesquelles il sera possible de prendre en main le contrôle des *filles* au nom de la défense nationale et de la santé publique. Les premières années de guerre, le commerce du sexe reste alors toléré mais ses excès, la publicité éhontée de la débauche, le scandale et le tapage conduisent, plus que le risque de morbidité vénérienne, à évacuer des prostituées. La règlementation sera contrainte à évoluer et la police médicale remplacera la police des mœurs. Une circulaire du 13 mars 1918 donne le droit à l'armée d'organiser des maisons de tolérance[6]. Dans les chambres de ces bordels prophylactiques sont affichés des conseils sanitaires. L'état de santé des prostituées y est régulièrement contrôlé. Cependant, les militaires refuseront de distribuer gratuitement des préservatifs à leurs troupes. Un moyen contraceptif contraire à la campagne de repopulation nécessaire de la patrie, mais aussi jugé comme objet d'incitation au vice, ils prôneront la chasteté en service, privilégiant la surveillance de la sexualité du

3 Général Sarrail, commandant en chef des armées d'Orient.
4 Le système des permissions est mis en place de façon chaotique entre fin 1914 et l'automne 1916. Elles sont en principe accordées pour une semaine tous les 4 mois à partir de mi 1915 selon les nécessités du combat et seront appliquées de façon inégalitaire. Certains soldats devront attendre 2 ans avant de retrouver leur famille !
5 Cf. illustration *Le Cri de Paris*
6 Elles existent déjà aux colonies.

soldat dans les établissements que l'armée contrôle.
La position de l'armée française montre les ambiguïtés dont elle fait preuve, engagée à la fois dans sa mission moralisatrice des individus et dans le proxénétisme.

L'armée s'inscrit dans les courants sur lesquels, dès 1914, de nombreux penseurs de droite mais aussi de gauche s'accordent pour considérer la guerre prochaine comme une démarche régénératrice, fustigeant le goût des plaisirs, l'insouciance de ce qu'on appellera plus tard la Belle Époque. Une certaine forme d'immoralité dans les productions théâtrales ou littéraires, mais aussi l'alcoolisme, la syphilis, la pornographie et accessoirement la tuberculose (cependant moins honteuse que les fléaux précédents), menaçaient de précipiter la France dans le déclin, tout comme l'influence des néo-malthusianistes.
Cette angoisse de la dégénérescence de la race française et son corollaire de décadence morale donne tout son sens au combat antivénérien durant la Grande Guerre.

La nouvelle peste noire

La maladie vénérienne, et en tout premier lieu la syphilis, risque donc de corrompre le précieux sang français, celui du soldat, mais aussi du futur père de famille et de ses héritiers. Le soldat contaminé est suspecté de vouloir échapper à son devoir, d'être un empoisonneur. Admis dans une formation sanitaire, il est étroitement surveillé et portera jusqu'en 1916 un parement jaune au col. Soumis à la diète, les permissions lui sont bien entendu interdites. C'est à partir de la fin de l'année 1915 que, devant la croissance de l'épidémie, l'armée et le ministère de l'Intérieur entreprennent une politique de médicalisation qui passe par la contrainte et la déculpabilisation. La visite sanitaire des organes génitaux au départ comme au retour des permissionnaires devient le pilier de la lutte antivénérienne suivi par l'obligation de soins et l'internement jusqu'à la guérison. Des relevés statistiques des différentes maladies épidémiques se mettent en place durant les années 1915/1916. Mais pour être efficace il faut aussi appliquer les mesures de prophylaxie aux civils à risques, les ouvriers et ouvrières par exemple[7]. Le médecin doit dénoncer les coupables. De nombreux dispensaires aux consultations ouvertes et gratuites se mettent en place dans les villes malgré la pénurie de médecins et des laboratoires sous-équipés. Des commissions hospitalières de certaines municipalités, comme Limoges en février 1918, refusent de constituer de tels services tant que le ministère de l'Intérieur n'assurera pas la prise en charge des médicaments. Doit-on cependant rendre obligatoire pour le soldat le passage trois heures après un rapport sexuel au cabinet prophylactique comme le pratique l'armée américaine ?
Les sanctions pour ceux qui s'y soustrairaient sont rejetées, et en juin 1918 ces stations prophylactiques sont à l'essai dans les IXe et XVe régions puis généralisée, en août à toute la France.
Mais dans ce domaine comme dans celui de la prostitution, les autorités publiques et militaires ont oscillé durant le conflit entre solution autoritaire, coercition, déculpabilisation et responsabilisation du malade.

Les anges blancs

Pour le militaire, l'hôpital, autrefois lieu de déchéance et de misère, ou l'infirmerie, constitue, dans un premier temps, quelle que soit la gravité de ses blessures ou de sa maladie, une échappatoire à la guerre. Les auxiliaires de santé, sont 100 000 dont 70 000 bénévoles (parmi lesquelles des religieuses) à suppléer les infirmiers militaires envoyés au front. Majoritairement issues de la bourgeoisie, formées par la Croix-Rouge elles feront l'objet de discours élogieux à la fin de la guerre. Mais médecins et militaires vont là encore mettre bon

7 Cf. *Classes laborieuses/classes dangereuses.* Louis Chevalier, Paris, Plon, 1958.



ordre aux relations affectives (voire plus) qu'un soldat pourrait entretenir avec l'infirmière. Des manuels leur recommandent d'éviter toute coquetterie, il leur faut être *viriles dans leur soins* mais maternantes tout en se gardant de *cajoleries puériles*. Ici encore le combattant assailli par la douleur ne doit pas être amolli. Les médecins privilégient dans leurs choix une femme âgée ou mariée, le marivaudage, la séduction pouvant susciter des désirs qui ne peuvent que détourner le soldat de son devoir. Ils traquent les attentions superflues, des caresses prodiguées à des mâles diminués par leurs blessures ou la maladie.

Cependant privés de présences féminines depuis de longs mois, le patient retrouve auprès des soignantes un peu de l'image bienveillante et consolatrice de leurs mères, leurs sœurs, leurs fiancées pour quelques jours ou quelques semaines. Et bien des panseuses sauront soigner les corps et les cœurs.

Les marraines de guerre

Dès janvier 1915, des soldats apparaissent plus isolés. Orphelins ou natifs des régions occupées, ils ne reçoivent pas de courrier, ces lettres et colis qui permettent de supporter l'absence, de retrouver quelques bribes d'intimité et l'espace rassurant de la cellule familiale. Plusieurs associations se créent comme la *Famille du soldat*, *Mon soldat* encouragées par la bourgeoisie, relayées par les annonces de la presse *La Croix* et *L'Echo de Paris* qui connaissent un vif succès. *Flirt sur le front* fondé par le journal *Fantasio* bimensuel plus léger que ses confrères est vite débordé par les annonces des soldats.

Les marraines se recrutent dans toutes les classes de la société, certaines s'organisent et *adoptent* plusieurs filleuls. Des photos s'échangent, on se rencontre lors de permissions, faisant naître idylles ou déceptions. Mais des soldats débrouillards cumulent les marraines et revendent leurs colis à leurs compagnons. Des escrocs monnayent les nombreuses réponses reçues à leurs camarades. L'opinion alertée fait des marraines, pourtant souvent caricaturées en vieilles filles laides et animées par un désir charitable de soulager les âmes, des débaucheuses et des aventurières, parfois même des espionnes. On soupçonne les Allemands de se renseigner ainsi sur les mouvements de troupes ou le moral des soldats. Les militaires exigent des contrôles et des références sérieuses. La correspondance des marraines suisses est, même, un temps, suspendue.

L'armée voit d'un mauvais œil ce besoin de confier ses peines, sa souffrance, de rechercher l'affection auprès d'une inconnue. Le poilu doit être un héros stoïque, endurant, qui n'a pas

à se plaindre. Pourtant *si la morale eût parfois à en souffrir, le moral y trouva son compte*[8].
La longueur du conflit, la mort d'un filleul, les abus de certains, la suspicion de l'autorité militaire émoussèrent l'ardeur patriotique des marraines.



L'obsession sexuelle ne fait guère de doute lorsque les poilus sculptent dans les restes d'obus des sexes érigés. coll. particulière.

Le poilu n'a pas droit à la faiblesse, à la défaillance, il doit maîtriser ses désirs sexuels, ses passions, être ferme et déterminé. Passent encore les échanges de cartes postales grivoises, les objets érotiques qu'on grave dans les douilles ou le bois. Il peut encore conter fleurette aux jeunes femmes accortes, restées dans leurs villages près des cantonnements qui lui offrent le couvert, blanchissent le linge… parfois plus…

L'armée et l'État sont là pour renforcer les normes, contrôler la morale. L'épouse doit être une mère en puissance, dévouée à son héroïque époux parti la défendre sur le front. La veuve, privée de l'autorité morale de son époux doit se montrer digne. La jeune épouse doit se préparer à accueillir un mari malade, un grand mutilé.
Amour, chair et tendresse n'ont droit d'exister que pour accomplir son devoir d'époux et remplir le ventre des femmes. L'intrusion des expériences de guerre marqueront la vie intime de bien des couples.
Roger Cahen, un des derniers combattants de la Première Guerre mondiale encore vivants en 1998, répondit à une question d'un journaliste de France3, que c'est la tendresse qui lui avait le plus manqué durant les combats.

8 *La vie quotidienne des civils en France pendant la Grande Guerre*. Gabriel Perreux.Paris, Hachette, 1966

*
* *

Le Chemin des Dames ou l'impossible rupture du front

Philippe Grandcoing

Destiné à jouer un rôle crucial lors de la grande offensive préparée par le général Nivelle, Mangin se plaisait à répéter que les Français s'étaient conduits en enfants en 1915, en vieillards en 1916 et il était temps qu'ils se conduisent en hommes en 1917[1]. Par cette formule, il entendait définir l'état d'esprit présidant aux calculs du Grand Quartier Général. Il fallait renoncer et aux couteuses offensives mal préparées de 1915 et aux batailles d'usure de 1916, qu'elles soient défensives à Verdun, ou offensives sur la Somme. Pour Nivelle et Mangin, la méthode inaugurée à l'automne 1916 à Verdun pour reprendre le terrain conquis par les Allemands était la clé de la victoire.

Le triomphe de « l'école de Verdun »

À la fin de l'année 1916, le gouvernement a enfin obtenu ce qu'il voulait depuis plusieurs mois : le départ du généralissime Joffre de la tête des armées. Pour cela il a fallu lui promettre le maréchalat et une fonction toute honorifique – qu'il finira par refuser – chef d'Etat-major interallié. Pour le remplacer, le gouvernement Briand choisit Nivelle. Il n'est ni le plus glorieux ni le plus capé des généraux français, mais s'impose face à Pétain et de Castelnau. Le premier est trop temporisateur au goût des ministres et des députés qui souhaitent une victoire rapide, le second, surnommé le « capucin botté », passe pour un monarchiste catholique hostile à la république.

Nivelle fait partie de ces officiers dont la guerre a brutalement accéléré la carrière[2]. Né en 1856 à Tulle d'un père capitaine et d'une mère anglaise, il est reçu à Polytechnique en 1876[3]. Colonel en août 1914 après plusieurs faits d'armes outre-mer, il est général de division en octobre 1915. Il a surtout à son actif son passage à la tête de la IIe armée, où il succède à Pétain dans le secteur de Verdun en avril 1916.

Avec Mangin, un autre officier longtemps passé par la Coloniale, il a mis au point un schéma tactique efficace : une intense mais brève préparation d'artillerie précédant une offensive brutale. La reprise des forts de Vaux et de Douaumont démontra que cet artilleur maîtrisait bien son sujet. En outre Nivelle sait ménager les hommes politiques, ce qui est plutôt rare alors dans les milieux militaires et sa parfaite maîtrise de l'anglais lui permet d'entretenir de bonnes relations avec l'allié britannique.

Nommé commandant en chef, il élabore un plan qui ne peut que séduire. L'assaut principal initialement prévu en février, doit se porter sur l'Aisne. Les Anglais en attaquant du côté d'Arras fixeront une partie des troupes adverses, tandis que les Italiens et les Russes mèneront de leur côté leurs propres offensives. Nivelle, qui aime se référer à Napoléon, pense qu'il peut obtenir facilement la rupture et ainsi réintroduire l'art de la manœuvre sur le champ de bataille. Pour ce faire, il propose une méthode qui paraît simple : un tir de barrage roulant d'artillerie, précédant d'une centaine de mètres les fantassins montant à l'assaut et progressant au même rythme qu'eux. D'après ses calculs, en avançant au rythme de 100 mètres toutes les trois minutes, la percée serait obtenue dès le premier jour ou, au pire, à J+1.

Son optimisme suscite bien sûr des réserves. De la part de Pétain, qui ne croit pas au dogme

1 Jean-Yves Le Naour, 1917, Perrin, 2015, p. 77.

2 Il existe une biographie récente de Nivelle, visant à le réhabiliter. Cf. Denis Rolland, *Nivelle, l'inconnu du Chemin des Dames*, Imago, 2012.

3 Voir la généalogie du général Nivelle D'onte ses N°14, automne-hiver 2016.

de l'offensive, mais aussi chez Lyautey, le nouveau et éphémère ministre de la Guerre[4] et chez son successeur, le mathématicien Painlevé. Plus inquiétant, certains de ses subordonnés ont de sérieux doutes sur la méthode préconisée par leur chef, particulièrement le général Micheler, alors que celui-ci commande le Groupe d'Armées de Rupture, censé exploiter en profondeur la percée des premiers jours[5].

Une offensive qui s'annonce mal

Ces doutes et ces craintes se font d'autant plus forts que le plan initial connait nombre de modifications. Tout d'abord, il faut retarder le lancement de l'offensive. Des dissensions sont apparues avec l'allié anglais et il a fallu du temps pour le convaincre de ne jouer qu'un rôle secondaire dans ce qui s'annonce être la bataille finale. D'autre part, à compter du 4 février, les Allemands ont opéré un retrait tactique dans le secteur de l'Aisne et de la Somme, le long d'une ligne fortifiée à l'avance, la ligne Siegfried, afin de raccourcir leur front. Or le plan de Nivelle prévoyait d'attaquer dans ce secteur. Il faut donc trouver une autre zone pour l'offensive, les destructions allemandes ayant créé un vaste no man's land de plusieurs dizaines de kilomètres de profondeur, ne pouvant servir de point de départ à une vaste opération militaire. Ce sera donc un peu plus à l'est, dans le secteur du Chemin des Dames, que l'offensive sera lancée.

Le terrain n'est pas a priori le plus propice pour les Français. Les Allemands contrôlent les crêtes, notamment l'étroit plateau entre Craonne à l'est et Laffaux à l'ouest, entre les vallées de l'Ailette et de l'Aisne, là où dans les années 1780 avait été pavé un chemin à la demande des filles de Louis XV, d'où son nom de « chemin des Dames »[6].

Autre déconvenue, l'offensive sur le front occidental ne pourra être coordonnée avec celles des alliés italiens et russes. À l'Est, la révolution de Février a désorganisé l'armée. Certes, le gouvernement provisoire a promis qu'il tiendrait ses engagements, mais les débats font rage sur les buts de guerre russes et la population commence à montrer des signes de lassitude. En outre, la dualité des pouvoirs à Petrograd – un gouvernement soutenu par les députés de la Douma et un soviet expression d'une démocratie directe – ne facilite pas les choses. Il est donc urgent d'attendre avant de lancer une offensive. Quant à l'armée italienne, étrillée par ses dernières attaques, elle n'est pas encore prête.

Enfin, la méthode de Nivelle supposait de frapper fort à un endroit où l'ennemi serait très inférieur numériquement sans lui laisser le temps d'organiser ses défenses. Or les préparatifs de l'offensive ne passent pas inaperçus. Plus de 5 000 canons sont massés sur un front d'une trentaine de kilomètres. Des dépôts de munitions sont installés, des abris pour 200 000 hommes sont édifiés. Dès le mois de mars, les Allemands savent où portera le prochain coup et ils ont tout loisir d'amener des renforts dans le secteur et d'aménager abris et fortifications. La topographie s'y prête. Les côtes crayeuses abritent cavernes et carrières, appelées localement « creutes », qu'il est aisé de transformer en fortins bétonnés. Des tunnels, des casemates sont également creusés pour y abriter des hommes et du matériel. Pis encore, quelques jours avant l'offensive, par deux fois, les Allemands capturent des officiers porteurs d'une partie des plans détaillés de Nivelle.

Malgré ces mauvaises nouvelles, le général en chef s'entête. Pourtant, en haut lieu, on commence à s'inquiéter. Des hommes politiques, avertis par des militaires sceptiques, souhaiteraient sursoir à l'offensive. Début avril, les rencontres se multiplient. Poincaré, président de la République,

4 Appelé au gouvernement par Briand fin 1916, Lyautey entre très vite en conflit avec les parlementaires. Refusant que des civils se mêlent de la conduite de la guerre, il déclenche le 14 mars 1917 un violent incident à la Chambre et préfère démissionner, entraînant dans son sillage la chute du gouvernement (Voir Arnaud Teyssier, Lyautey, Perrin, 2004).

5 Jean-Yves Le Naour, op. cit., p. 89 et sq.

6 Sur le Chemin des Dames, un ouvrage collectif fait référence. Voir Nicolas Offenstadt (dir.), *Le Chemin des Dames. De l'évènement à la mémoire,* Stock, 2004.

soutient Nivelle. Painlevé, fort de l'avis de Pétain et d'autres généraux, préférerait se contenter d'une attaque beaucoup plus limitée.
Entre les deux, Ribot, chef du gouvernement, hésite. Le 5 avril, au château de Compiègne où Nivelle a installé son QG, a lieu la rencontre décisive. Tous les commandants d'armée sont là, une partie du gouvernement et le chef de l'Etat. Nivelle a mis sa démission dans la balance et a gagné. L'offensive est maintenue mais il s'est engagé à la stopper si dès le deuxième jour les objectifs n'étaient pas atteints[7].

La bataille s'est livrée à 6 heures du matin ; à 7 heures elle était perdue [8]



Le chemin des Dames les attelages de l'artillerie, disloqués après une attaque.
Photo du Cghml à partir du Fonds Jean Labetoulle.

La bataille s'engage le 9. Ce sont les Anglais qui tirent les premiers coups de canon, du côté d'Arras. Ils s'emparent de la crête de Vimy, contraignant les Allemands à reculer de 10 km. Puis la IIIe armée française se lance à l'attaque de la ligne Siegfried, mais sans succès. Toutefois, ce ne sont là que manœuvres de diversion, destinées à fixer au maximum l'adversaire, tandis que se prépare la grande offensive plus à l'est.
Le 10 avril, les 5 000 canons entrent en action. La préparation d'artillerie doit être brève mais intense. Or, elle manque cruellement d'efficacité. Une raison simple à cela : le ciel est allemand au-dessus du secteur. Cela tient tout d'abord aux conditions météorologiques. Le vent, les nuages, la pluie glaçante, gênent considérablement les aviateurs français. En outre, ils sont surclassés, en nombre et en qualité, par la chasse allemande[9]. Faute de réglages adéquats, beaucoup de tirs sont inefficaces. Les mauvaises conditions météorologiques obligent également à repousser l'assaut de plusieurs jours. Tout effet de surprise est donc réduit à néant.

7 Jean-Yves Le Naour, op. cit., p. 122-131.
8 La formule est du lieutenant et député Ybarnegaray, cité par Jean-Yves Le Naour, op. cit., p. 137.
9 Denis Rolland, *Un ciel allemand ?*, in Nicolas Offenstadt, op. cit., p. 121-136.

Le 16, les soldats sortent des tranchées. Dès les premières heures de combat, tous les calculs de Nivelle s'effondrent. Progressant difficilement sur un terrain escarpé et détrempé, les poilus peinent à suivre le rythme du barrage roulant d'artillerie. Ils ont également la mauvaise surprise de constater que les obus n'ont pas détruit les abris allemands.
Des « creutes » et des tunnels surgissent des mitrailleuses dont les tirs déciment les vagues d'assaut. Pire encore, l'avancée victorieuse peut s'avérer être un piège mortel. Certaines unités dépassent les premières lignes allemandes sans avoir totalement nettoyé le secteur si bien qu'elles sont attaquées de dos et de flanc. Et quand, parvenus sur la crête, les soldats commencent à progresser à contre-pente, ils ne bénéficient plus du soutien de l'artillerie alors qu'ils se heurtent à de nouvelles lignes de défenses allemandes, intactes celles-ci. Tel est le sort de la 10e division coloniale, commandée par le général Marchand, le héros malheureux de Fachoda, qui perd les deux-tiers de ses effectifs en quelques heures.
Même déconvenue dans l'emploi des chars. Les Français, sur le modèle des tanks britanniques, ont lancé la fabrication de chars lourds, puissamment armés de canons de 75 mm, sortes de vaisseaux terrestres. Les Schneider (13 tonnes) et Saint-Chamond (22 tonnes) sont fragiles, avancent lentement et sont mal protégés au niveau des réservoirs d'essence. La plupart sont détruits par l'artillerie allemande ou tombent en panne sans avoir réussi à percer les lignes adverses. Ceux qui ont le plus progressé se retrouvent en général coupés de leur infanterie et donc particulièrement vulnérables.

Le soldat Paul Clerfeuille, natif de Civray, dans la Vienne, a laissé un témoignage très précis de cette journée. *Nos camarades de la première vague ramènent 30 prisonniers, puis c'est à nous de partir […]. Les mitrailleuses et les obus pleuvent autour de nous ; nous heurtons des morts de la première vague, ainsi que de notre régiment parti il y a 15 minutes. À gauche une mitrailleuse en batterie dans le coteau, les deux mitrailleurs sont tués ; çà et là épars des morts et des mourants. Nous passons près du capitaine Renard, tué il y a 10 minutes […]. En haut, il y a une crête, il faut coûte que coûte y arriver. C'est notre point d'arrêt dans le plan ; y parvenir n'est pas chose facile. La température s'en mêle, le ciel s'assombrit et la neige tombe en gros flocons comme en décembre. Enfin, après mille péripéties, nous arrivons à cette fameuse crête : nous avons laissés de nombreux morts et blessés en route*[10].

Un entêtement meurtrier

Au soir du 16 avril, il faut se rendre à l'évidence : la rupture n'a pas été opérée. Au maximum, les troupes ont avancé de 2 km. Nivelle le sait et modifie ses plans en conséquence. Désormais, il s'agit de transformer l'offensive générale en opération plus limitée et consolider les premiers gains territoriaux. Or dans le secteur où commande Mangin, le succès semble se dessiner. Dans les trois jours qui suivent, l'ennemi recule partout. De quoi inciter Nivelle à continuer à attaquer. La bataille de rupture est alors en train de se transformer en bataille d'usure. Mangin y gagne le sobriquet de « boucher de noirs », tant les pertes au sein des troupes africaines sont lourdes[11].
À Paris, on commence à s'alarmer de l'entêtement de Nivelle, d'autant plus que l'on a conscience que les choses tournent mal. La bataille est en effet une catastrophe sanitaire. Il n'y a pas assez d'hôpitaux de campagne, les services de santé sont débordés. En deux semaines, pas moins de 80 000 blessés doivent être pris en charge. L'hôpital de Bouleuse qui compte 1 000 lits a reçu plus de 7 000 blessés en quatre jours. On manque de trains pour évacuer les

10 Rémy Cazals, *Un simple soldat sur le Chemin des Dames: Paul Clerfeuille*, in Nicolas Offenstadt, op. cit., p. 152-175.
11 Même si les tirailleurs sénégalais n'ont pas payé un tribut supérieur aux troupes métropolitaines engagées dans la bataille. Cf. Marc Michel, *Les Africains et la Grande Guerre. L'appel à l'Afrique (1914-1918)*, Karthala, 2003.



Progression de cyclistes sur le Chemin des Dames. Tirage à partir de photos sur plaques de verre. Fonds Labetoulle du Cghml.

blessés vers l'arrière. Les chirurgiens se relaient pour opérer vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dans un chaos indescriptible.
À Prouilly, sur les 1 500 grands blessés reçus lors des trois premiers jours de l'offensive seuls 533 ont pu être opérés. Les autres sont évacués ou attendent, au péril de leur vie[12].
Nivelle toutefois s'accroche. Mais il doit faire face à l'hostilité grandissante du pouvoir politique. Le 29 avril, il sacrifie Mangin. Quelques jours plus tard c'est au tour de Micheler d'être limogé. Mais cela ne suffit pas. Déjà, Painlevé a pris contact avec Pétain pour savoir s'il serait prêt à remplacer le général en chef. Mais le ministre de la guerre doit aussi compter sur l'opposition de Poincaré et de certains de ses collègues. Ils craignent que le renvoi du généralissime ne déclenche une crise politique majeure[13]. Pendant ce temps, l'offensive a repris sur un étroit secteur, celui de Craonne. Le plateau est pris au bout de deux jours de sanglants assauts, les 4 et 5 mai. De quoi, pense Nivelle, justifier son maintien à la tête des armées.
C'est sans compter sur l'obstination de Painlevé et l'inquiétude des parlementaires. Le 9 mai, devant les sénateurs, Painlevé avance des chiffres. Les pertes françaises s'élèvent à 115 000 hommes, dont 30 à 40 000 tués et disparus. C'est beaucoup, trop même. Painlevé le dit, achevant de ruiner la position de Nivelle. Le 15, Pétain le remplace à la tête des armées françaises. Depuis déjà une semaine les offensives ont cessé. Les premiers signes de lassitude des combattants apparaissent. Ils se transformeront en mutineries les jours suivants.

12 Antoine Prost, *Le désastre sanitaire du Chemin des Dames*, in Nicolas Offenstadt, op. cit., p. 137-151.
13 Jean-Yves Le Naour, op. cit., p. 155-163.

*
* *

Soldat Armand Pataud, mort dans l'attaque d'avril 1917

Marc Chappat

Soldat Pataud Joachim Armand

153e régiment d'infanterie 39e division d'infanterie – 20e corps d'armée.

Mort pour la France le 3 avril 1917 à Bourg-et-Comin dans l'Aisne.

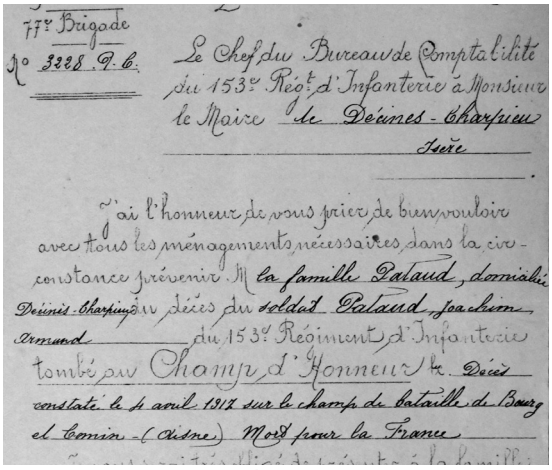
Joachim Armand Pataud est né à Saint-Marc-à-Loubaud (Creuse) le 20 octobre 1894. Il est le fils légitime d'Auguste Pataud maçon à Saint-Marc-à-Loubaud (Creuse) et de Thérèse Canque. Joachim Armand est maçon à Décines Charpieu (Rhône).

Quelle a été sa vie militaire ?

Comme tout homme il a été soumis à la conscription et a effectué le service militaire. car il a été reconnu physiquement apte.

Nous savons qu'il a été recruté au bureau de Vienne (Isère) sous le n°79 de la classe 1914.

Mobilisé, il est incorporé le 1er sep-tembre 1914 au 19e bataillon du génie caserné à Hussein Dey à Alger. Le 15 octobre, il est muté au 141e RI. Le régiment se bat dans le secteur d'Avaucourt. Sous la pluie, les hommes consolident les tranchées, assèchent les boyaux et s'adaptent aux évolutions de l'ennemi.


77e Brigade
N° 3328 T. 6.

Le Chef du Bureau de Comptabilité du 153e Régt d'Infanterie à Monsieur le Maire de Décines-Charpieu Isère

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir avec tous les ménagements nécessaires dans la circonstance prévenir M. la famille Pataud, domicilié Décines-Charpieu des décès du soldat Pataud, Joachim Armand du 153e Régiment d'Infanterie tombé au Champ d'Honneur le Décès constaté le 3 avril 1917 sur le champ de bataille de Bourg et Comin (Aisne) Mort pour la France

L'annonce de la mort du soldat à sa famille le 30 avril 1917.

Le 7 janvier 1915, il est muté au 153e RI qui depuis le 6 novembre 1914 se bat dans la région d'Ypres.

Du 22 février au 10 mars 1916, occupation d'un secteur de front sur la ligne Bras-Douaumont. Violents bombardement des lignes françaises par l'artillerie allemande. Les 9 et 10 mars 1916, les attaques allemandes et contre-attaques françaises se succèdent. Les attaques françaises sont bloquées par des tirs de mitrailleuses et les lance-flammes.

Du 11 au 31 mars 1916, retrait du front, mouvement sur Verdun (Meuse), Villiers-en-lieu (Haute-Marne), puis Brillon-en-Barrois (Meuse). Repos et instruction.

Du 1er au 13 avril 1916, occupation d'un secteur de front Haucourt, Palavas, Malancourt (Meuse). Le régiment est en renfort sur les ouvrages du Peyrou et Vassincourt. Le 7 avril 1916, attaque allemande dans le secteur. Le régiment perd en deux jours 21 officiers et 1 300 hommes.

Du 2 juin au 11 août 1916, occupation d'un secteur de front entre Maricourt et Hardecourt (Somme). Le 1er juillet 1916, attaque française à Maricourt. Le 8 juillet 1916, attaque française à Hardecourt. Le 30 juillet 1916 et le 8 août 1916, attaques françaises à Maurepas (Somme).

Du 24 janvier au 3 avril 1917, occupation d'un secteur de front sur le Chemin des Dames vers Vauxcéré et Bourg-et-Comin (Aisne). Travaux défensifs. Le 28 mars 1917, le régiment est en premières lignes à Verneuil commune de Bourg-et Comin. Le 3 avril 1917, le soldat pionnier Joachim Armand Pataud est *tué à l'ennemi*, mort pour la France.

*
* *

La grande lassitude des combattants

Philippe Grandcoing

Une trompeuse lueur d'espoir

La guerre, en 1917 comme au XVIIe siècle, est encore marquée par un rythme saisonnier. Chaque printemps voit ressurgir l'espoir d'une prochaine offensive victorieuse qui mettrait un terme à la boucherie des tranchées. L'année 1916 avait apporté son lot de déception[1]. À l'Ouest, la bataille de la Somme n'avait permis une progression maximale que de 11km au prix de 600 000 hommes tués, blessés ou prisonniers. Dans les Alpes, les Italiens s'acharnaient en vain à déloger les Autrichiens solidement retranchés dans les montagnes. À l'est, l'offensive Broussilov avait été un immense succès, enfonçant le front autrichien sur plus de 100 km de profondeur, mais par manque de logistique les Russes avaient été incapables d'exploiter pleinement leur succès et n'avaient pu empêcher la défaite de l'allié roumain en décembre. Toutefois, forts de leur supériorité sur le plan matériel grâce à leur maîtrise des mers, les alliés espèrent bien remporter prochainement la victoire décisive.

À l'ouest, au printemps 1917, un faisceau d'indices laisse penser que la guerre va bientôt trouver une issue favorable. En mars, l'effondrement du régime tsariste est interprété comme un signe positif. La Russie allait rejoindre le camp des démocraties et l'on pouvait attendre que ses soldats n'en soient que plus motivés. Au même moment le recul des troupes allemandes sur la ligne Siegfried, de Lens à Soissons, laisse espérer une reprise de la guerre de mouvement. Enfin, l'entrée en guerre des Etats-Unis, le 6 avril, est appelée à modifier le rapport de forces. Comme l'écrit l'historien André Loez, la situation est redevenue « fluide »[2]. C'est dans ce contexte qu'est lancée l'offensive du Chemin des Dames.

Le général Nivelle ne s'en était pas caché : son offensive, minutieusement préparée, devait enfoncer le front allemand et emporter la décision. Dans les jours qui précèdent l'offensive, le moral des troupes est au plus haut. Il s'agit de gagner, pour faire triompher la paix. Mais très vite il faut déchanter. L'offensive est un échec sanglant. C'est dans ce contexte que se déclenche une grande vague de mutineries au sein de l'armée française.

Le printemps de la désobéissance collective

Les mutineries du printemps 1917 sont un phénomène complexe. Liées à l'échec de l'offensive de Nivelle, elles ne touchent pourtant pas les unités engagées à partir du 16 avril et elles interviennent plusieurs semaines après l'arrêt de l'offensive. Elles s'inscrivent dans une crise du commandement – Pétain a remplacé Nivelle le 15 mai et plusieurs autres généraux ont été destitués de leur commandement – et, surtout, dans un contexte de trouble moral profond. Si les armes ne peuvent apporter la paix, pourquoi ne pas tenter autre chose ? À Paris, les ouvrières des usines d'armement semblent montrer la voie en faisant grève[3]. Or une rumeur fait état de l'emploi de troupes annamites pour briser le mouvement social, suscitant colère et inquiétude chez les poilus[4]. De même, on sait qu'en Russie des soldats forment des soviets. Les mutineries sont donc, au moins pour partie, un refus collectif de continuer à chercher à obtenir la fin de la guerre par des combats sanglants.

1 Pour une synthèse, voir Jean-Yves Le Naour, 1916, Perrin, 2014.
2 André Loez, *14-18. Les refus de la guerre, Une histoire des mutins*, Folio-histoire, 2010.
3 Voir Emmanuelle Cronier, *Le rôle des permissionnaires dans la révolte de 1917 : un front contaminé par Paris ?*, in André Loez et Nicolas Mariot, *Obéir / désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, La Découverte, 2008, p. 125-138.
4 Jean-François Jagielski, *Entre fiction et réalité, la rumeur des Annamites massacrant les Parisiennes*, in ibid., p. 139-150.

Il ne s'agit pas pour autant de défaitisme. Les unités en première ligne n'ont pas abandonné leur poste et nulle part on n'a assisté à des tentatives de fraternisation avec l'ennemi. En revanche, les soldats utilisent tout le registre de la désobéissance lorsqu'ils sont cantonnés à l'arrière. Des unités renâclent à remonter en première ligne, d'autres font entendre des revendications conditionnant leur retour à l'obéissance : repos, permissions. Au point que l'on a pu parler de « grève », car bien des similitudes existent entre ces deux modes d'action collective[5]. Parfois, la protestation prend un tour plus politique. C'est le cas notamment lorsque les mutins envisagent de marcher sur Paris, pour faire pression sur le parlement. Mais des troupes sûres, postées dans les gares les en dissuadent. La dimension politique se lit aussi à travers certaines pratiques et usages. Souvent les mutins improvisent des manifestations, afin de montrer leur nombre et de rallier leurs camarades. Dans un cas sur quatre, le drapeau rouge est brandi dans les cortèges et près d'une fois sur deux on chante l'Internationale. Si l'Etat-major s'est trompé en voyant dans les mutineries la conséquence de la propagande pacifiste colportée par de mauvais soldats[6], en revanche, force est de constater que, sociologiquement, les mutins offrent un profil assez singulier. Les Parisiens (27% de l'effectif), les enseignants, les employés et les artisans sont surreprésentés. Beaucoup sont célibataires, jeunes, la moyenne d'âge s'établissant à vingt-cinq ans et la moitié d'entre eux appartiennent aux classes 1914-1917[7]. On est loin de l'image des bons soldats, pères de famille, au front depuis le début de la guerre[8]. Au contraire, les mutins sont surtout des jeunes gens, moins socialisés par l'armée que leurs aînés et peut-être davantage politisés.

Toutefois, il serait faux de faire des mutins des révolutionnaires. Leur protestation s'inscrit dans le cadre de la démocratie incarnée par ces soldats-citoyens. On élit des délégués, on rédige des pétitions fort respectueuses de l'autorité. Les violences sont également rares. Dans les trois quarts des cas, il n'y a aucun incident violent et, si l'on refuse d'obéir aux officiers, ceux-ci ne sont ni menacés ni agressés. Dans un cas sur dix, il y a eu une « violence suggérée », consistant en des coups de feu tirés en l'air ou en des gestes menaçants. Mais dans 15% des cas, il y a eu de réelles violences, plus ou moins graves[9].

Les mutineries sont un phénomène de grande ampleur. Au total, moins d'un tiers des divisions a été épargné. L'Etat-major, en transférant à l'arrière certaines unités rebelles, à l'instar de la 5e DI, a contribué à la diffusion des mutineries. Mais il est difficile d'établir une statistique du nombre total des mutins. Beaucoup de rapports ne donnent pas de chiffres précis, voire sous-estiment ou taisent les incidents. Une proportion de 5 à 6% des unités concernées est aujourd'hui retenue comme vraisemblable par les historiens, soit entre 60 et 80 000 hommes. S'y ajoutent des phénomènes de « désertion », en réalité des sortes de « permissions sauvages » prises par certains hommes, qui mettent à profit la crise du commandement pour s'octroyer quelques jours de repos avant de regagner leur unité. Dans certains régiments, la proportion de ces « déserteurs » atteint 15%[10].

Une crise violente mais éphémère

La crise est donc majeure, mais elle n'entraîne pas l'effondrement du pays. Plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, l'ennemi n'a pas pris la mesure de l'ampleur du phénomène. Les rapports des espions font bien état d'incidents, mais l'Etat-major allemand tarde à avoir une

5 Denis Rolland, *La Grève des tranchées. Les mutineries de 1917*, Imago, 2005.
6 André Bach, *La gestion des mutineries par le Commandement militaire*, in André Loez et Nicolas Mariot, op. cit., p. 201-215. Guy Pedroncini avait également insisté sur ce point : les mutins étaient souvent de « bons » soldats. Cf. *Les Mutineries de 1917*, PUF, 1967 et *Les Mutineries de l'Armée française*, Julliard, coll. archives, 1968.
7 Chiffres tirés d'André Loez, *Eléments pour une sociologie des mutins de 1917*, in André Loez et Nicolas Mariot, op. cit., p.311-327 .
8 Telle était notamment la conclusion de Guy Perdroncini.
9 Voir la synthèse d'André Loez, 14-18…, op. cit.
10 Ibid

vue d'ensemble de la question. De plus, pour les dirigeants allemands, le front occidental n'est plus une priorité et la stratégie n'y est que défensive, la décision devant se faire à l'Est[11]. D'autre part, en France, la crise militaire précède la crise politique qui se déploie à partir de l'été, aboutissant à la rupture de l'Union Sacrée et au retour de Clemenceau aux affaires. En mai 1917, le gouvernement d'Alexandre Ribot se montre déterminé. Il fait garder Paris par des troupes sûres, organise la surveillance des gares et, surtout, refuse de donner un passeport aux députés socialistes qui voulaient se rendre à Stockholm négocier une paix blanche. C'est clairement signifier que le gouvernement est déterminé à lutter jusqu'à la victoire. Enfin, le retour au calme est assez rapide. Pétain, contraint et forcé au regard de la situation militaire, a stoppé toute offensive. Rapidement, il fait droit aux revendications matérielles des poilus. Au 1er juillet, on compte ainsi 450 000 permissionnaires. Mais, dans le même temps il mène une répression sans faille. 26 soldats sont fusillés pour faits collectifs et 31 pour faits individuels au terme de procès expéditifs puisque les condamnés ne peuvent demander ni la grâce ni la révision. 2 000 autres sont condamnés aux travaux forcés dans des compagnies disciplinaires. Ce n'est que le 18 juin que le général en chef invite les tribunaux à davantage de clémence en ayant recours au droit de grâce présidentielle. Enfin, début juillet, sont rétablies les règles de fonctionnement ordinaires de la justice militaire[12].

Toutefois, la crise d'indiscipline de l'armée n'est pas totalement close. Les nombreux incidents ayant pour cadre les trains de permissionnaires à l'été 1917 en sont la preuve. Le soldat Honoré-Jean Champcommunal en a laissé un témoignage fort précis. De retour de permission en Limousin, en août 1917, il assiste à une scène qui le choque, lui le soldat discipliné quoique pacifiste. *Le train s'ébranle et tandis qu'il longe le canal latéral à la Marne, dans un tumulte de cris et de jurons de toutes sortes, des coups de fusil sont tirés dans ce dernier et soulèvent de petites gerbes d'eau. Mais, maintenant, c'est de toute la longueur du train que les coups de feu retentissent et, comme pour épouvanter les populations, quelques-uns ivres-fous tirent n'importe où […]. J'assiste un instant à ces actes indignes, mais qui sont bien commis par des poilus ivres qui repartent au front ! …*[13]

La réprobation émise par le conscrit de Saint-Sylvestre illustre aussi un phénomène essentiel pour comprendre pourquoi l'armée française n'a pas craqué en 1917. Beaucoup de soldats, même s'ils sont las de la guerre, savent pourquoi ils se battent : le sol de la patrie est occupé par l'ennemi, leur foyer est menacé et ce n'est pas la République qui a voulu la guerre mais le Reich allemand. La paix ne saurait donc être acquise au prix de la défaite.

Indiscipline et débâcle en Italie

Toute autre est la situation de l'autre côté des Alpes. L'Italie est entrée en guerre au printemps 1915 au nom de « l'égoïsme sacré ». Il s'agit d'une décision murement calculée, le gouvernement s'étant rallié au plus offrant. Il ne s'agit donc pas de défendre la patrie envahie, mais d'obtenir de bien hypothétiques « terres irrédentes ». En outre, l'unité nationale est récente, acquise au prix de deux guerres, un demi-siècle plus tôt et d'une brouille durable avec la papauté suite à l'annexion de Rome de 1870. Enfin, la démocratie n'y est qu'incomplètement établie, le suffrage universel masculin n'étant pleinement instauré qu'en 1919[14]. Dès lors, la guerre souffre d'un manque de légitimité populaire et ce d'autant plus que les coûteuses offensives dans les Alpes n'ont débouché sur aucun gain territorial significatif. Sur le front de l'Isonzo, pas moins de onze offensives sont lancées entre 1915 et 1917. La

11 Voir Markus Pöhlmann, *Une occasion manquée ? Les mutineries de 1917 dans la stratégie et l'historiographie allemandes*, in André Loez et Nicolas Mariot, op. cit., p. 385-397.
12 Voir André Bach, op. cit. et André Loez, 14-18…, op. cit.
13 Honoré-Jean Champcommunal, *Carnets de campagne 1915-1920*, Culture & Patrimoine en Limousin, 2014, p. 54.
14 Sur l'Italie à cette période, voir la synthèse de Gilles Pécout, *Naissance de l'Italie contemporaine, 1770-1922*, Armand Colin, 2004.

dernière, d'août à septembre est particulièrement meurtrière, 15% des effectifs engagés étant détruits. C'est dans ce contexte que se multiplient les actes d'insubordination.
Durant la seule année 1917, 118 000 soldats ont été traduits devant un conseil de guerre, soit la moitié de l'effectif total du conflit. Plus encore, les peines infligées sont particulièrement lourdes, puisqu'on compte plus de 10 000 condamnations à perpétuité sur un total de 14 300 et 382 fusillés[15]. De tels chiffres témoignent à la fois de l'extrême dureté de la discipline dans l'armée italienne mais aussi de la crise morale qu'elle traverse. Celle-ci se transforme même en déroute militaire en octobre 1917. Le 24, à Caporetto, les troupes allemandes et autrichiennes réussissent une percée spectaculaire. Dans les jours qui suivent l'armée italienne se débande. 300 000 soldats sont faits prisonniers et selon certaines estimations, il y aurait eu jusqu'à 400 000 déserteurs[16]. Le front n'est rétabli que sur le Piave, 100 km plus au sud, avec l'aide des Français et des Anglais qui y ont envoyé six divisions. Mais la crise amène un sursaut à la fois militaire, avec l'éviction du général Cardona de la tête de l'armée et l'arrivée au pouvoir de Vittorio Orlando avec ce mot d'ordre : « résister, résister, résister ».

Révolution et défaitisme en Russie

En Russie, la situation politique est pire encore. Non seulement le pouvoir n'a aucune légitimité populaire, mais de plus il se montre totalement incapable d'organiser l'effort de guerre. C'est valable pour les civils mais aussi pour les militaires. Mal équipées, commandées d'une façon extraordinairement autoritaire par des officiers pour la plupart nobles alors que la masse des soldats est composée de paysans dont les grands-parents étaient encore des serfs un demi-siècle plus tôt[17], les armées russes souffrent de graves dysfonctionnements. La révolution de Février n'a pu se produire que parce que dans la nuit du 11 au 12 mars les troupes de la capitale se mutinent, puis fraternisent avec les manifestants. Le surlendemain, le soviet de Petrograd, véritable détenteur du pouvoir dans la capitale adopte le prikaze (ou décret) n°1 : la discipline et les punitions corporelles sont supprimées dans l'armée et chaque compagnie doit se doter d'un soviet, ou conseil, de soldats élus.
La mesure, destinée à sauver la révolution du danger d'une répression militaire en sapant l'autorité des officiers, aboutit dans les mois qui suivent au délitement complet de l'armée. Les officiers ne sont plus obéis, désertions et fraternisations se multiplient. Un million de soldats s'évapore dans la nature au printemps. Beaucoup sont rentrés au village, avec leurs armes, pour participer au « partage noir » qui débute. Profitant du vide du pouvoir, des paysans ont en effet commencé à mettre en application un des slogans des socialistes russes : « la terre à ceux qui la cultivent ».
Kerenski, le nouvel homme fort du régime, tente toutefois de reprendre les choses en main. Il effectue une tournée sur le front, expliquant que la défaite militaire de la Russie entrainerait la défaite politique de la révolution. Le 1er juillet, il lance une vaste offensive apparemment couronnée de succès. Le front est enfoncé sur 5 km et 10 000 prisonniers sont faits le premier jour. Mais c'est un succès en trompe l'œil. Dix divisions ont refusé de sortir des tranchées. Partout des soviets de soldats ont voté contre l'offensive. Et, lorsque quelques jours plus tard Allemands et Autrichiens lancent leur contre-attaque, l'armée russe se débande[18]. À l'Est, le front s'est effondré faute de combattants.

15 Irene Guerrini, Marco Pluviano, *Italie 1917 : l'été de feu de la désobéissance*, in André Loez et Nicolas Mariot, op. cit., p. 78-92.
16 Jean-Paul Bled, l'Agonie d'une monarchie Autriche-Hongrie 1914-1920, Taillandier, 2014, p. 328.
17 Le servage n'a été aboli en Russie qu'en 1861.
18 Jean-Yves Le Naour, op.cit., p. 338-345.

*
* *

Dans le tiroir de l'armoire : Deux insignes du Sacré Coeur

Dominique Lecointre-Montagne

Dans la ferme de Lioreix, village de La Rochette (Creuse), depuis des décennies personne n'avait ouvert le tiroir de l'armoire. Lors d'un grand rangement intergénérationnel nous y découvrîmes, pêle-mêle et empoussiérés, des lettres et cartes postales jaunies, des crayons, des aiguilles à tricoter, une montre gousset en argent d'homme et une autre de femme, deux photos, un diplôme de la Famille Française et sa médaille, et, parmi d'autres objets inanimés, deux petits insignes tricolores, de 3 x 4 cm, avec leur épingle rouillée. Sur ces insignes, un cœur et une croix insérés dans la prière : *Cœur de Jésus, sauvez la France*.

Le culte du sacre cœur pendant la guerre 1914-1918

Une recherche conduisit rapidement à la Guerre de 1914-1918 qui marqua l'apothéose du culte du Sacré Cœur en France.

La solennité du Sacré Cœur a été instituée par le Pape Clément XIII en 1756 et étendue à toute l'Église catholique romaine en 1856 par le Pape Pie IX. Depuis la peste de Marseille en 1720, la tradition s'était établie en France de recourir au Sacré Cœur aux heures difficiles de la vie individuelle, sociale et nationale. La dévotion se développe particulièrement à la fin du XIXe et trouve sa concrétisation dans la construction de la basilique du Sacré Cœur de Montmartre à Paris, reconnue d'utilité publique et payée par souscription ; elle devait être consacrée le 7 octobre 1914. Mais le 3 août, l'Allemagne envahit la Belgique et la guerre va durer jusqu'au 11 novembre 1918.

Face à la guerre et aux échecs militaires français et sur l'initiative de l'épiscopat, toutes les églises de France adressent de solennelles suppliques pour la victoire des armées alliées, le 12 décembre 1914. Au cours de ces cérémonies, la France est consacrée au Sacré Cœur de Jésus et au Sacré Cœur de Marie, sans la participation des autorités civiles. Quelques mois plus tard, le 11 juin 1915, fête du Cœur de Jésus, le cardinal Amette, archevêque de Paris, consacre la France au Sacré Cœur en présence de députés et sénateurs catholiques, mais sans que *la France officielle* ne s'y soit associée. La prière lue dans toutes les églises du pays a pour titre : *Amende honorable et consécration de la France au Sacré Cœur de Jésus*.

Parallèlement à ces initiatives de l'épiscopat, la dévotion est vivante dans tout le peuple et parmi les soldats qui épinglent le drapeau du Sacré Cœur sur leur capote ou képi. Dès la fin de l'année 1914, des millions d'images, insignes ou scapulaires sont distribués aux soldats. Le *Pèlerin* du 1er novembre 1914 certifie la distribution en deux mois de trois millions de carrés d'étoffe blanche avec Sacré Cœur imprimé en rouge. L'œuvre des Insignes du Sacré Cœur (19 quai Tilsitt à Lyon) distribue au cours de la guerre 12 000 000 d'insignes, 1 529 000 fanions, 375 000 scapulaires, 32 425 drapeaux.

Interdiction du gouvernement en 1917

La dévotion au Sacré Cœur atteint son point culminant en mars 1917 quand les soldats alliés se rassemblent à Paray-le-Monial avec leurs étendards du Sacré Cœur pour une journée des soldats catholiques. Mais ces pratiques religieuses sont insupportables pour un gouvernement foncièrement laïc qui les condamne. Le 1er juin 1917, les Préfets interdisent l'apposition de tout emblème sur le drapeau national et menacent de poursuite les contrevenants ; les 18 et 29 juillet, au nom de la liberté de conscience et de la neutralité religieuse de l'État français, le gouvernement interdit la consécration des soldats au Sacré Cœur et le port aux armées de



Les insignes du Sacré Cœur trouvés à La Rochette, photo DLM

fanions et étendards du Sacré Cœur. Le 6 août Pétain, général en chef, rédige la note aux Armées suivantes : *Les militaires (officiers et hommes de troupes) qui recevront d'œuvres quelconques des fanions ou étendards revêtus d'emblèmes religieux les remettront immédiatement à leur chef de corps qui en assurera la réexpédition à l'Œuvre expéditrice.*

Les généraux commandant les armées rappelleront aux officiers sous leurs ordres qu'ils doivent dans le service s'abstenir de tout acte à caractère confessionnel constituant une violation flagrante de la liberté de conscience de leurs hommes et de la neutralité de l'État français.

À la suite des interdictions, les soldats épinglent leur insigne sous leur capote car la dévotion au Sacré Cœur se poursuit ; elle est d'autant plus fervente en 1918 quand la victoire se profile.

En 1919 la France pleure ses morts et doit reconstruire ses régions dévastées. Les tensions religieuses ne sont plus d'actualité mais les autorités civiles ne seront cependant pas présentes lors de la consécration de la basilique de Montmartre du 16 au 19 octobre 1919 qui aurait du avoir lieu cinq ans plus tôt; le cantique chanté à cette occasion s'intitule : *Merci mon Dieu ! Le Sacré Cœur et la France !*

Cette prière était un écho à celles des millions de soldats qui avaient épinglé l'insigne du Sacré Cœur sur, ou sous, leur capote pour trouver du courage dans les terribles épreuves d'une guerre qui fit plus de 1 300 000 morts et plus de 4 200 000 blessés français, une guerre dont certains ne parleront jamais, tant elle avait dépassé les limites de l'humain.

Jean Sedon soldat creusois

Les insignes du Sacré-Cœur trouvés au fond d'une armoire creusoise, appartenaient à Jean Sedon, paysan à Lioreix de La Rochette (23), mobilisé en août 1914.

Avait-il épinglé ses insignes et avait-il prié ? Personne ne peut le savoir cent ans après. Nul moins de 60 ans, ne savait même qu'il avait fait la Grande Guerre ; ce n'était pas un oubli irrespectueux, mais la force du silence que s'étaient imposés Jean Sedon et la plupart des rescapés des tranchées. Les insignes du Sacré Cœur étaient restés dans le tiroir de l'armoire, ni Jean Sedon, ni ses enfants ne les avaient faits disparaitre ; ainsi ses petits-enfants ont-ils pu retrouver la mémoire de la guerre de 1914-1918.

Jean Sedon est le second fils d'Alexandre Sedon et de Victorine Theillard. Il est né en 1882 et migre en région parisienne pour travailler comme peintre en bâtiment. Mais la mort, pendant le service militaire, de Toussaint, son aîné, le conduit à revenir à la ferme. Il passe le conseil de révision en 1902. Il est déclaré *bon pour le service*, même si sa fiche matricule n°1073 précise bien que son frère est mort en service. Il est incorporé au 78e régiment d'infanterie le 14 novembre 1903 en tant que soldat de 2e classe. Il est envoyé en congé le 18 septembre 1904, en attendant son passage dans la Réserve avec affectation au RI de Guéret.

À l'été 1914, Jean Sedon a 32 ans, est marié et a trois enfants. Il doit répondre à la mobilisation générale décidée le 1er août 1914 par le gouvernement présidé par René Viviani qui avait été élu député de Bourganeuf en 1906 et 1910.

Le tocsin sonne dans tous les clochers de France. Jean Sedon quitte sa famille et abandonne les travaux des champs pour se rendre au 78e RI de Guéret. La mobilisation du 1er août n'avait pas prévu d'envoyer au front les hommes de la Réserve et de la Territoriale, c'est-

à-dire les âgés de plus de 24 ans, mais ils furent progressivement intégrés dès la fin août pour compenser les lourdes pertes déjà subies. C'est ainsi que Jean Sedon qui a 32 ans est envoyé au combat le 5 septembre 1914. Pendant la *campagne contre l'Allemagne*, il va alterner les périodes en zones dites *intérieur* et *armées* c'est-à-dire au front.

- *Intérieur* du 3 août au 5 septembre 1914.
- *Armées* du 6 septembre 1914 au 24 juillet 1915, au sein du 36e RI. Ce régiment participe à la bataille de la Marne du 5 au 12 septembre, puis aux combats dans l'Aisne et l'Artois.
- *Intérieur* du 25 juillet 1915 au 5 mai 1916
- *Armées* du 6 mai 1916 au 1er décembre 1917. Jean Sedon intègre le 289e RI qui vient de quitter Verdun et est envoyé dans les secteurs de Commercy, Arcis-sur-Aube puis Craonne.



Jean Sedon, soldat du 78e régiment d'infanterie. collection privée.

Le 10 décembre 1916, il est évacué sur un centre dentaire, mais rejoint sa compagnie le 15 du mois. Le 27 avril 1917 il est hospitalisé en zone des armées ; il rentre de convalescence le 30 juillet 1917.

En 1918, il passe le 9 janvier, au 22e RI qui se trouve à Villeneuve-Saint-Germain dans la Somme. Puis il est envoyé le 10 mars, au 76e RI qui va combattre dans l'Aisne, l'Oise, la Marne et l'Argonne. Enfin il passe le 16 octobre au 66e RI qui combat à Verdun.

L'armistice est signé le 11 novembre, mais les soldats ne sont pas immédiatement démobilisés. Le 2 décembre 1918, Jean Sedon passe au 5e régiment du génie, détaché militaire et est envoyé en congé illimité de démobilisation le 18 février 1919. Il se retire à La Rochette (Creuse) où il retrouve sa famille et reprend son exploitation agricole.

Jean Sedon, simple soldat de l'Infanterie ne reçut aucune distinction ; comme tous les *poilus* il lui fut attribué simplement la Médaille Interalliée de la Victoire (accordée à tous les combattants par décision du 24 janvier 1919) et la Médaille Commémorative, créée par la loi du 20 juin 1920, gravée par Mourlon et elle aussi accordée à tous les militaires présents sous les drapeaux du 2 août 1914 au 11 novembre 1918.



Les médailles de Jean Sedon, deux blessures reçues lors de la campagne contre l'Allemagne, mobilisé du 2 août 1914 au 24 janvier 1919. photo DLM.

Après guerre, les associations d'anciens combattants sont actives. Une photo réunit à La Rochette (à une date non connue) trente deux anciens combattants dont Jean Sedon qui l'avait conservée soigneusement comme ses insignes du Sacré-Cœur et ses médailles.

*
* *

Les ultimes batailles de l'année 1918

Philippe Grandcoing

L'année 1918 est marquée sur le front occidental par le retour de la guerre de mouvement. À partir du printemps, avec tout d'abord les offensives de Ludendorff puis les contre-offensives alliées, le front ne cesse de se déplacer. Les hommes « secouent la boue des tranchées » pour reprendre l'expression du général Fayolle[1] et entrevoient la possibilité d'une issue victorieuse au conflit. Un tel changement est en partie le fruit de la supériorité numérique d'un camp sur l'autre. Au début de l'année, les Allemands, forts de leurs succès à l'est conclus par la paix de Brest-Litovsk, peuvent transférer massivement leurs troupes vers la France, alignant alors 191 divisions face à 175 divisions alliées, dont beaucoup étaient épuisées par les combats de l'année précédente. Puis, avec la montée en puissance de l'armée américaine, les alliées inversent le rapport de force. De plus, la trentaine de divisions commandées par Pershing montrent un allant et un mordant que n'ont plus les troupes européennes[2]. Toutefois, la reprise de la guerre de mouvement ne résulte pas du seul différentiel entre les effectifs sur le champ de bataille. Les offensives menées de 1915 à 1917 avaient montré qu'il n'était pas possible de percer le front adverse de manière significative, même en disposant d'une écrasante supériorité numérique. D'autres facteurs ont joué et, pour la première fois, le commandement militaire fut en capacité d'utiliser avec efficacité les armes nées de la guerre moderne. Si le concept de « courbe d'apprentissage » est aujourd'hui remis en cause, force est de constater que les généraux ont mieux pris en compte les données matérielles et humaines et ont apporté des réponses mieux appropriées à la gestion du champ de bataille[3].

La bataille des airs

L'aviation joua un rôle important durant ces derniers mois de conflit, sorte de préfiguration de ce qu'en seront ses usages durant la Seconde Guerre mondiale. L'Allemagne avait depuis 1915 utilisé son avance technologique en la matière pour organiser des raids aériens sur l'Angleterre, lançant contre Londres d'abord des zeppelins, puis à partir de 1917 des bombardiers bimoteurs, les fameux Gothas et même quelques Riesenflugzeuge équipés de quatre ou cinq moteurs[4]. Au printemps 1918, lors des dernières grandes offensives allemandes, Paris fut également bombardée de plus en plus fréquemment. On dénombra pas moins de 44 raids nocturnes, totalisant 25 tonnes d'explosifs largués[5], ce qui peut sembler dérisoire au regard des niveaux atteints un quart de siècle plus tard. Toutefois, les effets psychologiques furent importants, d'autant plus que ces bombardements coïncidaient avec les tirs de canon à très longue portée sur la capitale. Clemenceau, ne voulant pas « être un assassin » refusa de répliquer, malgré l'insistance du député Pierre-Etienne Flandin, ardent défenseur du bombardement stratégique[6]. Mais des mesures furent prises pour protéger la capitale : projecteurs, batteries anti-aériennes, câbles tendus à la verticale à l'aide de ballons

1 Cité par Bruno Cabanes, La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920), Le Seuil, 2004, p. 24.
2 Voir Christoph Mick, *1918 : fin de partie*, in Jay Winter (dir.), La Première Guerre mondiale. Combats, Fayard, 2013, p. 153-192.
3 Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre*. Un essai d'historiographie, Le Seuil, 2004, p. 94-102.
4 John H. Morrow, « Les airs », in Jay Winter, op. cit., p. 404.
5 Lee Kennett, *La Première guerre aérienne. 1914-1918*, Economica, 2005, p. 229-230.
6 Philippe Bernard, « A propos de la stratégie aérienne pendant la Première Guerre mondiale : mythes et réalités », Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, 1969, p. 350-375.

captifs et même construction d'une « ville-leurre »[7].

Si les Français n'eurent donc guère recours – à la différence des Britanniques – au bombardement stratégique, en revanche, ils surent fort bien utiliser l'aviation comme arme tactique lors des dernières grandes batailles. La reprise de la guerre de mouvement avait en effet donné à l'aviation un nouveau rôle, celui d'appui tactique au sol, par le mitraillage ou le bombardement des troupes adverses. Ludendorff avait ainsi concentré une masse de plus de 700 avions, soit un tiers de l'effectif total allemand, en vue de la première offensive du printemps 1918. Les avions avaient pour mission de repérer et d'attaquer les troupes adverses faisant mouvement vers la ligne de front, afin de gêner l'arrivée des renforts et d'appuyer les soldats montant à l'assaut. Pour ce faire, des unités d'attaque au sol, les Schachtstaffeln, avaient été créées, avec pour objectif de porter des coups décisifs à la défense adverse, ce qui constitue une préfiguration de la Blitzkrieg appliquée en 1940. Cet emploi coordonné de l'aviation avec les autres armes a aussi été appliqué par les Britanniques dans le contexte de l'utilisation des chars d'assaut. Ceux-ci étant particulièrement vulnérables aux tirs d'artillerie, il convenait de réduire au silence les canons adverses. D'où l'habitude prise en 1918, d'envoyer en éclaireurs des avions volant à basse altitude afin d'attaquer les batteries adverses[8].

De façon plus générale et plus pragmatique, dans un contexte de plus grande fluidité du champ de bataille, l'artillerie lourde perdait de son efficacité, ce qui revenait à confier à l'aviation un rôle autrefois dévolu à la cavalerie, celui d'harceler l'adversaire en s'infiltrant profondément à l'intérieur de ses lignes. Français et Anglais ont ainsi utilisé massivement l'aviation pour retarder l'avancée des colonnes allemandes au printemps 1918, permettant ainsi de rétablir la situation gravement compromise, voire empêchant le déclenchement de nouvelles offensives. Ainsi, le 4 juin 1918, en forêt de Villers-Cotterêts, 120 chasseurs-bombardiers français clouent au sol les troupes prêtes à se lancer à l'assaut. Un mois plus tard, l'attaque des ponts et passerelles jetés sur la Marne par les Allemands lors de leur ultime offensive gêna considérablement les mouvements adverses. Pour ce type de mission, le Service Aéronautique Français disposait d'un appareil particulièrement bien adapté, le Breguet XIV. Ce biplan biplace à structure métallique surclassait alors tous ses adversaires en vitesse et pouvait embarquer jusqu'à 300 kg de bombes. Maniable et robuste, il fut un des artisans de la victoire lors de la « seconde bataille de la Marne ». Selon le ministre de l'armement Louis Loucheur, l'engagement massif de l'aviation a ainsi retardé de 24 à 48 heures l'avancée allemande et par la suite, les bombardements incessants ont sapé le moral des assaillants[9].

Enfin une doctrine d'utilisation pertinente pour les chars ?

Les premiers chars étaient apparus le 15 septembre 1916 lors de la bataille de la Somme. Si l'effet de surprise joua, très vite les lourds Mark I montrèrent leurs faiblesses : nombreuses pannes mécaniques, blindage insuffisant, difficultés à opérer sur un champ de bataille labouré par les tirs d'artillerie... Même déception côté français, lors de l'offensive du Chemin des Dames en avril 1917, où sont engagés les premiers chars lourds mis au point à la demande du général Estienne. Conçus pour la guerre des tranchées, ils devaient appuyer l'infanterie dans sa progression en aidant à la réduction des points de résistance, d'où leur dénomination d'« artillerie spéciale ».

Ce n'est qu'à la fin de l'année 1917 que les tanks furent employés comme éléments de rupture par les Anglais. Le 20 novembre, à Cambrai, plus de 300 chars montèrent à l'assaut des lignes allemandes. Utilisés comme une artillerie mobile, ils infligèrent de lourdes pertes

7 Xavier Boissel, *Paris est un leurre : la véritable histoire du faux Paris*, Editions Inculte, 2012.
8 Lee Kennett, op. cit., p. 227-228.
9 Cité par Philippe Bernard, op.cit., p. 370.



Avion allemand abattu. Photo du Cghml à partir du Fond Jean Labetoulle.

et permirent d'ouvrir une brèche de 8 km dans la défense adverse. Mais, faute de réserves, les britanniques ne purent exploiter leur succès initial[10]. Ils n'avaient notamment aucun char en réserve, ce qui incita à davantage réfléchir à leur usage comme arme de choc et d'exploitation en profondeur d'une percée, à l'instar de la cavalerie. La solution vint en partie du développement d'un char léger côté français, le Renault FT17. Produit en grande quantité, il était équipé d'une tourelle pivotant à 360° armée d'une mitrailleuse ou d'un canon court. Engagé massivement aux côtés de l'infanterie, il permettait d'ouvrir des brèches dans les réseaux de barbelés et de réduire au silence les nids de mitrailleuses. Beaucoup plus maniables que les lourds Saint-Chamond et Schneider armés d'un canon de 75, ils permettaient aux fantassins de disposer d'un appui-feu souple, efficace et immédiat sur le champ de bataille. Parallèlement, surtout côté anglais, l'état-major continua à développer des tanks lourds et puissamment armés, les Mark IV et V, capables de créer la rupture là où ils étaient employés en masse.

Redonner de la mobilité aux troupes

Plus globalement, l'année 1918 vit le commandement trouver des solutions pour sortir de l'enlisement de la guerre des tranchées. Une plus grande efficacité de l'artillerie, l'apparition de mitrailleuses légères, le développement de l'aviation et des chars, permettait d'envisager de combiner mobilité et puissance de feu. Ludendorff fut le premier à théoriser et mettre en application les nouvelles règles d'offensive[11]. Précédé par une très courte mais très violente préparation d'artillerie, comportant dans sa dernière phase des obus de gaz lacrymogènes et toxiques, l'assaut était mené par des troupes d'élite, les sections d'assaut. Leur objectif était d'avancer le plus rapidement et le profondément possible, quitte à laisser derrière

10 John Keegan, *La Première Guerre mondiale*, Perrin, 2005, p. 450-453.
11 Christoph Mick, op. cit., p. 166-168.

elles des poches de résistance qui seraient réduites par la suite. Par trois fois, le plan de Ludendorff faillit réussir : en mars, en avril et en mai, sur la Somme, dans les Flandres et sur l'Aisne, les troupes allemandes percèrent le front allié et progressèrent sur des dizaines de kilomètres avant que ces offensives ne soient péniblement stoppées par les renforts envoyés en urgence[12].

Toutefois, la stratégie allemande présentait deux limites. D'une part, elle épuisait des troupes déjà presque au bord de la rupture. D'où la perte d'élan des offensives au bout de quelques jours, entraînant un arrêt à terme des opérations sans qu'aucun gain stratégique déterminant n'ait été réalisé. La formule de Ludendorff – « d'abord nous perçons ; ensuite nous verrons »[13] - trouva ici sa principale faiblesse. D'autre part, en cherchant avant tout la percée, le commandant en chef allemand était conduit à se priver du soutien de l'artillerie et à négliger l'élargissement de l'offensive sur les flancs. Il en résultait de lourdes pertes et le risque d'être exposé à de dangereuses contre-offensives. Ce fut le schéma de la seconde bataille de la Marne. Le 15 juillet, Ludendorff jeta ses dernières forces dans la bataille. Ses avant-gardes réussirent à franchir la rivière, mais, dès le 18, les divisions de Mangin débouchaient de la forêt de Villers-Cotterêts et contraignaient les Allemands à se replier. Ce jour-là, 750 chars, lourds et légers, furent engagés côté français.

Lors des derniers mois de la guerre, les alliés parvinrent à développer une stratégie permettant de vaincre. Au lieu de chercher la rupture en perçant le front adverse, prélude à de vastes manœuvres d'exploitation ou d'encerclement, ils privilégièrent des offensives plus limitées dont le but premier était l'épuisement de l'adversaire. Si leur supériorité en hommes et en armes – rendue possible par le blocus naval et l'entrée en lice des Américains – fut une des conditions de la victoire, les nouvelles techniques de combat eurent aussi leur importance. Elles reposaient fondamentalement sur une meilleure liaison entre les différentes armes et sur un emploi plus efficace de l'artillerie[14]. Les Britanniques avaient notamment mis au point un système de repérage par le son des batteries adverses à l'aide de microphones enregistrant les ondes sonores à la manière de sismographes. Une fois repérés, les canons allemands étaient réduits au silence par de puissants tirs de contre-batterie. Une telle méthode, combinée avec des tirs de barrage de plus en plus massifs, précis et efficaces, permit aux alliés de percer la ligne Hindenburg en octobre 1918. Une division anglaise montant à l'assaut du canal de Saint-Quentin fut ainsi soutenue par un puissant tir d'artillerie déversant sur 500 mètres de tranchées allemandes 126 obus à la minute et ce durant huit heures d'affilée. Aucune défense ne pouvait résister longtemps à un tel déluge de feu.

De tels dispositifs rendaient beaucoup moins nécessaires les longues préparations d'artillerie destinées à pulvériser – avec parfois une efficacité limitée – les défenses adverses. Que cela soit côté allemand ou allié, l'effet de surprise jouait de nouveau à plein et il était désormais possible de reprendre la guerre de mouvement. Toutefois, tirant les leçons de l'échec de Ludendorff au printemps, Foch préféra ne pas épuiser ses forces dans des attaques en profondeur aux objectifs imprécis et ambitieux. Au contraire, il préférait arrêter les opérations lorsque l'infanterie ne pouvait plus être soutenue par l'artillerie lourde restée en arrière, quitte à ouvrir rapidement un autre secteur du front. Sa tactique se révéla payante. Le 4 août, lors de la reprise de Soissons, les Français firent 35 000 prisonniers et s'emparèrent de 700 canons. Le 8 août, 15 000 soldats se rendirent aux Anglais, 13 000 aux Américains le 13 septembre. Chaque coup de boutoir épuisait davantage l'armée allemande qui vit rapidement ses capacités opérationnelles décroitre. En cent jours, elle avait perdu 6 400 canons, soit la moitié de son parc d'artillerie sur le front occidental, et un quart de ses combattants qui avaient été faits

12 John Keegan, op. cit., p. 485 et sq.
13 Cité par Antoine Prost et Jay Winter, op. cit., p. 101.
14 Robin Prior, *Le front de l'Ouest* , in Jay Winter (dir.), op. cit., p. 249-256.

prisonniers (363 000 hommes). C'est pourquoi le haut-commandement demanda-t-il dès septembre au pouvoir politique de trouver une solution négociée afin de sauver et l'armée et le territoire national avant un effondrement complet. Le 5 octobre, le nouveau chancelier, Max de Bade, fit savoir au président Wilson qu'il était prêt à engager des négociations sur la base des quatorze points. Le Reich venait alors de reconnaître qu'il avait perdu la guerre.

Le 11 novembre : victoire et armistice

Le 12 novembre 1918, le *Populaire du Centre* titre sur six colonnes à la une : « Vive la paix ! L'Allemagne a signé l'armistice ». Plus que la victoire, c'est la fin des hostilités que célèbre le quotidien socialiste. Le long éditorial intitulé « la fin » est de même teneur. Précisant que l'armistice n'est pas encore la démobilisation, il commente : « mais plus de tueries horribles, plus de ruisseaux de sang sur les champs de bataille. C'est l'essentiel ». Et d'en appeler, en conclusion, à une paix générale mettant définitivement fin aux guerres sous l'égide du socialisme international. Le journal de la fédération départementale de la SFIO, gagnée depuis plus de deux ans à l'idée d'une « paix blanche »[15], ne saurait témoigner à lui seul de la nature des sentiments qui prévalurent lors de l'annonce de l'armistice. Toutefois, il invite à s'interroger sur la nature de l'évènement historique qu'est la fin de la Première Guerre mondiale : peut-on parler de victoire française le 11 novembre 1918 ?

L'effondrement généralisé des empires centraux

Durant tout un mois s'engage un bras de fer entre Américains et Allemands. Ces derniers ont pensé qu'en s'adressant au président Wilson ils obtiendraient des conditions plus avantageuses, les clauses de l'armistice, notamment celles concernant les territoires à évacuer, conditionnant en partie la paix future. Mais Wilson, seul d'abord, en concertation avec ses « associés »[16] à la fin du mois d'octobre, se montre ferme. Au final, le gouvernement allemand doit s'incliner, ce qui entraîne la démission de Ludendorff le 26 octobre, remplacé par le général Groener.

Entretemps, la situation du Reich s'est considérablement dégradée. Désormais, le risque est immense de devoir se battre seul sur plusieurs fronts. Le 15 septembre, l'armée d'Orient commandée par Franchet d'Esperey a débuté une grande offensive. Deux semaines plus tard la Bulgarie signe l'armistice. Au même moment, le front ottoman en Palestine s'effondre et le 31 octobre est conclu l'armistice de Moudros, mettant fin au conflit au Proche-Orient. La veille, les italiens ont remporté la victoire de Vittoro Veneto. Les nouvelles provenant de l'allié autrichien sont particulièrement inquiétantes. L'armée se disloque, les régiments croates, slovènes, slovaques et tchèques refusant de continuer à se battre. A Prague, le 29 octobre la république tchécoslovaque est proclamée, le même jour à Zagreb, Slovènes et Croates annoncent qu'ils font sécession et qu'ils vont former avec les Serbes une fédération des Slaves du sud. Enfin, le 31 octobre, les Hongrois proclament leur indépendance. La double monarchie[17] n'est plus et c'est un pouvoir moribond qui signe l'armistice de Villa Giusti le 3 novembre. En dépit des promesses de l'empereur Charles à Guillaume II, les troupes italiennes sont autorisées à traverser les territoires autrichiens. La Bavière est donc directement menacée.

Enfin, la situation intérieure se dégrade brutalement à la fin octobre. Le 28 octobre, l'équipage d'un navire de guerre se mutine dans le port de Kiel. Alors que l'amirauté envisageait une sortie de la flotte pour appuyer les troupes sur la côte flamande, les marins refusent de

15 Sur l'évolution de la fédération socialiste de Haute-Vienne durant la guerre, voir Dominique Danthieux, Le Département rouge, République, socialisme et communisme en Haute-Vienne (1895-1940), Pulim, 2005.
16 Les Etats-Unis ne se considéraient pas comme alliés des Français et des Anglais mais associés dans la lutte contre un ennemi commun, ce qui leur laissait une entière liberté sur le plan politique.
17 Depuis le compromis de 1867, François-Joseph est roi de Hongrie et empereur d'Autriche. Les deux entités territoriales sont sur un pied d'égalité, unies par un même souverain.



Prisonniers allemands rassemblés en longues colonnes. Fonds Jean Labetoule du Cghml.

participer à ce qu'il leur semble être un inutile et sanglant baroud d'honneur. Quelques jours plus tard, c'est toute la ville qui passe sous le contrôle des marins qui ont formé des soviets. Entre le 7 et le 9 novembre la situation échappe de plus en plus au pouvoir. À Munich, à Cologne, à Düsseldorf et enfin à Berlin, la révolte éclate. En Bavière, la république est proclamée le 7 au soir. L'Allemagne fondée par Bismarck en 1871 semble être sur le point de disparaître. Conscients du risque, les leaders de la droite et du centre pressent Guillaume II d'abdiquer. Le 9, après avoir consulté ses généraux qui doutent de la loyauté des troupes, le kaiser quitte le quartier général de Spa et se réfugie aux Pays-Bas. Le IIe Reich n'est plus[18].

L'enjeu des négociations.

Le 10 novembre, le gouvernement allemand prend connaissance des conditions d'armistice que lui a transmis l'état-major. L'avant-veille une délégation a été reçue par Foch. Elle a pris connaissance des conditions particulièrement dures imposées par les alliés : évacuation de tous les territoires occupés, à l'est comme à l'ouest, mais aussi de l'Alsace-Lorraine, de la rive gauche du Rhin et de quatre têtes de pont sur la rive droite, flotte désarmée et conduite dans un port neutre ou allié, remise d'une partie de son matériel : avions, canons, mitrailleuses, mais aussi camions, locomotives et wagons. La guerre sous-marine doit immédiatement cesser et tous les u-boots seront remis aux alliés. En revanche ceux-ci ne lèvent pas le blocus maritime de l'Allemagne. Etant donné la gravité de la situation, le gouvernement n'a presque aucune marge de manœuvre. Il n'obtient qu'une diminution du volume des livraisons de matériel de guerre et un allongement du délai d'évacuation des zones notifiées dans le

18 Pierre Renouvin, op. cit., p. 245-282.

texte. Le 11, à 5 h 10, l'armistice est signé dans le wagon de Foch en clairière de Rethondes. Il prend effet à 11 h.

S'il est logique que durant tout le mois précédent les Allemands aient tenté de négocier un accord qui leur soit plus favorable, il faut aussi garder à l'esprit que l'armistice a fait l'objet de longues tractations entre Wilson et ses interlocuteurs européens mais aussi entre pouvoirs civils et militaires[19]. Consultés, Foch, Haig, Pershing et Pétain ont obtenu ce qui leur semblait essentiel sur un plan stratégique : empêcher l'Allemagne de pouvoir reprendre le combat si elle refuse les conditions de la paix à venir. C'est pourquoi Foch tient tant à l'occupation de la Rhénanie.

Mais l'armistice comporte aussi une dimension politique. En effet, dès le départ, il est pensé comme le prélude à une paix dont les principes sont contenus dans son propre texte. D'où la référence dès la première demande allemande aux quatorze points du président Wilson. Or, chacun des partenaires des Etats-Unis a des critiques à formuler. Les Britanniques ne veulent pas être privés de l'arme du blocus si l'entière liberté des mers est instaurée. Français et Italiens s'inquiètent d'une stricte application du principe des nationalités qui les priverait des gains territoriaux espérés (la Sarre, le Haut-Adige, l'Istrie, la Dalmatie), Français et Belges entendent obtenir des réparations financières, etc.

Enfin, certains en haut lieu pensent que l'armistice est prématuré, car l'Allemagne n'est pas encore à genoux et sa population n'a pas conscience de l'ampleur de sa défaite. C'est notamment la position du président Poincaré qui reproche à Clemenceau de risquer de « couper les jarrets » aux soldats par des négociations prématurées[20]. Toutefois, un consensus s'est dessiné en faveur d'un armistice le plus tôt possible. Wilson, affaibli par l'échec des démocrates lors des élections à mi-mandat du 5 novembre, y tient. Les dirigeants alliés s'inquiètent du risque d'expansion en Europe centrale des troubles révolutionnaires inspirés par le mouvement bolchevique. Enfin, après plus de quatre années d'hécatombes, personne ne peut songer à demander de nouveaux sacrifices à la population, une fois la défaite allemande acquise.

Gagner la paix

Le 14 juillet 1919 les troupes alliées victorieuses défilent dans Paris. Trois semaines plus tôt, la paix a été signée à Versailles. Certains la jugent trop douce au regard des pertes et des sacrifices consentis. En Allemagne, au contraire, on parle de « diktat ». Mais pour les gouvernements français, de droite comme de gauche, le traité est d'abord et avant tout un outil, permettant de contraindre l'Allemagne à respecter les clauses de Versailles (c'est le choix de Poincaré) ou de l'enserrer dans les filets de la sécurité collective (c'est celui de Briand). Les deux politiques ont toutefois le même but : préserver la paix. C'est ce aussi à quoi aspirent les anciens combattants et les communautés endeuillées qui commémorent tous les 11 novembre le sacrifice d'une génération[21].

19 Ibid., p. 128-244.
20 Sur ce point voir Jean-Jacques Becker, Clemenceau chef de guerre, Armand Colin, 2012, p. 132 et sq. ainsi que François Roth, Raymond Poincaré, Fayard, 2000.
21 Voir la récente synthèse de Jean-Michel Guieu, Gagner la paix, 1914-1929, Le Seuil, 2015.

*
* *

11 novembre 1918 : le rendez-vous de Rothonde

Dans un dossier remis par Me Pierre Fargeaud avocat au barreau de Limoges, nous avons découvert 5 cartes postales tamponnées du Monument de l'armistice en date du 11 novembre 1918.
L'oncle signataire des cartes postales, est, Albert-Henri Guillet, né à Limoges en 1887, officier d'administration de 2e classe, service de santé, qui à l'occasion d'un voyage à Compiègne au lendemain de la guerre, s'adresse au «Petit Jean» à qui il veut donner, à travers le récit qu'il en fait, les clés d'un moment de l'histoire de France : la signature de l'armistice le 11 novembre 1918. Ce petit Jean est un jeune garçon d'une douzaine d'années, qui deviendra Jean-Louis Fargeaud, avocat, bâtonnier au barreau de Limoges.

1- *Carrefour de l'Armistice en forêt de Compiègne Mon Petit Jean, Je te donne ci-dessous très brièvement les épisodes à la prise de contact des délégués allemands avec le Haut Commandement de l'Entente.*



Le 7 novembre au matin, la première armée (Général Debeney) continuait sa progression vers les sources de l'Oise et la Belgique rien ne semblait avoir de différence ce-jour des jours précédents.
Au 31e C.A. (Général Toulorge) la marche avait été rapide (2 divisions en 1er échelon une en 2ème échelon) direction La Capelle Fourmies.
A 6h30 le Général Ducornez, 19e B.C.P. commandant l'avant-garde ou la 166e D.I. (en premier échelon à gauche) reçoit un officier d'E.M. de la D.I. qui lui annonce que les parlementaires allemands vont se présenter. Ce jour 7 novembre 1918.
L'ordre de continuer, néanmoins, à avancer avec prudence et vigilance.
L'ennemi, en effet, ne cesse de tirer canons et mitrailleuses. La progression est lente

2- *Un officier allemand vers le Haudroy, lève les bras et déclare qu'il a l'ordre de cesser le feu à 13h30.*
Le Commandant Ducornez n'en tient aucun compte et continue à avancer. Il est prescrit d'être attentif, et, il interdit toute conversation avec l'ennemi qui cherche à fraterniser.
Pendant que ces événements se passaient en première ligne, le Haut Commandement français, avait en connaissances des premiers télégrammes allemands transmis par T.S.F. à la suite des incidents dramatiques de Spa.
En prévision de l'arrivée dans nos lignes des plénipotentiaires allemands, le général Debeney avait envoyé en auto le Commandant de Bourbon-Busset et trois officiers de son E.M. à la Capelle, le Général Toulorge y avait envoyé également le Commandant du Fretay et deux officiers de son E.M.
Tous s'installent à la Villa Pasques et attendent 1 radio français prescrivant une suspension d'armes de 13h à minimum à 15h. 2 parlementaires allemands à cheval se présentent à la côte 232 l'un d'eux le Lieutenant Jacob à l'air très heureux et parle beaucoup. Ils déclarent au Commandant Ducornez être envoyé par le général commandant la D.I. allemande de Rocquigny pour avertir que les délégués allemands arriveront à 16h à la côte 232.
Le Commandant Ducornez fait prévenir les officiers de l'E.M. de la Villa Pasques qui viennent

en auto à la côte 232, on attend.
Des habitants arrivent des régions encore...

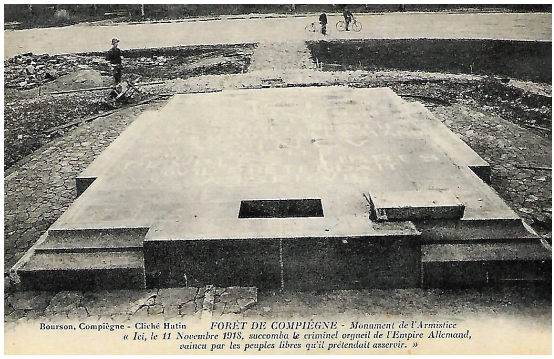
3- *...envahies et disent que les soldats allemands se révoltent, brisent leurs armes et refusent de continuer à se battre.*
La nuit tombe aucun plénipotentiaire allemand n'arrive.
Les officiers d'E.M. français rentrent à la Villa Pasques.
A 20h30 on entend une sonnerie de clairon, le Commandant Ducornez se reporte en auto vers la côte 232.
La nuit est claire, il voit à 150 mètres des postes allemands, des sentinelles françaises qui croisent la baïonnette et 3 autos allemandes, phares allumées arrêtées près d'un passage à niveau, un large drapeau blanc flotte sur la première voiture.



Le Général Von Winterfeld (ancien attaché militaire allemand à Paris) en descend correct et digne et se présente militairement au Commandant Ducornez en s'excusant du retard. Un banal accident d'auto survenu vers 12h à la sortie de Spa avait mis hors d'usage, 2 voitures de la délégation dont les membres avaient dû se tasser dans les trois restantes.
Erzberger à l'air hébété les autres délégués suivent silencieusement.
La mission est conduite à la Villa Pasques.
Déjà une foule curieuse d'habitants et de soldats se pressent avide de nouvelles.
Dans la Villa présentations.
Les officiers français précisent que la suspension d'armes finit à minuit.

4- *Les délégués allemands montent dans des autos françaises et sont conduits au quartier général du général Debeney leur premier soin est de demander l'envoi d'un ordre prolongeant la suspension d'armes jusqu'à 6h du matin. Le 8, les délégués continuent leurs voyage vers Compiègne et arrivent ici (voir emplacement sur les cartes postales).*
Cependant instruit par 4 ans ½ de ruses de guerre abominables, le Général Toulorge se conforme strictement aux délais de la suspension d'armes et reprend le 8 novembre à 6h son mouvement offensif sur Haudroy. Les Allemands reprennent également la lutte. L'auto des plénipotentiaires rapportant le 8 novembre soir les conditions de l'armistice au grand quartier général allemand tombé en plein combat. Elle est arrêtée par les mitrailleuses et le canon qui ne cessent de tirer. Le 9 novembre le 31e C.A. français reprend sa marche et entre à Fourmies (fleurs, pavoisements, enthousiasme des habitants).
Les plénipotentiaires allemands réussissent enfin à repasser dans leurs lignes.
En voici l'épilogue
C'est la réponse du gouvernement allemand à l'ultimatum fixant sans admettre de discussion les conditions de l'armistice.

5- *Le 10 novembre 1918 – 18h40 le gouvernement allemand accepte les conditions d'armistice qui lui ont été posés le 8 novembre.*
L'armistice est alors signé le 11 novembre 1918 à 5h du matin et c'est par la tour Eiffel



qu'Ezberger annonce au Monde la fin de la guerre que l'Allemagne avait déchaînée en 1914.
Notre ennemi était à terre il demandait grâce, un Français ne sait pas frapper un ennemi à terre même quand cet ennemi est bôche.
Le Maréchal Commandant en Chef des Armées de l'Entente a accordé avec générosité au commandement suprême allemand l'armistice du 11 novembre 1918 qu'il était venu implorer dans le carrefour représenté sur ces cartes.
Ce fut une paix conquise par une Victoire militaire et ce fut une paix acquise par les valeurs des armées françaises et de leurs chefs.
Plus tard, Mon cher Jean tu comprendras mieux tout cela Ton Oncle...

*
* *

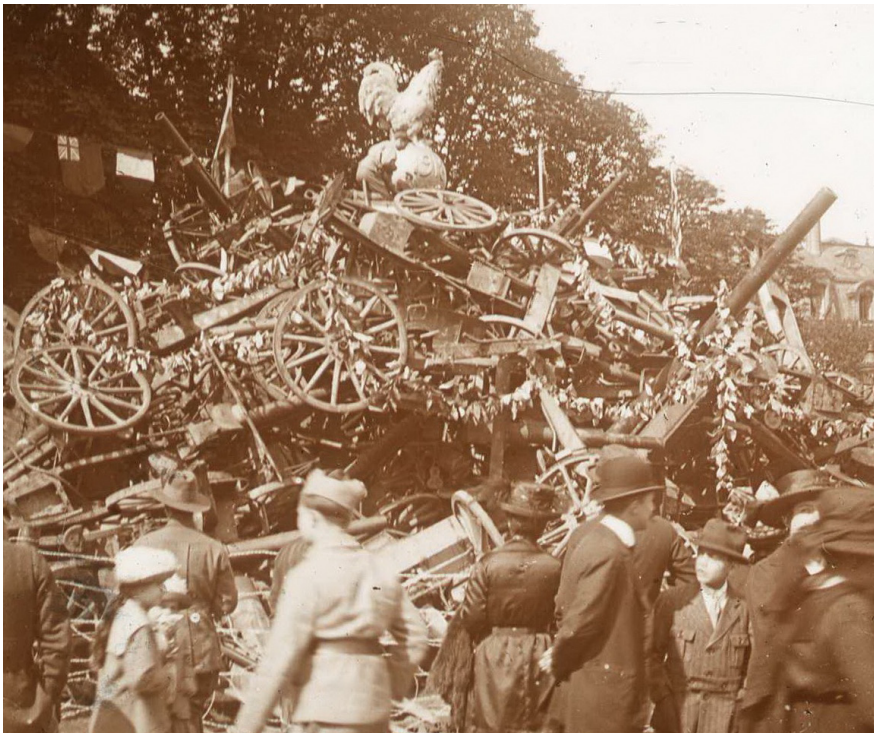
Une lente démobilisation

Philippe Grandcoing

La fin de guerre d'un caporal limousin

Le 24 septembre 1919, le caporal Honoré-Jean Champcommunal est démobilisé. Natif de Saint-Sylvestre, faisant partie de la classe 1916, il avait été appelé sous les drapeaux en avril 1915. Depuis le 11 novembre 1918, il avait été cantonné en Alsace – où il avait participé avec le 10e Corps au défilé de la victoire à Strasbourg – puis durant de longs mois il avait stationné en Sarre et au Luxembourg, avant de rejoindre la Lorraine puis de regagner le Limousin. Ces dix mois passés sous les drapeaux alors que la guerre est finie, ont considérablement accru son antimilitarisme. Les rigidités de la hiérarchie, la vacuité des heures, l'absurdité de la discipline et des exercices n'y sont pas étrangères. Plus que tout autre, un évènement a profondément meurtri Champcommunal. Alors qu'il bataillait en vain pour obtenir une permission sachant sa mère malade, il put enfin partir suite à un télégramme indiquant que son état de santé s'était aggravé. Mais il arriva trop tard à Saint-Sylvestre et apprit son décès à sa descente du train. Il note alors dans ses carnets : « près d'un mois après, le 7 juin, il fallut me résigner à repartir, à reprendre cet uniforme que je maudissais et que, je ne sais pour quelle raison, j'accusais du malheur dont j'étais frappé »[1]. De la même façon, il est choqué par l'absence de cérémonies, voire même d'information, lorsque l'Allemagne accepte de ratifier le traité de Versailles. « Ce silence me parut ignoble. Je pensais que nous, les premiers intéressés, aurions dû être prévenus officiellement, que nos chefs par amour de courtoisie et de dignité, voire de reconnaissance, auraient dû avoir à cœur de faire part de la fin de la vie de martyre à ceux qui avaient de leur sang payé chèrement la victoire dont ils

1 Honoré-Jean Champcommunal, *Carnets de campagne 1915-1920*, Culture & Patrimoine en Limousin, 2014, p. 172.



14 juillet 1919, un coq sur un champ de ruines...Fonds Jean Labetoule du Cghml.

se glorifiaient […]. Ah ! Pauvre troupe, si tu voyais avec quelle considération on te classe et te regarde !!! »[2].

Cette période est également fondamentale pour l'affirmation de ses convictions pacifistes. En Alsace puis en Allemagne, logé chez l'habitant, il a l'occasion de rencontrer des anciens combattants du camp adverse et de découvrir villes et campagnes. Il en revient admiratif pour la propreté, le sens de l'organisation et le niveau de développement constaté partout où il est passé. Plus encore, il ne veut voir en l'ancien ennemi qu'un membre d'une même humanité et dans les frontières qu'un trait artificiel tracé sur une carte, fruit de rapports de forces aléatoires. Aussi, lorsqu'il évoque les Prussiens – qu'il distingue des Bavarois – il précise : « cette race connue de tout le monde qui ma foi me parut comme les autres »[3]. Et lorsqu'il franchit la frontière pour la première fois, dans les environs de Bitche, et voit l'ancienne borne frontière, il note : « en regardant autour de moi, il me vint l'idée qu'une analogue ligne imaginaire au milieu de ces mêmes champs de blé suffit pour faire verser tant de sang. Et qu'à deux hommes qui cultivent de chaque côté de cette ligne (qui n'existe que sur le papier), voisins, amis, parents même, il suffit d'une date qui peut être fixée selon le bon goût de deux dirigeants, pour les rappeler à leur garnison respective et leur donner un uniforme différent, pour en faire deux ennemis qui feront tout pour se mettre à mort »[4].

Finalement, Honoré-Jean Champcommunal n'est rendu à la vie civile que le 24septembre 1919. Il n'est fêté ni en héros, ni en vainqueur, mais assiste en spectateur « à la rentrée des glorieux drapeaux qu'une foule énorme était venue saluer », ayant réussi à échapper à la corvée du service d'ordre[5]. Puis, il est une ultime fois confronté à la bureaucratie militaire,

2 Ibid., p. 187.
3 Ibid., p. 203
4 Ibid., p. 181.
5 Ibid., p. 228.

devant effectuer pas moins de douze stations avant d'arriver « au bureau final. Et je calcule, ne voulant rien comprendre, que de tout l'énorme, l'inutile peut-être assemblage de manuscrits, d'imprimés qui sont passés par mes mains en l'espace de vingt minutes et que j'ai signés 2 ou 3 fois chacun, sans parler des nombreuses signatures que j'ai données sur divers registres, il me reste un livret militaire, une carte-billet de chemin de fer valable d'ici chez moi et 250 F. »[6].

Des soldats encore longtemps sous les drapeaux

Le cas du caporal Champcommunal est-il unique ? Bien sûr que nom. L'étude exhaustive menée par Michel Kiener et Valérie Mazet à propos des régiments de la 12e région militaire le confirme[7]. Durant une grande partie de l'année 1919, les hommes sont employés à diverses tâches : garde des prisonniers allemands ou russes (les anciens mutins de La Courtine), police de la ville de Reims, surveillance de la frontière espagnole… Sans compter tous ceux qui, faisant partie du corps expéditionnaire envoyé en Italie après le désastre de Caporetto, restent dans la péninsule, voire sont envoyés dans les Balkans ou au Proche Orient, alors en plein chaos. Des éléments du 12e Corps embarquent ainsi pour le Monténégro et la Cilicie. Les derniers ne rentreront en France qu'en 1920.

La lenteur de la démobilisation s'explique donc en partie par les nécessités de l'immédiat après-guerre, ou plus exactement de cette période qui n'est pas encore tout à fait la paix mais qui n'est plus tout à fait la guerre. Comme l'a montré Bruno Cabanes, les premiers mois de l'armistice sont marqués par la crainte d'une reprise des hostilités de la part de l'Allemagne en cas de refus du traité de Versailles. Son acceptation en juin 1919 lève une première hypothèque. Mais il faut aussi faire face à tous les besoins générés par la situation nouvelle issue de la guerre : occupation de la Rhénanie, contrôle du désarmement allemand, remise en état des infrastructures de première nécessité dans les régions dévastées, etc. S'y ajoutent les nécessaires interventions dans les zones politiquement instables, notamment tout l'est méditerranéen des anciens empires ottoman et austro-hongrois, mais aussi la Russie bolchevique alors en proie à la guerre civile[8].
Malgré tout, le gouvernement entend libérer le plus rapidement possible les combattants les plus âgés. Dès la fin de l'année 1918, les classes 1887 à 1891 sont démobilisées. Puis vient le tour des classes 1891-1906, entre le 25 décembre 1918 et le 3 avril 1919. La remontée des tensions avec l'Allemagne interrompt le processus pendant plusieurs mois. Les hommes âgés de 22 à 32 ans ne regagnent leurs foyers qu'entre juillet 1919 et juin 1920[9]. La règle qui a prévalu est donc celle de l'âge. Certains, notamment les classes 1912 et 1913, sont donc restés six ou sept ans sous les drapeaux. Mais les pouvoirs publics ont également tenu à introduire des correctifs en fonction de la situation familiale ou économique. Les soldats pouvaient être rattachés à des classes plus anciennes s'ils comptaient deux frères tués au combat, s'ils s'étaient l'aîné d'une fratrie d'orphelins, s'ils étaient agriculteur ou fils aînée d'une veuve agricultrice, etc.

La question du retour des cultivateurs est particulièrement lourde d'enjeux, en cette période de pénurie de main-d'œuvre agricole. Alors qu'approchent les travaux des champs du printemps et de l'été 1919, l'absence des hommes dans les campagnes suscite en effet de plus en plus de récriminations. Bruno Cabanes note ainsi que le nombre de lettres se

6 Ibid., p. 230.
7 Michel C. Kiener & Valérie Mazet, *Nous étions des hommes malgré la guerre. 1914-1919,* Métive, 2018, p. 306-308.
8 Bruno Cabanes, *La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Le Seuil, 2004.
9 Ibid., p. 295.

plaignant de la lenteur de la démobilisation augmente fortement alors et de citer le courrier d'un soldat-vigneron de la Xe armée : « je voudrais bien être chez moi pour les vendanges »[10].

Des poilus oubliés ou honorés ?

La longueur et la lourdeur du processus de démobilisation ont généré incompréhension, agacement et contestation. Les bureaux sont submergés de demandes d'explications et d'exposés de cas ne rentrant pas dans les critères permettant de bénéficier d'une libération anticipée. S'y ajoute la question complexe des permissionnaires et surtout des convalescents. Peut-on envisager de les renvoyer dans leurs unités pour des périodes parfois fort brèves ? Mais c'est surtout la complexité du processus qui pose problème. Le soldat démobilisé, après avoir reçu du commandant de son unité son carnet de pécule, mentionnant la solde qu'il doit toucher, gagne un centre de regroupement avant d'être envoyé dans un dépôt démobilisateur où sont effectuées les opérations finales : vérification de l'identité du soldat, établissement du titre de congé, remise de la solde et de tickets de pain, paiement des frais de route, fourniture de l'habillement, etc. À chaque fois, de longues et pénibles vérifications administratives ralentissent le rythme, sans compter d'éventuels problèmes de transport, de stocks et de logistique.

Tout cela suscite plaintes et mouvements de colère de la part des poilus pressés de regagner leurs foyers et considérant que leurs sacrifices ne sont pas pris en considération. D'où, par exemple, la multiplication des incidents dans les gares et les trains. Un rapport du 15 mai 1919 signale ainsi plus de 13 000 bris de glaces et 400 avaries de portières survenus au cours des mois précédents[11]. Les 250 francs de prime de démobilisation, les vêtements donnés – deux chemises, deux caleçons, un pardessus, un veston, une paire de brodequins, un pantalon et quelques autres accessoires – , le casque Adrian et la plaque commémorative en cuivre apparaissent souvent comme de chiches compensations au regard des sacrifices consentis[12].

La République a toutefois tenu à honorer les soldats. C'est dans cette logique que s'inscrivent les différents défilés de la victoire. Les premiers ont lieu dans l'Alsace-Moselle libérée et le caporal Champcommunal se montre sensible à l'accueil réservé aux troupes françaises par les populations locales, mais aussi à la pompe de ces cérémonies qu'il décrit longuement, notamment l'entrée des maréchaux Pétain et Foch à Strasbourg, celle de Poincaré et Clemenceau à Colmar. Toutefois, son horreur de la guerre l'empêche d'être en communion avec les spectateurs exprimant leur ferveur patriotique : « je pense que toutes ces fêtes ont quelque chose qui choque. Je pense que pour qu'elles aient lieu, il a fallu la vie de millions d'hommes. Aujourd'hui il me semble que c'est comme si l'on fêtait leur mort »[13].

Défilés et prises d'armes sont l'occasion de décorer hommes et régiments. Le 63e RI de Limoges reçoit ainsi la fourragère des mains du général Debeney le 6 janvier 1919. Le 78e sera lui aussi récompensé quelques mois plus tard[14]. Puis viennent les fêtes du retour des régiments dans leur ville de garnison. C'est sans doute à ce moment que les populations locales expriment, dans des sentiments mêlés, la joie de la victoire, la satisfaction de la paix retrouvée et le soulagement du retour des hommes. Magnac-Laval et Bellac célèbrent ainsi le retour du 138e le 27 juillet 1919, Tulle fête les 100e et 300e le 15 septembre. La veille, à Limoges, une grande cérémonie au Champ de Juillet avait marqué le retour du 63e RI au

10 Ibid., p. 325. Dans l'industrie, les enjeux n'étaient pas les mêmes. Durant la guerre, le travail des femmes, le retour du front des « affectations spéciales », l'emploi de la main-d'œuvre coloniale avaient permis de faire face aux besoins. Le brusque arrêt des commandes militaires à la fin de l'année 1918 entraîne de plus une courte mais brutale poussée du chômage.

11 Ibid., p. 313.

12 Ibid., p. 334-353.

13 Honoré-Jean Champcommunal, op. cit., p. 151.

14 Michel C. Kiener & Valérie Mazet, op.cit., p. 309.

milieu des drapeaux de tous les régiments du 12e corps d'armée[15]. On sait également qu'il y a eu des fêtes du retour organisées dans certains villages, fêtes « joyeuses » incluant bal et feu d'artifice, mais aucun dénombrement n'en a été fait sur le plan régional[16].

Une fin de guerre pour la société limousine ?

Ce temps du retour est aussi celui du deuil, de la réinsertion et de la commémoration. Le Limousin, du fait de son caractère rural, a été une des régions où les pertes ont été les plus importantes. Au total, plus de 38 000 morts, la Haute-Vienne étant proportionnellement moins touchée (autour de 15 000 décès) que la Creuse et la Corrèze (respectivement 10 000 et 13 000 morts). Mais les villes ont aussi payé un lourd tribut. Ainsi, à Limoges, on compte 3 000 soldats décédés pour une population d'un peu moins de 100 000 habitants[17]. Toute la société locale est donc touchée par les « cercles de deuil », tels que les a définis Stéphane Audoin-Rouzeau[18]. La visibilité dans l'espace public des veuves de guerre, des pupilles de la nation[19], identifiables à leurs vêtements ou leur brassard noirs, mais aussi celle des mutilés, amputés et autres blessés rappelle au quotidien le lourd bilan de la guerre. L'érection des premiers monuments aux morts, le retour des dépouilles des soldats rendu possible par la loi du 31 juillet 1920[20], les premières cérémonies du 11 novembre font de la guerre une perpétuelle actualité dans les années qui suivent l'armistice. Dans les cimetières, de nombreuses plaques funéraires rappellent le souvenir des disparus. Souvent, le corps est ailleurs, dans un cimetière militaire, à moins qu'il n'ait jamais été retrouvé ou identifié. Mais, grâce à la chromophotographie et à la diffusion massive des plaques funéraires en porcelaine, il est possible aux familles de réintégrer symboliquement les soldats décédés dans le caveau familial et, au-delà, dans la communauté locale des vivants et des morts[21].

S'y ajoutent d'autres phénomènes indiquant qu'il ne pourra y avoir de retour à l'avant 1914. Il en est ainsi du personnel des écoles communales. Désormais, la règle de la non-mixité n'est plus tenable et des femmes remplacent les instituteurs devant les classes de garçons, à moins que l'on fusionne les classes[22]. De la même façon, l'agriculture manque de bras et il faut avoir recours à une main-d'œuvre étrangère à la région. Il faut également vivre avec l'inflation, la disparition du franc-or, l'évaporation d'une grande partie de l'épargne… Si les détenteurs d'emprunts russes ou les rentiers de la terre ont perdu tout ou partie de leurs revenus, en revanche les producteurs ont mieux tiré leur épingle du jeu. Il en résulte une prospérité réelle des campagnes, mais qui ne s'accompagne pas d'une véritable modernisation, l'essentiel des bouleversements ayant eu pour effet de transférer la propriété de la terre des notables vers les paysans[23].

Se pose enfin la question de la démobilisation des esprits et de la capacité des poilus à reprendre le fil d'un quotidien interrompu durant plusieurs années. On manque, localement,

15 Ibid., p. 310-311.

16 Voir Stéphane Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme*, (1870-1940), PUR, 2011.

17 Chiffres tirés de Michel C. Kiener & Valérie Mazet, op. cit.

18 Stéphane Audoin-Rouzeau, *Cinq deuils de guerre. 1914-1918,* Némésis, 2001.

19 Ils sont 1 100 000 à l'échelle du pays (Olivier Faron, Les Enfants du deuil. Orphelins et pupille de la Nation de la Première Guerre mondiale, La Découverte, 2001). En Corrèze on en dénombre 9 000 (Michel C. Kiener & Valérie Mazet, op. cit., p. 315).

20 Voir Béatrix Pau, *Le Ballet des morts. Etat, armée, familles : s'occuper des corps de la Grande Guerre*, Vuibert, 2016.

21 Jean-Marc Ferrer & Philippe Grandcoing, *Des Funérailles de porcelaine*, Culture & Patrimoine en Limousin, 2000.

22 En Corrèze, sur les 173 instituteurs mobilisés, 94 ne sont jamais revenus de la guerre (Michel C. Kiener & Valérie Mazet, op.cit., p. 312).

23 Philippe Grandcoing, « La crise dans les campagnes limousines a début des années Trente », in 1936. *Le Front Populaire en Limousin*, Les Ardents Editeurs, 2016, p. 117-126.

d'études sur le sujet[24], sauf pour ce qui est des conséquences politiques. De façon générale, on sait que les anciens poilus ont peu parlé de leur expérience de guerre à leurs proches. En revanche, les associations d'anciens combattants ont connu un succès massif et le 11 novembre est très vite devenu leur fête. Ces associations, qu'Antoine Prost qualifie de « confréries modernes » perpétuent le souvenir des camarades morts, mais sont aussi les gardiennes vigilantes des droits des anciens combattants et s'érigent en censeurs de l'action politique, veillant à ce que le sacrifice de tant d'hommes ne soit pas vain[25]. En Limousin, même s'il convient de ne pas généraliser, l'expérience combattante a renforcé l'ancrage à gauche de la région, la SFIO et le PCF étant les formations politiques les plus soucieuses de défendre la paix et de dénoncer les horreurs du conflit. D'où, surtout en Corrèze, l'apparition d'un communisme rural prenant appui sur les communautés paysannes traumatisées par le conflit[26].

Porté notamment par la jeune génération estimant que les pères avaient trahi en 1914 la cause de la paix et du peuple des campagnes, le mouvement connaît son apogée un quart de siècle plus tard, enrichi de l'expérience de la Résistance. Le Limousin, pour reprendre la formule de De Gaulle, venait alors de clore sa nouvelle « guerre de Trente Ans ».

24 Sur un plan national voir Dominique Fouchard, *Le Poids de la guerre. Les poilus et leur famille après 1918*, PUR, 2013.

25 Antoine Prost, *Les Anciens Combattants et la société française 1914-1939,* Presses de la FNSP, 1977.

26 Dominique Danthieux, *Le Département rouge. République, socialisme et communisme en Haute-Vienne (1895-1940)*, Pulim, 2005, p. 217 et sq. et Laird Boswell, *Le Communisme rural en France. Le Limousin et la Dordogne de 1920 à 1939*, Pulim, 2006.

*
* *

L'effrayant monde des blessés et des malades

Brigitte Favrie-Banette

Cet enfer, cette boucherie, ces malheureux hurlant, ces salles regorgeant d'une souffrance houleuse et confuse où la mort travaillait à mettre de l'ordre.
Georges Duhamel. Civilisation. Le Mercure de France, 1918 Prix Goncourt 1918.



Congrès de la paix. Versailles le 28 juin 1918, délégation de mutilés français.

Les morts pour la France de la Première Guerre mondiale sont très justement honorés, avec respect et compassion, depuis près de cent ans mais les blessés, mutilés et estropiés sans oublier les soldats qui ont contracté une maladie au cours du conflit ont bien souvent été occultés lors des cérémonies commémoratives. Et pourtant 3 153 000 hommes furent blessés, accidentés ou gazés sur 8 millions de mobilisés et 40% des soldats subirent au moins une fois une blessure auxquels il faut ajouter les 5 millions de malades (ce chiffre prend en compte ceux qui le furent à plusieurs reprises).
La Grande Guerre se caractérise dramatique-ment par son extrême violence et la brutalité des combats et ce, dès les premiers affrontements. Elle rompt avec ce qu'était depuis le XVIIIe siècle une « guerre réglée » : arme blanche, lance, sabre, baïonnette et balles tirées à une vitesse assez lente, pouvant laisser de réelles chances de survie si l'abdomen n'était pas atteint et l'infection enrayée[1], et des belligérants respectueux des trêves pour secourir les blessés et ramasser les morts…

L'efficacité meurtrière des nouvelles armes

En 1914, « la modernité industrielle se met au « service de la guerre »[2] et les armes deviennent plus vulnérantes. Le projectile des mitrailleuses vrille dans les corps, se fragmente en particules métalliques, une cavité temporaire trente fois plus grande que le diamètre de

1 Une étude comparative des pertes britanniques à Waterloo en 1815, et dans la Somme en 1916, a montré que le taux de survie était plus important en 1815, qu'un siècle plus tard.
2 Gérard Guicheteau Jean Claude Simoën, *Les années sanglantes 1914-1918*. Fayard 2006.

la balle provoque des lésions à distance sur les nerfs, les os, les organes sans qu'il y ait eu contact. Les grenades, efficaces sur une courte distance, s'avèrent redoutables pour les hommes confinés dans les tranchées.
La grande vélocité des balles délabre les visages. Hématomes, œdèmes et bouillie cérébrale causent des dommages irréversibles en atteignant les crânes sans protection efficace (il faut attendre septembre 1915 pour que les soldats soient équipés du casque Adrian qui se révélera un abri bien précaire pour les os crâniens, 77% des blessures sont infligées à la tête, et 88% sont mortelles)[3]. La mitraille d'obus propulsée à 1200 mètres par seconde a des effets encore plus dévastateurs sur le corps mais aussi plus septiques car les projectiles peuvent être souillés par la terre et les vêtements. L'obus explosif crée une onde de choc qui atteint l'oreille, le larynx, provoque une surpression sur le thorax et le diaphragme entraînant l'écrasement du poumon entre les côtes et le rachis. Il y a les projectiles qu'on reçoit mais ceux qu'on envoie sur l'ennemi affectent et blessent aussi les artilleurs. Les servants du crapouillot sont atteints de malaises, céphalées, saignement du nez et des oreilles. L'acier échauffé fait exploser le canon, les tirs tombent parfois sur leur propre ligne. C'est l'artillerie qui occasionne 70% des blessures, les éclats d'obus hérissés d'aspérités causent les pires dégâts. Les corps peuvent être volatilisés, des fragments de chair et d'os projetés sur les soldats proches. L'impact sur un abri mal étayé, l'explosion des mines sous les tranchées adverses condamnent les victimes à être emmurées vivantes. Les blessures par le gaz utilisé sur le front ouest en 1915, l'ypérite, occasionnent de graves atteintes et d'atroces souffrances, considérées comme les plus inhumaines, tant par les soldats que les médecins. C'est pour le combattant une longue agonie par étouffement qu'on ne peut ni efficacement soulager ni soigner. « À Litz, on traite les gazés, hypérités ; les yeux sont rouges, pleurent sans arrêt, les nez suintent. Au bout de quelques jours, les gorges et les trachées se dépouillent, les patients expectorent tout le moule intérieur. On soulage à la cocaïne, on lave les pauvres yeux à l'eau bicarbonatée et l'on met des tampons d'huile goménolée dans les nez. Après avoir douché les blessés tout le corps est passé au talc, les vêtements à l'étuve ; les complications pulmonaires sont graves surtout les cas de pallite, cause d'énormes œdèmes pulmonaires »[4]. Que dire des gueules cassées ces 10 à 15 000 soldats défigurés par cet armement particulièrement destructeur.

L'obusite

Les médecins dépourvus de connaissance appellent ainsi au début du XXe siècle le syndrome de stress post-traumatique. Ils disposent de peu d'outils pour traiter les cauchemars, les troubles, les tremblements des patients, souvent dépourvus de mémoire et de sentiments, immobiles et en pleurs « muets parce que personne ne voulait les entendre ». Des sujets décrits par le Dr Janet comme « accrochés à un obstacle insurmontable et passant leur vie indéfiniment contre un mur ». Un sérum est bien mis au point. Mais les militaires n'y voient que de la faiblesse, assimilée à de la lâcheté ou à un refus de discipline. Certains seront d'ailleurs considérés comme déserteurs et fusillés. Les rescapés ne seront qu'une charge pour la société d'après-guerre. On estime à 100 000 ces « soldats de la honte » traumatisés par la violence qu'ils avaient subie et celle qu'ils avaient dû infliger à leur corps défendant.

La tranchée foyer de morbidité

Les tranchées voulues par les Allemands pour conserver leurs gains territoriaux avaient bénéficié d'aménagements moins précaires que celles des Français, l'état-major refusant que le soldat « s'installe, pour maintenir l'ardeur guerrière ». Le froid, la boue, la chaleur, les détritus, les latrines délaissées dans l'ardeur des combats, les cadavres qu'on ne peut évacuer à temps

3 In *Mémoire des Hommes.*
4 Georges Legros, *Médecin au front.* Éditions Sutton 2018

Alphonse Pierre Froment

Le douloureux parcours du combattant.

La Patrie doit à nos chirurgiens de carrière ou à nos chirurgiens improvisés un million de vie humaines et cinq cent mille combattants retournés au front après blessures.

Dr Bianchon. Compte-rendu du bilan annuel de la Société de chirurgie 1915.

Né en 1891 à Pontcharraud, Canton de Crocq (Creuse). Il est incorporé le 8 octobre 1912 et passe de l'instruction militaire directement au front en octobre 1914.

– 21 septembre 1914, évacué blessé au bras par éclat d'obus. Reparti aux Armées le 2 février 1915.

– Intoxiqué par les gaz le 1er juin 1916, évacué et hospitalisé jusqu'au 27 juin 1916, rejoint la compagnie le 28 juin 1916.

– évacué le 4 mars 1917 vers l'hôpital Luxembourg, rejoint son régiment le 4 avril 1917 après 7 jours de congé.

– évacué blessé le 28 septembre 1917 entre à l'HOE La Veuve. Rejoint son corps après un congé de 20 jours le 23 novembre 1917.

– évacué malade le 28 décembre 1917 à l'ambulance 514 jusqu'au 26 janvier 1918.

– Au dépôt d'éclopés (*sic*) du 4e C.A. du 27 janvier au 2 mars1918

– Évacué blessé le 15 août 1918, éclat d'obus à la main gauche.

Réformé définitif avec une pension d'invalidité de 65% pour impotence presque totale de la main gauche. Ablation des 3 derniers doigts de la main gauche et de leurs métacarpiens. Préhension nulle.

Caporal le 15 novembre 1915.

Réformé définitivement le 11 octobre 1918. Médaille militaire le 20 juin 1919.

Chevalier de la Légion d'Honneur en 1960. Registre matricule des archives départementales de la Creuse.

Alphonse Froment[1] est peintre en bâtiment. Un chirurgien prothésiste réussira à lui adapter une fixation en forme de pince fixé à ses deux doigts restants dont le pouce, ce qui lui permettra une meilleure préhension de sa main gauche bien utile pour sa profession. Sur les photos il tiendra sa main amputée bien cachée dans son dos.

1 Avec l'aimable autorisation de Michèle Froment Védrine.

engendrent une prolifération de rats[5], mouches, poux. Les mycoses, la teigne et la gale, assaillent le combattant. Tuberculose, pleurésie, bronchite, pneumonie, les gelures – pied de tranchée –, intoxication au plomb des mitrailleuses, syphilis[6] mettent les hommes sur le flanc. Dans les tranchées d'Orient « les maladies serpentent allongent leurs tentacules invisibles et tenaces dans l'air, dans la nourriture, l'eau pourrie, le sifflement des moustiques, le bourdonnement des mouches énormes, la morsure intolérable des puces et des poux »[7]. Dysenterie, dengue et paludisme atteignent 120 000 soldats des Dardanelles, 40 000 en meurent.

La saleté, les chaussures rarement délacées (les rats s'attaquent aux doigts de pied), les bandes molletières souillées (les Allemands ont des bottes), les vêtements qu'on ne peut changer ni laver, aggravent les risques de maladie. Le barda alourdi par la pluie lors des marches de 30 à 40 kms au pas cadencé, le ravitaillement qui ne suit pas, le sommeil impossible sous la menace des bombardements, le transport des troupes dans les wagons à bestiaux de 36 à 40 hommes et 8 chevaux, le matériel qu'il faut apporter dans les boyaux boueux – claies, madriers, sacs de terre – autant de facteurs qui fragilisent le soldat. Les pioupious sont pour l'essentiel des ruraux pourtant habitués aux rudes travaux et à un confort rudimentaire…

5 Il faut attendre 1916 pour que des campagnes de dératisation soient entreprises.

6 Cf. Brigitte Favrie-Banette, « La sexualité des poilus au front ». D'onte Ses n° 14. Automne-hiver 2016

7 Capitaine Canudo. Cité par Pierre Miquel.

Le chaotique périple du malade et du blessé

Le service de santé des armées doit faire face, dès les premières semaines du conflit à une masse considérable de victimes militaires dont la prise en charge immédiate, à proximité des zones de combat, n'a pas été anticipée et se révèle quasi impossible.

Les premiers postes de secours, de modestes abris précaires installés à la hâte n'ont pas vocation à soigner les blessés et les malades. Il y a bien un médecin et une vingtaine de membres du personnel sanitaire, brancardiers et infirmiers, mais en nombre insuffisant et manquant de matériel pour traiter efficacement et dignement la victime. Encore faut-il que le blessé ait pu être évacué du champ de bataille ! La violence des combats ne permet pas toujours aux brancardiers de relever les blessés, les trêves ne sont pas respectées. Il faut souvent attendre qu'il fasse nuit pour les rechercher au milieu des terrains bouleversés par les obus, la boue et sans lumière. Les brancardiers n'ont pas l'expérience des blessures et peuvent laisser sur place telle victime qu'ils jugent perdue. Que dire du soldat inanimé incapable de se signaler à l'équipe de sauveteurs, ou de se mouvoir pour rejoindre les lignes arrière. Combien agonisèrent sans aucun secours, combien ont « séché sur les barbelés »! « Il entre à Sapicourt un malheureux blessé resté sept jours entre les tranchées françaises et ennemies, sans être pansé, sans absorber la moindre parcelle de nourriture. Relevé au cours d'une attaque heureuse des nôtres, il est amené à l'ambulance dans un état d'émaciation et d'inanition extrêmes. Il succombe peu de jours après son entrée, malgré tous les efforts tentés pour relever son état général. C'était un chanteur de café-concert ! »[8]. La gravité des blessures avait-elle permis au soldat de s'appliquer lui-même, ou avec l'aide d'un compagnon épargné ou moins grièvement touché, le pansement dont il était muni ? Le blessé relevé, il faut le transporter, cheminer à travers les tranchées, le porter à bout de bras ou enroulé dans une toile de tente maintenue par une perche, sans aucune précaution liée à la nature de la blessure. En 1915, des brouettes porte-brancard furent distribuées mais elles étaient peu maniables sur les terrains boueux.

Ce n'est qu'à l'arrivée à l'ambulance, que le médecin pratique les premiers gestes d'urgence : arrêt d'une hémorragie, traitement d'un état de choc, lutte contre l'infection. Il est assisté d'une équipe composée dans le meilleur des cas, d'un chirurgien, un radiographe, un pharmacien et une dizaine d'infirmiers. Mais le blessé est pris en main bien souvent trop tardivement, souvent dix à onze heures de transport depuis les lignes. Les moyens sanitaires et chirurgicaux sont sommaires. Les salles de soins sont installées dans des caves, des baraques en planches, sous des tentes, près d'une ligne de chemin de chemin de fer – cible privilégiée de l'ennemi – éclairées par des lampes à acétylène. Le chirurgien pouvait pratiquer, dans l'urgence, jusqu'à trente opérations par 24h. Devant l'affluence des blessés, les diagnostics restent sommaires, la gravité des cas mal évaluée.[9] Une blessure simple peut, par complication septique, compromettre le pronostic vital d'un blessé. L'absence d'hygiène élémentaire compromet les soins : « Des mouches volent partout, se posent sur les instruments, les pansements et même sur les intestins mis à découvert »[10]. Les équipes ne sont pas toujours formées pour évaluer la nature et la sévérité des blessures, établir la fiche médicale, diriger le patient vers les structures sanitaires adaptées à ses pathologies : les hôpitaux de l'avant dans un premier temps puis ensuite dans les hôpitaux d'origine d'étape (H.O.E.).

Ce sont dans ces établissements, que sont accueillis les blessés et malades triés. Les médecins affectés aux centres de triage doivent faire preuve d'un sens clinique certain et dans un temps record. Situés à proximité immédiate du front, ces centres de soin sont exposés aux canons à longue portée. Les soldats intransportables sont opérés et les évacuations par

8 Georges Legros. Op. cité.

9 À Tarnac, un tiers des soldats morts pour la France, décède à l'ambulance à la suite de leurs blessures de guerre. Grièveté de leur état ou absence de soins appropriés ?

10 Georges Legros. Op. cité

Georges Legros, médecin originaire de la Creuse, engagé sur le front.

Né le 28 mai 1861 à Aubusson, fils unique de Laurence Cancalon et de Michel Legros ,médecin, il fait ses études à Paris et épouse sa cousine germaine, Renée Cancalon, fille de médecin. Il s'installe à Montrichard dans le Loir-et-Cher en 1888 et est élu député de cette circonscription en 1914. Républicain progressiste il rejoint à la Chambre le parti de la gauche républicaine et démocratique. à 53 ans il s'engage dans le service de santé des armées et consigne dans ses carnets son journal. Il prend aussi de nombreux clichés sur les activités médicales au front.
Il est par ailleurs le biographe du naturaliste Jean-Henri Fabre.

train sont préparées vers les hôpitaux militaires de l'Arrière. Ces transports sanitaires, dont l'équipement ne s'améliorera que très progressivement, rencontrent par ailleurs des difficultés à circuler. Les rails sont encombrés de convois qui acheminent troupes et matériel, mais aussi réfugiés à évacuer des zones occupées par l'ennemi. Les lieux n'ont pas toujours été préparés à temps : « Un train de huit cents blessés errait sur le réseau ne sachant où déposer son chargement », rapporte Léon Jouhaud[11], un général fait évacuer une caserne, « mais quand il s'agit de coucher les blessés, on s'aperçut qu'on n'avait pas de couvertures, pas de seaux, pas de matériel, pas de pansements, pas de nourriture, pas de médecins, pas d'infirmiers… » Progressivement des hôpitaux militaires sont aménagés dans des casernes, des écoles, des locaux industriels, des bâtiments religieux et aussi dans des maisons particulières. Brive, Guéret, Tulle et Limoges par exemple en Limousin[12] accueillent plus de 7 000 patients en 1916[13].

Les flottements dans l'organisation du service de santé des armées, les lenteurs, les tâtonnements dans son organisation ont coûté la vie à bien des combattants, en particulier les premières années de guerre. Les médecins se divisent sur les soins à apporter. Méthodes d'asepsie pasteurienne (empêcher l'introduction de microbes dans l'organisme par des moyens appropriés) et/ou d'antisepsie (détruire les micro-organismes responsables d'infection médicale ou chirurgicale) sont en débat. Certains amputent à tout va, alors qu'il faudrait opérer et soigner de façon rationnelle même si la chirurgie de guerre est une chirurgie d'urgence. Des médecins militaires sont soupçonnés par leurs collègues civils de rechercher les galons au détriment du dévouement aux malades. D'autres vantent les pratiques allemandes qui soignent en priorité les mobilisés qui sont immédiatement récupérables pour retourner au front, envoyant les autres à l'Arrière.

Des améliorations techniques et fonction-nelles sont cependant adoptées, tout au long du conflit : formation du personnel, répartition plus équilibrée des soignants. Elles impulsent de nouvelles pratiques de soins innovantes et adaptées aux blessures. La médecine de guerre s'appuie sur les progrès de la fin du XIXe siècle et tente de s'adapter aux pathologies qui ne sont pas nouvelles mais qui présentent des signes cliniques déroutants voire spectaculaires. Des mesures prophylactiques sont propo-sées, car des rapports officiels mettent en cause la responsabilité de l'armée dans le développement de pathologies graves comme le typhus, le choléra, les dysenteries, les parasitoses mais aussi les infections des plaies (tétanos, gangrène gazeuse qui provoque une mortalité de 21% chez le soldat atteint aux membres inférieurs[14]). La

11 Léon Jouhaud, *Souvenirs de la Grande Guerre*.PULIM 2005.
12 Cf. Pascal Soula, « Les hôpitaux militaires en Limousin » in *D'onte Ses* n°14. Automne-hiver 2016
13 On trouve aussi des structures sanitaires dans des localités plus modestes comme à Saint-Junien où infirmières bénévoles et visiteuses s'investissent dans les soins aux blessés. Cf. Annette Bigaud. «À Saint-Junien : après la mobilisation des hommes. Les femmes mobilisées » in *D'onte Ses* n°14. Automne-hiver 2016
14 La gangrène gazeuse est une infection microbienne provoquée par une bactérie anaérobie qui produit du gaz au sein du tissu infecté. Elle se déclare après souillures des plaies par la terre, des instruments ou mains sales. Très fréquente sur les plaies de guerre elle est redoutée et souvent soignée par amputation.

Pension

« Ces Français que nous fûmes contraints de jeter dans la bataille, ils ont des droits sur nous » Georges Clémenceau président du conseil. La République française reconnaissante envers les anciens combattants et victimes de la guerre qui ont assuré le salut de la patrie s'incline devant eux et devant leur famille (article 1 du Code des pensions militaires) C'est par la loi du 31 mars 1919 que fut instauré un véritable droit à réparation pour les anciens combattants infirmes, mais aussi pour les veuves et orphelins. Cette loi prend en compte la reconnaissance des notions d'aggravation, de présomption d'imputabilité et d'origine des infirmités par le fait ou à l'occasion du service.

La générosité des intentions s'est heurtée aux difficultés économiques et les associations d'anciens combattants ont dû batailler avec les pouvoirs publics et pas toujours avec succès, pour que les pensions soient à la hauteur des handicaps subis au cours du conflit et revalorisées avec justice.

vaccinothérapie (antityphoïdique et antité-tanique), la sérothérapie, sont largement développées. L'anesthésie (à l'éther, au chloroforme, ou au chlorure d'éthyle), la radiographie qui facilite la localisation et l'extraction des projectiles, viennent seconder plus efficacement la chirurgie. Les prothésistes font preuve d'ingéniosité pour maintenir les membres fracturés en place, aider les amputés à se mouvoir. Différentes méthodes de greffes osseuses et de chirurgie réparatrice sont expérimentées, avec des débuts incertains, en particulier pour les blessures maxillo-faciales. Tout au long du conflit le monde médical, praticiens, chercheurs, infirmiers, pharmaciens, se mobilise pour être plus efficace et faire face au défi imposé par l'hécatombe des victimes alors même que les industries de l'armement continuent elles, à déployer des techniques de plus en plus destructrices.

Durant le conflit, plus de 9 millions d'admissions sont recensées dans les formations sanitaires (à l'avant comme à l'arrière), 10 700 000 évacuations se font par voie routière et 5 000 000 par voie ferroviaire[15].

Le blessé de guerre : héros ou tire au flanc ?

Les premières images diffusées par la presse montrent un blessé intrépide, insensible à la douleur, allant au-devant du sacrifice. Exemplaire, n'envisageant que son retour sur le champ de bataille immédiat, le blessé même mutilé et en lambeaux fait preuve d'un patriotisme sans faille… mais cette image s'effrite et on évoque des simulateurs qui doivent être sévèrement sanctionnés. Les médecins militaires sont attentifs aux blessures des mains et des bras afin de débusquer des éventuelles automutilations et n'hésitent pas à établir des rapports qui risquent de conduire le soldat au poteau d'exécution. Les malades et blessés sont examinés avec attention, en particulier au moment de leur éventuelle évacuation vers l'arrière, afin de renvoyer au front les resquilleurs qui feignent quelque pathologie.

On s'enorgueillit de soigner pour garder des forces vives à remettre sur le champ de bataille : « Combien de blessés guéris par nous sont retournés prendre leur place au combat ! Leur nombre est assez grand pour former des armées entières »[16] ; « La Patrie doit à nos chirurgiens de carrière ou à nos chirurgiens improvisés, un million de vie humaines et cinq cent mille combattants retournés au front après blessures »[17].

Les fiches matricules des soldats pensionnés montrent qu'ils sont nombreux à avoir été évacués pour maladie ou blessure, puis remis à disposition de leur régiment en zone de combat, les

15 Statistiques extraites d'Éric Deroo, *La médecine militaire : le service de santé des armées.* Ivry Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense. 2008. Cité par Jérémy Brunet *Quand la Grande Guerre s'invite à Brive*. Pulim 2014

16 Dr J.L.Faure. « Compte-rendu du bilan annuel de la Société de Chirurgie » in *Le Figaro* 1915.

17 Dr H. Bianchon « Compte-rendu du bilan annuel de la Société de Chirurgie » in *Le Figaro* 1915. In *Le Figaro* Histoire Octobre 2014.

moins malchanceux sont affectés aux services auxiliaires.
(Cf. l'exemple du soldat Alphonse Froment).
Ceux qui ne peuvent être remis à la boucherie, retournent à la vie civile, diminués, amputés, ou défigurés. Les populations de l'Arrière les découvrent avec gêne. Ils sont le témoignage de la violence guerrière, de ses répercussions physiques, de l'infernale réalité des combats que la presse s'est bien gardée d'évoquer. La famille, les voisins, les amis sont partagés entre pitié, compassion, embarras, reconnaissance, dégoût, inquiétude. Quel patron les embauchera ? Com-ment pourront-ils travailler la propriété ? Des fiançailles sont rompues. L'État, des associations s'attacheront avec difficulté à leur réinsertion professionnelle, sociale et affective. « Mon corps était retranché de la vie ; par amour pour elle je rêvais d'abord de le détruire (…) Blessé je devenais déjà ma blessure. J'ai survécu dans une chair qui était la honte de mes désirs »[18].

La violence des chiffres

28% des combattants ont perdu la vie. Un million de pensionnés (dont plus d'un quart souffrant d'un taux d'invalidité supérieur à 50%) répartis entre 600 000 invalides, 300 000 mutilés et amputés, 42 000 aveugles, 10 à 15 000 « gueules cassées ». Parmi les victimes, 19% sont mortes des suites de leurs blessures, 13% de maladie (on dénombre 19 morts par maladie pour 100 blessés)[19].

Les Gueules cassées

10 à 15 000 soldats blessés de la face ont perdu sur le champ de bataille une part de leur identité. Epreuves morales, matérielles, souffrance et parfois échec des douloureuses opérations subies « La nature même de nos blessures qui constitue à proprement parlé l'Horreur » en a plongé plus d'un dans la détresse.
Cinq d'entre eux furent invités en juin 1919 à la cérémonie de la signature du traité de Versailles. Une présence symbolique mais aussi un des pires héritages de la violence de la Grande Guerre.
Leur apparence physique, les conséquences de leurs blessures, on les appelait les baveux, car ni lèvres ni mâchoires pour retenir leur salive, leur rendaient tout accès au travail et à la société difficile. Leur désarroi, la difficulté à affronter le regard des autres, a poussé les plus atteints, à se constituer en association et à tenter de se regrouper dans des établissements adaptés (cf. le château de Moussy le Vieux en Seine et Marne), se protégeant des regards extérieurs dans un souci louable de fraternité, mais aussi se marginalisant dans une forme de résignation et de renoncement. Il fallut attendre 1925 pour que soit reconnu le préjudice spécifique à la défiguration et le droit à la réparation.

Des familles déchirées, une génération saignée, d'autres morts qui s'ajoutent, dans les années qui suivent le conflit sans que statistiques ou hommages les prennent réellement en compte. Les séquelles de la guerre s'affichent dans la souffrance des blessés, gazés, mutilés, infirmes et finissent par se banaliser[20]. Médailles et croix de guerre peinent à consoler des cauchemars endurés. Les pensions ne compensent pas les revenus perdus, sa force de travail amoindrie, sa vaillance d'homme diminuée. Le sentiment d'inutilité, d'être à charge de la société, s'installe sournoisement. Le patient doit se soumettre aux commissions de révision des taux d'invalidité. Leur manière parfois tatillonne de suspecter quelque simulation marque pour l'infirme un manque de reconnaissance des dommages subis.
La blessure peut guérir, l'infirme s'accom-moder de ses béquilles, cacher la perte de son bras en rentrant sa manche de veste dans sa poche mais le combattant ne peut oublier cette sauvagerie destructrice qui imprègne au plus profond sa condition d'homme et pèse sur son

18 Joël Bousquet, *Le meneur de lune*, Paris, Albin Michel 1979. Cité par Jérémy Brunet in *Quand la Grande Guerre s'invite à Brive,* Pulim 2014.
19 Joseph Toubert, *Documents de statistiques concernant la guerre mondiale et l'après-guerre,* Paris, Charles Lavauzelle, 1934.
20 500 000 soldats sont morts des suites de leurs blessures après le conflit, pour l'ensemble des belligérants.

devenir.
Cette violence de guerre, brutalité sans précédent, palpable au quotidien bien des années après est conceptualisée par l'historien George Mosse sous le terme de *brutalisation*, « amenant les hommes qui en ont été les acteurs et les victimes – et souvent hélas avec leur consentement – à prendre en charge cette brutalité nouvelle et à être eux-mêmes rendus brutaux par l'expérience inouïe qu'ils avaient traversée »[21].
Certains y puisent une inébranlable conviction pacifiste tandis que d'autres constatent avec amertume et pessimisme que désormais « les civilisations sont mortelles »[22].

21 Stéphane Audouin-Rouzeau, préface in *Les Gueules Cassées,* Sophie Delaporte, Noêsis 1996.
22 Paul Valéry, *La crise de l'esprit*, 1919.

*
* *